

# MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle



## Jean-Philippe Carlos

« Exprimer la conscience  
d'un peuple » : le réseau  
des revues intellectuelles  
de droite et la question  
de l'indépendance nationale  
du Québec (1957-1968)

## Guy Gaudreau et Micheline Tremblay

*L'éphémère consécration  
de Juana, mon aimée,  
roman de Harry Bernard*

## Vincent Lambert

*Du spirituel dans la littérature  
québécoise et dans l'anticléricalisme  
en particulier*

# MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

## DIRECTEUR

**Harold Bérubé**, Université de Sherbrooke

## COMITÉ DE RÉDACTION

**Damien-Claude Bélanger**, Université d'Ottawa

**Michel Bock**, Université d'Ottawa

**Anne Caumartin**, Collège militaire royal de Saint-Jean

**François-Olivier Dorais**, Université de Montréal (comptes rendus)

**Karine Hébert**, Université du Québec à Rimouski (secrétaire de rédaction)

**Jonathan Livernois**, Université Laval

**Mathieu Noël**, Université du Québec à Montréal

## COMITÉ CONSULTATIF

**Gérard Bouchard**, Université du Québec à Chicoutimi

**Linda Cardinal**, Université d'Ottawa

**Kevin J. Christiano**, University of Notre Dame

**Ramsay Cook**, Dictionnaire biographique du Canada

**Sylvie Lacombe**, Université Laval

**Yvan Lamonde**, Université McGill

**Jocelyn Létourneau**, Université Laval

**Élisabeth Nardout-Lafarge**, Université de Montréal

**Roberto Perin**, York University

**Allan Smith**, University of British Columbia

**Joseph Yvon Thériault**, Université du Québec à Montréal

**Mise en pages** : Martin Roy, CRCCF

**Révision linguistique** : Josée Therrien et Colette Michaud

**Révision des épreuves** : Colette Michaud, CRCCF

## PARTENAIRES



**uOttawa**

Centre de recherche en  
civilisation canadienne-française

*Mens* : revue d'histoire intellectuelle et culturelle est une revue semestrielle dont les numéros paraissent les printemps et automne de chaque année. Les textes publiés dans *Mens* n'engagent que leurs auteurs. Toutes les demandes de reproduction doivent être acheminées à Copibec : 514 288-1664 / 1-800-717-2022 / licences@copibec.qc.ca.

Pour tout renseignement concernant les modalités d'abonnement, se reporter à la dernière page. On peut nous joindre à l'adresse suivante :

Revue *MENS*

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

Université d'Ottawa, Pavillon Morisset

65, rue Université, pièce 040, Ottawa (On) K1N 6N5

Téléphone : 613 562-5800, poste 4007 • Télécopieur : 613 562-5143

redaction@revuemens.ca • [www.revuemens.ca](http://www.revuemens.ca)

ISSN (imprimé) : 1492-8647

ISSN (en ligne) : 1927-9299

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

**Présentation**..... 5

**Articles**

« Exprimer la conscience d'un peuple » : le réseau  
des revues intellectuelles de droite et la question  
de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968)  
*Jean-Philippe Carlos* ..... 7

L'éphémère consécration de *Juana, mon aimée*,  
roman de Harry Bernard  
*Guy Gaudreau et Micheline Tremblay*..... 49

Du spirituel dans la littérature québécoise  
et dans l'anticléricisme en particulier  
*Vincent Lambert* ..... 85

**Comptes rendus**

Réal Bélanger. *Henri Bourassa : le fascinant destin  
d'un homme libre (1868-1914)*  
*(Pierre Anctil)* ..... 117

Mathieu Lapointe. *Nettoyer Montréal : les campagnes  
de moralité publique, 1940-1954*  
*(Harold Bérubé)* ..... 122

Hans-Jürgen Lüsebrink. « *Le livre aimé du peuple* » :  
*les almanachs québécois de 1777 à nos jours*  
*(Luc Bonenfant)* ..... 125



Michel Lacroix. <i>L'invention du retour d'Europe : réseaux transatlantiques et transferts culturels au début du XX<sup>e</sup> siècle</i> (Gérard Fabre) .....	128
Linda Cardinal, Simon Jolivet et Isabelle Matte (dir). <i>Le Québec et l'Irlande : culture, histoire, identité</i> (Camille Harrigan) .....	134
Gérard Bouchard. <i>Raison et déraison du mythe : au cœur des imaginaires collectifs</i> (Daniel Poitras).....	138



## Présentation

L'histoire intellectuelle et littéraire du Canada français aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles sont à l'honneur dans cette nouvelle livraison de *Mens : revue d'histoire intellectuelle et culturelle*.

Jean-Philippe Carlos analyse le rapport qu'ont entretenu les revues d'idées de droite des années 1950 et 1960 avec la question de l'indépendance du Québec. Basée sur un corpus de publications à caractère nationaliste de droite encore peu exploité par les historiens, son étude met au jour les recompositions à la fois structurelles et idéologiques du réseau intellectuel traditionaliste qui, après une période faste sous le régime duplessiste, a été mis à rude épreuve par les changements sociologiques et politiques rapides de la Révolution tranquille. Devant la montée de l'État national québécois et la réappropriation du (néo)-nationalisme par les forces de gauche, les revues d'orientation traditionaliste ont été amenées, non sans essuyer certains revers, à adapter leurs discours à la faveur d'un nouvel idéal, celui de la souveraineté politique. Entre autres contributions, cet article nous rappelle aussi combien l'engagement militant de plusieurs intellectuels nationalistes de droite, loin d'être négligeable, a eu une influence significative sur les orientations politiques fondatrices du mouvement indépendantiste québécois.

Guy Gaudreau et Micheline Tremblay s'attachent, pour leur part, à retracer le destin particulier du roman *Juana, mon aimée* de Harry Bernard, depuis ses premières versions à la fin de l'automne 1930, en passant par sa promotion dans l'espace public; les discussions qu'il a suscitées dans certaines correspondances privées; sa consécration attestée par l'obtention d'un prix David en 1932; jusqu'à sa réception critique dans les recensions. Œuvre oubliée du répertoire canadien-français, son importance ne s'en trouve pas diminuée pour autant, à la fois en raison de sa structure narrative novatrice et grâce à l'éclairage particulier qu'il offre de la situation de l'institution littéraire canadienne-française durant l'entre-deux-guerres. Les auteurs montrent aussi que deux discours critiques dominants ont eu cours à propos de l'œuvre : le premier, plutôt élogieux, de Claude-Henri

Grignon, qui a contribué à la gloire éphémère de Bernard, et le second, plus sévère, d'Albert Pelletier, qui a concouru, de manière plus définitive, à mettre *Juana* en marge des œuvres marquantes des années 1930.

Suit un article signé par Vincent Lambert qui propose, dans une visée synthétique, une brève histoire de l'anticléricalisme dans la littérature québécoise depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1960. À rebours d'une perception par trop simpliste du fait religieux qui ferait de toute proposition anticléricale son antithèse et soucieux de sonder le versant réformateur du catholicisme, Lambert œuvre pour une compréhension plus nuancée, complexe et circonstanciée du phénomène anticléréal. Son propos fait ressortir l'un des fils conducteurs de la critique canadienne-française du cléréalisme qui, depuis Louis-Antoine Dessaulles jusqu'à Paul-Émile Borduas, en passant par Louis Fréchette, Arthur Buies et Jean-Charles Harvey, a consisté à confronter l'Église sur son propre terrain en plaidant pour une séparation entre le sentiment religieux et l'institution cléricale. D'où le constat de l'auteur, pour qui « il serait impensable d'écrire une histoire de l'anticléréalisme sans considérer sa doublure spirituelle, sans voir que son indignation visait moins le sacré lui-même que son travestissement, sa limitation ».

Sur une autre note, le comité de rédaction de *Mens* est heureux d'annoncer l'arrivée d'Anne Caumartin au sein de l'équipe éditoriale de la revue. Madame Caumartin est professeure agrégée au Département des humanités et des sciences sociales du Collège militaire royal de Saint-Jean, et membre régulier du Centre de recherche inter-universitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ) et du groupe de recherche « La vie littéraire au Québec ». Ses travaux portent sur l'essai et le roman québécois et abordent la conception de la culture québécoise, les modalités de filiation, la notion de responsabilité en littérature et les relations entre mémoire et perspectives d'avenir. L'équipe de *Mens* souhaite donc la bienvenue à cette nouvelle collaboratrice.

*François-Olivier Dorais*  
*Pour l'équipe de Mens*

# « Exprimer la conscience d'un peuple » : le réseau des revues intellectuelles de droite et la question de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968)<sup>1</sup>

Jean-Philippe Carlos  
Université de Sherbrooke

## Résumé

Dans cet article, nous étudions les rapports qu'entretiennent les revues d'idées de droite des années 1950 et 1960 avec la question de l'indépendance du Québec. Face aux différents événements sociopolitiques qui affectent la province durant cette période ainsi qu'en réaction à la médiatisation croissante d'un nationalisme décolonisateur associé à la gauche, le discours des forces nationalistes de droite tend à se rapprocher graduellement de l'option indépendantiste, surtout au cours de la décennie 1960. En étudiant l'évolution idéologique et la (re)structuration de ce réseau, nous montrons de quelle manière la droite intellectuelle a été amenée à prendre position en faveur de l'indépendance nationale du Québec, entre la fondation de l'Alliance laurentienne (1957) et celle du Parti québécois (1968).

---

<sup>1</sup> Citation tirée de l'article de François Aquin, « Exprimer la conscience d'un peuple », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 5 (janvier 1968), p. 505-508. Nous tenons à remercier les évaluateurs anonymes et l'équipe de la revue *Mens* pour leur correction attentive et leurs judicieux conseils, qui ont grandement enrichi la qualité de notre article.

*Mens*, vol. XV, n° 2 (printemps 2015)

### **Abstract**

*In this article, we examine the relationship between the right-wing intellectual journals of the 1950s and 1960s and the idea of Quebec independence. As a result of various events that affected the province during this period and also in response to the increasing mediatisation of left-wing calls for decolonisation, the discourse of right-wing nationalism warmed to the idea of independence, especially in the 1960s. By studying the right's ideological evolution and the restructuring of its networks, we illustrate the manner in which the intellectual right came to take a favourable stance on Quebec independence, from the founding of the Alliance laurentienne in 1957 to the 1968 creation of the Parti québécois.*

Les débuts du mouvement indépendantiste québécois contemporain ont surtout été étudiés à partir de ses manifestations les plus connues et les plus radicales. Dans cette perspective, peu d'auteurs se sont intéressés aux rapports qu'a entretenus le réseau de la droite intellectuelle de la fin des années 1950 et des années 1960 avec l'option indépendantiste. Composé à la fois de nationalistes conservateurs, réformistes, traditionalistes et séparatistes, le réseau a entretenu des liens complexes et souvent ambigus avec l'idéal indépendantiste. Moins radicaux et plus discrets que leurs vis-à-vis gauchistes de la Révolution tranquille, les intellectuels associés à la droite ont toutefois joué un rôle crucial dans l'évolution du mouvement indépendantiste québécois.

Cette étude vise à mettre en lumière l'évolution structurelle et idéologique du réseau intellectuel de droite, entre 1957 et 1968, et sa position sur la question de l'indépendance nationale du Québec. Dans cette optique, nous avons privilégié les publications à caractère nationaliste de droite actives durant la période mentionnée<sup>2</sup>. Les

<sup>2</sup> Nous avons étudié les périodiques suivants : *L'Action nationale*, *Laurentie*, *Tradition et progrès*, *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Nouvelle-France*, *Nation nouvelle*, *Le Republicain* et *La Nation*. Il est important de noter que seuls les périodiques

concepts de nationalisme, d'indépendantisme et de « droite » nous ont servi à structurer notre cadre théorique, qui s'inscrit dans une perspective d'histoire intellectuelle<sup>3</sup>. Selon les historiens Alan Bullock et Steve Reilly, le nationalisme se définit comme suit : « *The feeling of belonging to a group united by common racial, linguistic and historical ties, and usually identified with a particular territory* », mais aussi comme « *a corresponding ideology which exalts the Nation-State as the ideal form of political organization with an overriding claim on the loyalty of its citizen*<sup>4</sup> ». Or il importe de noter que le nationalisme canadien-français de la période étudiée évolue de manière significative entre les années 1950 et 1960. De nature essentiellement culturelle au début de la décennie, le nationalisme prend une tangente politique à la fin des années 1950. De plus, l'indépendantisme est une branche distincte du nationalisme québécois, configurée selon un degré d'attachement encore plus marqué à l'idéal d'un État national indépendant. Cette idéologie peut être empruntée tant par la gauche que par la droite, puisque le concept d'État indépendant n'est pas rattaché à une allégeance politique particulière. Dans le cadre du réseau étudié, on peut parler d'un « nationalisme indépendantiste »,

---

*Laurentie, Le républicain* et *La Nation* revendiquent le statut de publications ouvertement indépendantistes.

<sup>3</sup> Étant donné le réseau étudié, nous croyons qu'il est nécessaire de revenir sur le rôle de l'intellectuel. Selon les historiens français Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, l'intellectuel est « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie. [...] il s'agira d'un statut, [...] transcendé par la volonté individuelle [...] et tourné vers un usage collectif ». De plus, selon Andrée Fortin, la fondation d'une revue est l'acte par excellence de l'action intellectuelle. De cette action découle un désir « d'insertion des intellectuels dans la cité », où ceux-ci deviennent des acteurs sociaux défendant une posture précise, souvent en rupture avec l'ordre établi. À voir dans Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 10; Andrée Fortin, *Passage de la modernité : les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 19-22.

<sup>4</sup> Alan Bullock et Steve Reilly, « Nationalism », dans Alan Bullock et Stephen Trombley (dir.), *The Norton Dictionary of Modern Thought*, avec la collaboration de Alf Lawrie, nouv. éd., New York, W. W. Norton and Company, 1999, p. 561.

puisque la souveraineté politique de l'État québécois prime toute autre question<sup>5</sup>. Quant à la droite traditionaliste, nous nous référons à la définition qu'en a donné Xavier Gélinas, qui affirme que la droite canadienne-française des années 1950 et 1960 défend des valeurs ancrées dans la tradition (famille, valeurs chrétiennes, primauté de la langue française, défense des droits des minorités françaises). Elle est généralement antiétatique, capitaliste ou corporatiste et nationaliste, car elle y voit la « preuve d'une continuité historique et [d'un] contrepoids à l'individualisme excessif et à l'abstraction universaliste d'une gauche jugée sans mémoire<sup>6</sup> ».

Or, pour comprendre les rapports complexes qu'entretient le réseau avec la question de l'indépendantisme, il est nécessaire, selon nous, d'étudier autant les publications nationalistes que celles qui se déclarent ouvertement indépendantistes. Ce n'est que de cette manière que nous pourrons bien comprendre l'émergence de ce positionnement en faveur de l'indépendance nationale de l'État québécois au sein des forces de droite. En effet, entre la fondation de l'Alliance laurentienne (1957) et celle du Parti québécois (1968), le réseau se transforme, se (re)structure et se (re)positionne de manière périodique et, somme toute, assez complexe. Afin d'expliquer cette transformation du réseau et son influence sur l'évolution du mouvement indépendantiste, nous basons notre démarche sur l'hypothèse suivante : divers événements sociopolitiques nationaux et internationaux, tels que les mouvements de décolonisation africains et asiatiques, la montée de la gauche socialiste et indépendantiste québécoise (*Parti pris*, *Socialisme*, FLQ, etc.), l'impression que le gouvernement Diefenbaker oppose une fin de non-recevoir à la « nouvelle question du Québec », les activités entourant les États généraux du Canada français et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le bicultura-

<sup>5</sup> Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1986, p. 67-77.

<sup>6</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 27-30.

lisme (aussi connue sous le nom de commission Laurendeau-Dunton), amèneront une frange importante des forces de droite à prendre position en faveur de l'option séparatiste durant cette période. Or l'engagement militant de nombreux intellectuels au sein de ce réseau constitue un facteur fondamental dans l'évolution du nationalisme indépendantiste québécois entre les années 1950 et 1960, puisqu'un grand nombre de positions défendues par ses membres seront par la suite reprises par des partis politiques tels que le Parti québécois (PQ). Dans cette perspective, notre analyse s'inscrit dans le prolongement des travaux d'Éric Bédard, qui a notamment insisté sur l'importance des origines conservatrices du PQ<sup>7</sup>.

Notre étude est divisée en trois parties, précédées d'une section consacrée à l'analyse de l'historiographie. Dans la première partie, nous portons notre attention sur la période 1957-1961, durant laquelle le réseau est surtout dominé par *Laurentie*, l'organe de l'Alliance laurientienne. La deuxième partie est consacrée à la période 1962-1965, une époque mouvementée pendant laquelle de nombreux périodiques de droite cessent d'exister et où convergent les forces nationalistes et indépendantistes au sein de *L'Action nationale* et, dans une moindre mesure, au sein de *La Nation* et du *Républicain*. Enfin, la troisième partie porte sur la période 1966-1968, au moment où le réseau est amené à prendre position sur la question de l'indépendance, à la suite de la mise sur pied du Mouvement souveraineté-association (MSA) et du PQ, et des activités entourant la tenue des États généraux du Canada français.

### **L'indépendantisme de droite : une historiographie lacunaire**

La genèse du mouvement indépendantiste contemporain constitue un champ historiographique encore peu exploré par les historiens. Malgré le fait que plusieurs études ont été réalisées sur le Rassemble-

<sup>7</sup> Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque : mythes et réalités*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 147-159.

ment pour l'indépendance nationale (RIN), le Front de libération du Québec (FLQ), la revue *Parti pris* ou le PQ, plusieurs facettes de cette histoire demeurent encore méconnues. L'histoire socio-intellectuelle de ce mouvement constitue un exemple notable de ce phénomène, comme en témoigne le peu d'études consacrées aux réseaux des principaux groupes indépendantistes d'après-guerre. Comme le souligne Mathieu Lapointe, les spécialistes se sont surtout intéressés aux figures les plus emblématiques et aux ailes les plus radicales de ce mouvement<sup>8</sup>.

Dans ce contexte, ce sont surtout les groupes associés à la gauche indépendantiste qui ont été étudiés ces dernières années. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, notamment le fait que la gauche indépendantiste des années 1960 tient un discours radical relativement homogène, centré sur les thèmes de la décolonisation et du socialisme, qui sont alors très répandus dans les mouvements contestataires et révolutionnaires du tiers monde<sup>9</sup>. Plus encore, les groupes associés à cette famille idéologique s'expriment de manière extrêmement soutenue et visible, donnant ainsi l'impression que le Québec des années 1960 est sur la voie de la révolution socialiste<sup>10</sup>. Toutefois, il est important de se rappeler que le FLQ n'a jamais compté plus de quelques centaines d'adhérents durant toute son existence et que *Parti pris* avait un tirage d'environ 3 500 exemplaires par numéro durant ses années de gloire<sup>11</sup>. Quant au RIN, il n'est pas inutile de

<sup>8</sup> Mathieu Lapointe, « Entre nationalisme et socialisme : Raoul Roy (1914-1996) et les origines d'un premier indépendantisme socialiste au Québec, 1935-1965 », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 8, n° 2 (printemps 2008), p. 281-283.

<sup>9</sup> À ce sujet, voir Sean Mills, *Contester l'Empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, traduit de l'anglais par Hélène Paré, Montréal, Hurtubise HMH, 2011.

<sup>10</sup> Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde : le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007.

<sup>11</sup> Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000) : les réseaux de la revue Esprit avec La Relève*, Cité libre, Parti pris et Possibles, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 126.

rappeler que lors des élections provinciales de 1966, le parti dirigé par Pierre Bourgault n'a recueilli que 5,5 % des voix et n'a pas été en mesure de faire élire un seul député au Parlement provincial<sup>12</sup>. Pourtant, malgré ces constats, l'historiographie dominante a longtemps privilégié l'étude de ces mouvements au détriment des autres manifestations indépendantistes des décennies 1950 et 1960. Il est donc nécessaire de réévaluer l'importance relative de ces différents courants intellectuels et politiques dans l'évolution du mouvement indépendantiste.

L'examen de l'historiographie nous montre également que l'histoire de la droite indépendantiste a longtemps été négligée par les historiens. Plus encore, l'histoire des militants et des réseaux dans lesquels ils évoluent est généralement omise des différents récits. Selon les ouvrages consultés, les auteurs tentent de cerner les facteurs politiques qui ont favorisé la montée de l'indépendantisme québécois, en n'abordant que très sommairement l'historique des groupes qui ont fait partie de ce mouvement. Par exemple, William D. Coleman, dans son ouvrage *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, ne consacre qu'une courte section aux militants et aux groupes qui s'intègrent au mouvement indépendantiste<sup>13</sup>. En outre, il traite en quelques lignes de l'idéologie de l'Alliance laurentienne, le premier regroupement indépendantiste d'après-guerre, fondé en 1957 par des militants traditionalistes. Le même scénario se répète dans l'ouvrage de Léon Dion, *La révolution déroutée 1960-1976*<sup>14</sup>.

C'est surtout à travers le renouveau apporté par l'histoire intellectuelle, apparue au début des années 1990, que des chercheurs ont commencé à s'intéresser spécifiquement aux groupes de droite qui ont fait partie du mouvement indépendantiste d'après-guerre. Éric

<sup>12</sup> « Élections québécoises de 1966 », dans *Bilan du siècle*, sur le site Web de l'Université de Sherbrooke, [<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pagesElections.jsp?annee=1966>] (1<sup>er</sup> mars 2015).

<sup>13</sup> William D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.

<sup>14</sup> Léon Dion, *La révolution déroutée 1960-1976*, Montréal, Éditions du Boréal, 1998.

Bouchard s'est notamment intéressé à l'Alliance laurentienne de Raymond Barbeau et à ses militants<sup>15</sup>. Jean-Marc Brunet s'est lui aussi intéressé à Raymond Barbeau, dans le cadre d'une biographie comportant de nombreux détails relatifs à l'idéologie traditionaliste et corporatiste du fondateur de l'Alliance laurentienne<sup>16</sup>. Mentionnons que Brunet a également rédigé une biographie de Marcel Chaput, un militant indépendantiste associé à la droite, actif au sein de l'Alliance laurentienne et qui a été président du RIN, en 1961 et 1962, et du Parti républicain du Québec, en 1962 et 1964<sup>17</sup>.

Plus récemment, Janie Normand s'est penchée sur l'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national, un parti actif sur la scène provinciale entre 1964 et 1968<sup>18</sup>. Éric Bédard s'est, pour sa part, intéressé au Ralliement national, en insistant sur l'importance stratégique de l'alliance des indépendantistes conservateurs du parti, dirigé par Gilles Grégoire, avec le MSA de René Lévesque<sup>19</sup>. Son étude permet de saisir les dynamiques qui ont mené à la coalition des forces indépendantistes et à la création du Parti québécois, à l'automne 1968. Xavier Gélinas s'est également penché sur l'histoire du Ralliement national et, en particulier, sur les caractéristiques du nationalisme ralliniste<sup>20</sup>. Mentionnons aussi l'ouvrage en deux tomes dirigé par Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière, *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*,

<sup>15</sup> Éric Bouchard, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1997.

<sup>16</sup> Jean-Marc Brunet, *Le prophète solitaire : Raymond Barbeau et son époque*, Montréal, Ordre naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2000.

<sup>17</sup> Jean-Marc Brunet, *Le patriote : Marcel Chaput et son époque*, Montréal, Ordre naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2006.

<sup>18</sup> Janie Normand, *L'indépendance à droite : l'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2010.

<sup>19</sup> Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" ».

<sup>20</sup> Xavier Gélinas, « René Jutras et le Ralliement national : un nationalisme de transition », dans Frédéric Boily (dir.), *D'une nation à l'autre : discours nationaux au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011, p. 15-35.

qui se révèlent des compléments intéressants, puisqu'ils abordent l'idéologie de certains militants de droite qui ont été peu étudiés par l'historiographie<sup>21</sup>. Plus loin de nous, soulignons le mémoire de Mathieu Noël, qui retrace l'histoire du mouvement indépendantiste des années 1930, structuré autour des Jeunes-Canada et de la revue *La Nation* dirigée par Paul Bouchard<sup>22</sup>.

Néanmoins, devant l'absence d'études portant spécifiquement sur le réseau de la droite indépendantiste et son évolution, il est nécessaire de se tourner vers les ouvrages qui traitent du mouvement nationaliste canadien-français afin d'en tirer une meilleure compréhension. L'indépendantisme de droite émerge donc en partie des mouvements nationalistes au cours de la décennie 1950 et, surtout, durant la décennie 1960. La grande majorité des indépendantistes de cette période ont également milité au sein d'organisations nationalistes telles que la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB), l'Ordre de Jacques-Cartier (OJC), la Ligue d'action nationale et le Centre d'information nationale (CIN). Au même moment, les revues *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Tradition et progrès* et *L'Action nationale* comptent aussi des collaborateurs sensibles à la cause de l'indépendance nationale dans leurs équipes éditoriales, même si ces périodiques ne s'affichent pas comme indépendantistes<sup>23</sup>.

Les ouvrages portant sur des regroupements de militants et d'intellectuels nationalistes permettent ainsi d'en apprendre davantage

<sup>21</sup> Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, t. I : 1834-1968, Montréal, VLB éditeur, 2010. Les idéologies de Raymond Barbeau, de Marcel Chaput et de René Jutras sont notamment étudiées dans cet ouvrage.

<sup>22</sup> Mathieu Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*, Montréal, VLB éditeur, 2011. L'ouvrage de Noël constitue un exemple intéressant d'un courant historiographique axé sur l'étude de la structuration de réseaux et l'orientation idéologique d'un mouvement donné.

<sup>23</sup> Sylvie Renaud, *Cahiers de Nouvelle-France et Nouvelle-France : la droite catholique face à la Révolution tranquille, 1957-1964*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1993; Xavier Gélinas, *Tradition et progrès (1957-1962) : une révolution tranquille de droite ?*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1991, p. 59.



sur la genèse de l'indépendantisme de droite. C'est notamment le cas de l'ouvrage de Xavier Gélinas *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*<sup>24</sup>. Selon l'auteur, le nationalisme a été la pierre angulaire du réseau de droite des années 1950, qui était composé d'une multitude d'acteurs issus essentiellement des milieux conservateurs et qui étaient liés par l'allégeance à cette idéologie. L'ouvrage de Pascale Ryan *Penser la nation : la Ligue d'action nationale, 1917-1960* représente lui aussi un jalon important dans l'histoire de l'évolution du nationalisme canadien-français<sup>25</sup>. En fondant son approche sur l'étude du réseau de la Ligue d'action nationale et de sa revue, Ryan arrive à reconstituer la chronologie de ce mouvement intellectuel, qui a eu une importance significative dans la formulation et la redéfinition du nationalisme québécois moderne. Plusieurs militants indépendantistes des années 1960, associés à la gauche comme à la droite, reprendront dans leur discours des notions liées au néonationalisme<sup>26</sup>. Enfin, il est important de mentionner les travaux de Pierre Trépanier, qui a rédigé de nombreux articles ayant pour thème l'histoire de la droite nationaliste canadienne-française<sup>27</sup>. Toutefois, ces études, à l'exception de celle de Gélinas, se concentrent surtout sur la période antérieure à la Révolution tranquille ou à ses tout débuts.

<sup>24</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*. Plusieurs de ces acteurs étaient sensibles aux idéaux politiques de l'indépendantisme. Des personnages majeurs, comme Robert Rumilly, ont notamment été attirés par cette option politique dans la seconde moitié des années 1950.

<sup>25</sup> Pascale Ryan, *Penser la nation : la Ligue d'action nationale, 1917-1960*, Montréal, Leméac éditeur, 2006.

<sup>26</sup> Fortin, *Passage de la modernité*, p. 153-157. Les écrits des intellectuels de *Parti pris* sont teintés de références (volontaires ou involontaires) aux théories néonationalistes. Entre autres, les partipristes traitent abondamment de l'infériorité économique des Canadiens français, de l'emprise néfaste et disproportionnée du clergé sur la société québécoise ainsi que de l'effet traumatique de la Conquête.

<sup>27</sup> Parmi les travaux de Pierre Trépanier, notons les suivants : « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956) », *Les Cahiers des dix*, n° 44 (1989), p. 231-254 ; « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) », *Les Cahiers des dix*, n° 48 (1993), p. 119-164 ; « Quel corporatisme? (1820-1965) », *Les Cahiers des dix*, n° 49 (1994), p. 159-212.



Enfin, les nombreuses revues d'idées des années 1950 et 1960 ont, elles aussi, été peu étudiées dans la perspective de l'histoire du mouvement indépendantiste. À l'exception de la revue *Parti pris*, peu de travaux ont été consacrés à la reconstitution du réseau des revues indépendantistes, qui a pourtant représenté l'une des sphères les plus actives de ce mouvement<sup>28</sup>. Pour ce qui est de la droite, l'historiographie a négligé l'étude de l'évolution du réseau et de son idéologie dans différentes publications qui ont eu une influence majeure sur l'évolution du nationalisme indépendantiste<sup>29</sup>. En privilégiant les mouvements associés à la gauche, les spécialistes ont laissé de côté une part importante de l'histoire de l'indépendantisme, un idéal qui a été partagé autant par des militants conservateurs que par les socialistes entre les années 1950 et 1970.

Ainsi, l'analyse de l'historiographie nous montre bien que ce n'est qu'en combinant différentes études que l'on parvient à comprendre, en partie, les débuts de l'histoire du mouvement indépendantiste contemporain. L'évolution du réseau de droite et ses rapports à l'indépendantisme demeurent également très peu analysés, comme en témoigne le faible nombre d'études qui ont été consacrées à cet aspect de l'histoire de la droite intellectuelle. C'est donc cette carence

<sup>28</sup> Voir, notamment, Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1979; Lise Gauvin, « *Parti pris* » littéraire, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1975; Angers et Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000)*; Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2 (automne 2005), p. 183-207; Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* ou l'invention du marxisme au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1 (2011), p. 139-157; Jean-Philippe Carlos, « Les intellectuels québécois à l'heure de la décolonisation : le cas de *La Revue socialiste* (1959-1965) », *Revue d'histoire de l'Université de Sherbrooke*, vol. 7, n° 2 (2015), [En ligne], [[http://rhus.association.usherbrooke.ca/?page\\_id=1481](http://rhus.association.usherbrooke.ca/?page_id=1481)]; Fortin, *Passage de la modernité*.

<sup>29</sup> Les spécialistes ont surtout étudié les différentes revues à titre individuel et, dans la plupart des cas, la question de l'indépendantisme est abordée de manière très sommaire.

historiographique qui nous a amené à nous pencher sur cette page de l'histoire de l'indépendantisme.

### **Entre nationalisme et indépendantisme (1957 et 1961)**

Les forces nationalistes de droite sont très présentes au Québec à la fin des années 1950. Propulsés par la victoire de Maurice Duplessis aux élections de 1956, les nationalistes conservateurs occupent un espace médiatique relativement plus important que celui réservé aux forces progressistes qui, durant la même période, se font plus discrètes. Majoritairement associés au courant traditionaliste, les intellectuels droitistes de cette période ont joué un rôle majeur dans la structuration et l'évolution du nationalisme et de l'indépendantisme<sup>30</sup>. Cette période voit également apparaître le premier regroupement et la première revue indépendantiste d'après-guerre : l'Alliance laurentienne et son organe de presse, la revue *Laurentie*.

Constituant un carrefour majeur des forces nationalistes depuis la fondation de *L'Action française* en 1917, *L'Action nationale* a toujours été à l'avant-plan en ce qui concerne la défense des droits des Canadiens français. Néanmoins, sous le règne du directeur Pierre Laporte (1954-1959), l'organe de la Ligue d'action nationale devient un terrain d'affrontement idéologique entre deux camps : les néo-nationalistes, qui sont favorables à une redéfinition et à une modernisation des fondements du nationalisme canadien-français ; et les traditionalistes, qui préféreraient plutôt que le nationalisme conserve ses valeurs d'origine<sup>31</sup>. D'abord privée et limitée aux enceintes de la Ligue, cette querelle devient publique à partir de 1957 et prend des proportions démesurées, ce qui affecte grandement la stabilité de la revue<sup>32</sup>. Cette situation provoque également la désertion de plusieurs

<sup>30</sup> Ils s'expriment notamment dans les revues *L'Action nationale*, *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Tradition et progrès*, *Notre Temps*, *Maintenant* et *Relations*.

<sup>31</sup> Ryan, *Penser la nation*, chapitre IV, « Aller à droite ou aller à gauche », p. 227-297.

<sup>32</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 126. On assiste alors à une chute du nombre d'abonnements, qui passe de 5 000 en 1955 à 400 au milieu de l'année 1959, ce qui entraîne des pertes financières et plusieurs retards dans la publication des numéros.

membres de la Ligue, dont certains fonderont des revues d'orientation traditionaliste et groulxiste en réponse à « l'orientation gauchiste » de *L'Action nationale*<sup>33</sup>. Ce n'est qu'avec la démission de Pierre Laporte et l'arrivée de François-Albert Angers à titre de directeur de la revue à l'été 1959 que celle-ci revient à ses positions d'antan, un facteur qui fera remonter le nombre d'abonnés à des niveaux acceptables, surtout à partir de 1961<sup>34</sup>.

Durant cette période, *L'Action nationale* est encore en faveur du fédéralisme canadien, bien qu'elle réclame un statut particulier pour le Québec<sup>35</sup>. Les principaux animateurs de la revue sont, pour la plupart, des vétérans des luttes nationalistes, et la majorité d'entre eux sont membres de la Ligue d'action nationale depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies<sup>36</sup>. Parmi eux, les plus importants sont : François-Albert Angers (1909-2003), Patrick Allen (1909-1996), Anatole Vanier (1887-1985), Rodolphe Laplante (1903-1972), Dominique Beaudin (1905-?) et Paul-Émile Gingras (1917-1997). L'aile néonationaliste de la revue est, quant à elle, représentée principalement par l'écrivain et journaliste Jean-Marc Léger (1927-2011), le journaliste et romancier Pierre de Grandpré (1920-), le traducteur et futur membre fondateur du RIN Jacques V. Poisson (1917-2002)

<sup>33</sup> Ryan, *Penser la nation*, p. 274-278. C'est dans ce contexte que seront mises sur pied les revues suivantes : *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Tradition et progrès* et, dans une moindre mesure, *Laurentie*.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 289-292.

<sup>35</sup> Dans le contexte québécois de la fin des années 1950, le statut particulier est lié à la volonté qu'Ottawa reconnaisse les particularités sociologiques et politiques du Québec au sein de la fédération canadienne. On considère alors que les Canadiens français constituent une nation distincte qui se doit d'être reconnue au même titre que la nation canadienne-anglaise, afin qu'elle puisse se développer de manière optimale. Les revendications relatives au statut particulier portent également sur la nécessité de rapatrier des champs de compétence au niveau provincial, dans une perspective de décentralisation des pouvoirs, qui peut être associée à une forme d'autonomisme.

<sup>36</sup> Résultats obtenus grâce au dépouillement des numéros de *L'Action nationale*.

et, dans une moindre mesure, le rédacteur en chef du *Devoir*, André Laurendeau (1912-1968)<sup>37</sup>.

De surcroît, l'analyse des textes parus durant cette période nous montre que les collaborateurs de *L'Action nationale* sont encore réticents à l'idée d'appuyer l'option indépendantiste. Cela s'explique en bonne partie par le fait que les animateurs de la revue sont, pour la plupart, des nationalistes traditionalistes qui ne sont pas encore convaincus de la nécessité de mettre fin au lien politique entre le Québec et Ottawa<sup>38</sup>. Les conséquences économiques de la séparation du Québec constituent, en fait, la principale crainte des nationalistes canadiens-français de la fin de la décennie 1950<sup>39</sup>.

Comme nous l'avons mentionné, *L'Action nationale* revendique un statut particulier pour le Québec à la fin des années 1950 et au début des années 1960<sup>40</sup>. Ses animateurs considèrent ce statut comme le minimum vital pour permettre aux Canadiens français de s'épanouir dans la fédération canadienne. Néanmoins, ouverte aux discussions et aux opinions diverses, la revue publie durant cette période des textes qui tentent de démystifier l'option indépendantiste<sup>41</sup>. Des

<sup>37</sup> Associés à la mouvance néonationaliste, ceux-ci seront l'objet de critiques véhémentes de la part de la frange plus traditionaliste de la Ligue. Le fait que ces derniers fassent partie du même groupe d'âge nous pousse à croire qu'il s'agit peut-être là d'un effet de génération.

<sup>38</sup> Ryan, *Penser la nation*, p. 283. Selon l'auteure, trois éléments essentiels définissent le nationalisme « traditionaliste » canadien-français : « le concept d'autonomie provinciale, le principe d'État français ainsi que l'attachement à la tradition catholique comme fondement de la culture canadienne-française et comme source de philosophie politique et sociale. »

<sup>39</sup> La Direction, « Le séparatisme, une mesure inopportune et dangereuse », *Nouvelle-France*, n° 23-24 (1964), p. 93.

<sup>40</sup> *L'Action nationale*, « Éditorial : C'est le temps ou jamais de prendre l'initiative », *L'Action nationale*, vol. XLVI, n° 5-6 (janvier-février 1957), p. 339-342 ; Le directeur [Pierre Laporte], « Éditorial : Autonomie : ne lâchons pas », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 4-5 (décembre 1957-janvier 1958), p. 349-350 ; Jean-Marc Léger, « Sus à l'autonomie, ou... Quand l'impatience risque de se transformer en trahison », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 4-5 (décembre 1957-janvier 1958), p. 376-386.

<sup>41</sup> Alexandre Séguin, « Faut-il quitter la Confédération? Le nationalisme sur l'échiquier mondial », *L'Action nationale*, vol. XLVII, n° 3 (novembre 1957), p. 305-318 ; Jacques Des Ormeaux, « Pour une constitution du Québec », *L'Action*

animateurs de la revue appuieront également cette option, à mots couverts. Jean-Marc Léger, en 1961, avance qu'« il n'y a pas d'avenir pour le Québec dans la Fédération » et que « l'État provincial est le seul instrument d'action politique, économique et culturelle des Canadiens français [...] il lui appartient de devenir le moyen exaltant de notre libération<sup>42</sup> ». Cette citation est annonciatrice de la position que défendra la revue à partir de la fin des années 1960.

En réponse à « l'orientation gauchiste » empruntée par le camp néonationaliste de *L'Action nationale*, les prêtres Gustave Lamarche et Achille Larouche ainsi que le philosophe André Dagenais fondent la revue *Les Cahiers de Nouvelle-France* en 1957<sup>43</sup>. Très nationaliste et d'orientation traditionaliste, la revue se distingue par son attachement à la période de la Nouvelle-France ainsi que par son idéologie profondément ancrée dans les valeurs catholiques<sup>44</sup>. Son ton austère, sa propension à utiliser un langage empreint d'un catholicisme « mystique » ainsi que son mépris des courants réformistes la situent très à droite sur l'échelle politique et idéologique. Ses trois fondateurs, André Dagenais (1917-), Achille Larouche (1915-2006) et Gustave Lamarche (1895-1987), en sont les principaux animateurs<sup>45</sup>. Lamarche est celui qui signe le plus grand nombre d'articles, et ce, sous divers

---

*nationale*, vol. XLIX, n° 4 (décembre 1959), p. 279-284; Raymond Barbeau, « Des droits de l'homme et de la souveraineté du Québec », *L'Action nationale*, vol. L, n° 3 (novembre 1960), p. 278-291; Jacques Poisson, « Fin du régime colonial », *L'Action nationale*, vol. L, n° 6 (février 1961), p. 508-522.

<sup>42</sup> Jean-Marc Léger, « Y a-t-il un avenir politique pour le Canada français? », *L'Action nationale*, vol. LI, n° 1 (septembre 1961), p. 16-34.

<sup>43</sup> Renaud, *Cahiers de Nouvelle-France et Nouvelle-France*, p. 53-55. *Les Cahiers de Nouvelle-France* circulent essentiellement dans les milieux politiques conservateurs et dans les milieux ecclésiastiques.

<sup>44</sup> « Éditoriaux : Militons pour la trilogie unique : Dieu, Patrie, Famille », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 10 (mai-août 1957), p. 81.

<sup>45</sup> Résultats obtenus grâce au dépouillement des numéros des *Cahiers de Nouvelle-France*. Parmi les collaborateurs importants de la revue, on retrouve également l'écrivain et poète Roger Brien (1910-1999), le libraire et éditeur Albert Lévesque (1900-1979) et l'essayiste Victor Barbeau (1896-1995).



pseudonymes<sup>46</sup>. Cette stratégie lui permet notamment de publier des textes favorables à l'idée de l'indépendance du Québec, un principe qui va à l'encontre des idéaux défendus par ses compères<sup>47</sup>. À noter que la revue a un tirage d'environ 1 500 exemplaires par numéro et qu'elle est subventionnée par l'Union nationale.

Face à la situation politique du Québec dans la fédération canadienne, les animateurs des *Cahiers de Nouvelle-France* se positionnent en faveur du *statu quo*, car ils estiment que le Québec est fondamentalement souverain en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867<sup>48</sup>. Ses animateurs, à l'exception de Lamarche, considèrent que le Québec peut se développer favorablement dans le cadre confédératif et qu'il est prématuré de favoriser l'option séparatiste, qui demeure pour eux une avenue nébuleuse, comme le montre l'extrait suivant :

L'État québécois ne doit être dépendant de personne. [...] Et nous revendiquons la même indépendance pour chacun des neuf autres États de la Confédération canadienne. S'il y a quelque part une dépendance, elle existe de la part d'Ottawa à l'égard des provinces. Telle est l'histoire et tel est le droit. Les provinces ont délégué des pouvoirs (mineurs) à Ottawa ; elles ne les ont pas cédés ; elles pourraient les reprendre<sup>49</sup>.

Cet extrait témoigne d'une certaine méfiance à l'égard d'Ottawa, que l'on juge responsable de la montée potentielle d'un courant séparatiste en sol québécois. Pourtant, malgré ce discours, *Les Cahiers de*

<sup>46</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 102-103. Parmi ces pseudonymes, notons, entre autres, Henri Rapidieu, l'Essarteur, Jean de Gascogne et Jean Decœur.

<sup>47</sup> Dans plusieurs articles, Larouche exprime des réserves face au séparatisme, qu'il associe à une mouvance gauchiste qui chercherait à effacer les traditions culturelles et historiques des Canadiens français.

<sup>48</sup> « *Les Cahiers de Nouvelle-France* veulent l'indépendance de la Nouvelle-France », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 6 (avril-juin 1958), p. 82-84 ; « Éditoriaux, *Les Cahiers de Nouvelle-France* sont indépendants », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 6 (avril-juin 1958), p. 81.

<sup>49</sup> *Ibid.*



*Nouvelle-France* demeurent fondamentalement attachés au lien fédéral durant toute leur existence. Ce positionnement n'empêche toutefois pas la revue de publier, entre 1957 et 1961, plus d'une dizaine de textes faisant l'apologie de l'indépendantisme<sup>50</sup>. Néanmoins, face à des querelles personnelles et idéologiques qui font rage entre Lamarche et Larouche, *Les Cahiers de Nouvelle-France* disparaissent en 1959<sup>51</sup>. Ses principaux animateurs fonderont par la suite les revues *Nouvelle-France* et *Nation nouvelle*, deux publications éphémères qui ne seront publiées qu'à quelques reprises seulement<sup>52</sup>. Seul Lamarche continuera à militer en faveur de l'indépendance nationale du Québec dans les années suivantes, notamment en s'impliquant dans la revue *Laurentie* ainsi que dans *La Nation*, à partir de 1964.

En réaction également aux « tendances gauchistes » de *L'Action nationale*, une autre revue de droite voit le jour au printemps 1957. *Tradition et progrès* est fondée et animée principalement par Albert Roy (1926-1963), un membre dynamique du Centre d'information nationale. Homme d'affaires d'origine modeste et ardent militant nationaliste, Roy signe 89 des 193 articles publiés dans tous les numéros de la revue, soit près de 50 % d'entre eux<sup>53</sup>. Il sera assisté jusqu'à la fin de 1958 de l'avocat Gaëtan Legault (1927-2004). Autonomiste, antigauchiste, attachée aux traditions culturelles canadiennes-françaises et militant en faveur d'un nationalisme ethnique, la revue *Tradition et progrès* accorde toutefois moins d'impor-

<sup>50</sup> Parmi eux, notons : Raymond Barbeau, « L'esprit national dans le Québec d'aujourd'hui », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 1 (janvier-mars 1957), p. 73-77 ; André Dagenais, « L'État libre du St-Laurent », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 2 (avril-juin 1957), p. 5-10 ; Auguste Benoit, « La domination d'Ottawa d'après le rapport Tremblay », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 3 (juillet-septembre 1957), p. 226-229 ; André D'Allemagne, « Un Québec indépendant », *Les Cahiers de Nouvelle-France*, n° 7 (juillet-septembre 1958), p. 221-225.

<sup>51</sup> À ce sujet, voir Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, p. 103-105.

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> Selon notre inventaire des numéros de *Tradition et progrès*. Néanmoins, la vitalité de la revue sera minée durablement en raison du faible nombre de collaborateurs qui soutiendront Roy dans sa démarche.

tance à la composante catholique que sa consœur *Les Cahiers de Nouvelle-France*. Financée en partie par l'Union nationale, *Tradition et progrès* est une publication trimestrielle dont le tirage moyen est de 1 500 exemplaires.

Quant à la question de l'indépendance du Québec, *Tradition et progrès* adopte une position qui la distingue des autres revues de l'époque. Ses animateurs promeuvent, notamment, une formule proche de celle des États associés, qui est en soi très près de l'indépendance totale<sup>54</sup>. Son directeur, Albert Roy, estime que le gouvernement fédéral doit adopter une politique de décentralisation afin de céder un grand nombre de pouvoirs aux provinces<sup>55</sup>. Le rapatriement de la plupart des domaines de compétence permettrait ainsi au Québec de se développer de manière optimale. En ce sens, on retrouve certains textes qui favorisent clairement l'option indépendantiste, une formule que l'on croit viable dans la mesure où Ottawa refuserait toute négociation de nature constitutionnelle<sup>56</sup>. La formule des États associés sera d'ailleurs très populaire au sein des regroupements nationalistes durant la décennie de 1960, notamment auprès des membres de la Ligue d'action nationale et du MSA de René Lévesque.

Malgré l'attrait suscité par la revue auprès des militants nationalistes de la fin des années 1950, très peu de collaborateurs contribuent à la rédaction des numéros de *Tradition et progrès*. Se retrouvant seul pour rédiger la majorité des textes, Albert Roy conclut, en 1962, une entente visant à fusionner la revue avec *L'Action nationale*. Il

<sup>54</sup> Albert Roy, « Les élections fédérales : fin d'une équivoque », *Tradition et progrès*, vol. 1, n° 3 (septembre-novembre 1957), p. 19-33; Paul Bouchard, « La centralisation fédérale et les réactions du Canada français », *Tradition et progrès*, vol. 2, n° 4 (automne 1959), p. 19-28.

<sup>55</sup> « Éditorial : L'heure de la reconquête », *Tradition et progrès*, vol. 1, n° 1 (mars 1957), p. 5.

<sup>56</sup> Gaëtan Legault, « L'État selon le rapport de la commission Tremblay », *Tradition et progrès*, vol. 4, n° 1 (hiver 1961), p. 26; Gaëtan Legault, « L'État », *Tradition et progrès*, vol. 4, n° 2 (printemps 1961), p. 23; Le Comité d'études de Tradition et progrès, « Principes de libération nationale », *Tradition et progrès*, vol. 3, n° 3 (été 1960), p. 10.

semblerait même que ce dernier se prédestinait à prendre la direction de l'organe de la Ligue d'action nationale, succédant ainsi à François-Albert Angers. Toutefois, ce scénario ne se réalisera jamais, puisque Roy périt dans un accident d'avion en novembre 1963<sup>57</sup>.

La première revue indépendantiste à voir le jour depuis la disparition du périodique *La Nation* de Paul Bouchard en 1938 est *Laurentie*, l'organe de presse de l'Alliance laurentienne dont le premier numéro paraît en mars 1957. D'orientation traditionaliste, corporatiste et s'affichant clairement en faveur de la séparation du Québec, *Laurentie* jouera un rôle important dans l'émergence et la médiatisation de l'option indépendantiste durant ses cinq années d'existence<sup>58</sup>. Plutôt marginale dans le contexte sociopolitique québécois de son époque, la publication de l'Alliance laurentienne reçoit toutefois les éloges de la majorité des revues nationalistes pour la qualité de ses textes et ses positions ancrées dans le traditionalisme<sup>59</sup>. Elle constitue d'ailleurs une tribune de choix pour les futurs dirigeants indépendantistes qui y écriront leurs premiers textes d'opinion, dont André D'Allemagne et Marcel Chaput, plus tard présidents du RIN.

*Laurentie* est aussi l'une des premières publications québécoises à adopter un discours empreint des idéaux de la décolonisation afin de légitimer son projet de créer la République de Laurentie<sup>60</sup>. Ses auteurs n'hésitent pas à condamner radicalement le système fédéral canadien, qui serait à l'origine de la plupart des « maux » de la nation

<sup>57</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, p. 126.

<sup>58</sup> Le tirage de *Laurentie* varie entre 1 000 et 3 000 exemplaires par numéro, un chiffre impressionnant pour une revue indépendantiste à la fin des années 1950 (André Beaulieu et al., *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 9 : 1955-1963, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990, p. 70-71).

<sup>59</sup> Bouchard, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne*, p. 54.

<sup>60</sup> Voir, notamment, les articles suivants : Pierre Guilmette, « La fin du colonialisme », *Laurentie*, n° 106 (septembre 1959), p. 345-347 ; Gustave Lamarche, « L'abolition du colonialisme par l'État de Laurentie », *Laurentie*, n° 109 (novembre 1960), p. 475-480 ; Raymond Grenier, « L'aliénation nationale des Canadiens français », *Laurentie*, n° 109 (novembre 1960), p. 485-491 ; Raymond Barbeau, « Aliénés et aliénation », *Laurentie*, n° 110 (janvier 1961), p. 535-540 ; Raymond Barbeau, « Le colonialisme intellectuel », *Laurentie*, n° 112 (avril 1961), p. 640-645.

canadienne-française<sup>61</sup>. De par la nature de son discours, *Laurentie* a eu une influence médiatique plus marquée que les autres revues de droite qui lui sont contemporaines. Jusqu'à la fondation de *La Revue socialiste* en 1959 et du RIN en 1960, elle occupe la majeure partie de l'espace médiatique en ce qui a trait au militantisme indépendantiste<sup>62</sup>. Sa position tranchée et univoque en fait d'ailleurs un sujet de curiosité pour de nombreux médias de l'époque<sup>63</sup>.

C'est le directeur de l'Alliance laurentienne, Raymond Barbeau (1930-1992), qui se montre le plus actif et le plus influent quant à la ligne éditoriale de la revue<sup>64</sup>. Parmi les principaux animateurs et collaborateurs de *Laurentie*, on retrouve Pierre Grenier, étudiant en architecture à l'Université de Montréal et futur rédacteur en chef de la revue; Pierre Guilmette (1936-), secrétaire de l'Alliance laurentienne; André D'Allemagne (1929-2001), étudiant en linguistique à l'Université McGill et futur fondateur du RIN; le prêtre Gustave Lamarche (1895-1987), animateur des *Cahiers de Nouvelle-France*; et Séraphin Marion (1896-1983), historien et écrivain<sup>65</sup>.

Malgré ses succès initiaux, *Laurentie* subira les contrecoups des difficultés financières qui affectent l'Alliance laurentienne depuis le début de la décennie 1960. À l'image de Lionel Groulx, figure mythique à laquelle ses animateurs vouent une véritable admiration, l'Alliance aura beaucoup de difficulté à arrimer son discours aux réalités sociologiques et culturelles qui caractérisent le Québec de la

<sup>61</sup> Grenier, « L'aliénation nationale des Canadiens français ».

<sup>62</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, p. 113.

<sup>63</sup> Brunet, *Le prophète solitaire*, p. 208-210.

<sup>64</sup> Selon le dépouillement des numéros de *Laurentie*. Raymond Barbeau a notamment suivi une formation en lettres à l'Université de Paris au milieu des années 1950. C'est durant ce séjour d'études qu'il rencontrera Gustave Lamarche, qui le « convertira » à l'indépendantisme. Par la suite, Barbeau sera professeur de langues à l'École des hautes études commerciales et il s'intéressera également à la naturopathie.

<sup>65</sup> De plus, les animateurs de *Laurentie* sont, pour la plupart, nés au tournant des années 1930. Enfin, l'inventaire des numéros de la revue nous permet d'avancer que la très grande majorité de ses auteurs (environ 60 %) n'ont écrit qu'un seul article avant de s'éclipser.

Révolution tranquille. Cette difficulté d'adaptation mènera en partie à la fin des activités de *Laurentie* au terme de l'année 1962. Plusieurs éléments expliquent cet événement, mais il semble que l'attitude autoritaire de Raymond Barbeau ait contribué de manière significative à la disparition de l'Alliance laurentienne et de sa revue. Réticent à l'idée de réorienter le discours très conservateur de l'Alliance, Barbeau se forge au fil des années une réputation d'homme autoritaire et flegmatique<sup>66</sup>. Face à l'émergence de nouveaux regroupements indépendantistes plus « accueillants » tels que le RIN, un grand nombre d'anciens militants laurentiens quitteront le navire ultraconservateur mené par Barbeau. Miné par la maladie, ce dernier mettra fin à l'aventure laurentienne au début de l'année 1963<sup>67</sup>.

L'analyse nous montre donc que les publications de droite, à l'exception de *Laurentie*, demeurent réticentes à l'idée d'endosser l'option indépendantiste à la fin des années 1950. Réceptives aux principes de l'autodétermination et de l'émancipation collective soutenus par des personnages tels que Raymond Barbeau et André D'Allemagne, les revues de droite se définissent avant tout comme nationalistes. Toutefois, aucune de ces publications n'est diamétralement opposée à l'option séparatiste en soi, et leur positionnement se justifie d'abord par la crainte des conséquences qu'engendrerait une rupture complète avec le reste du Canada. De nature principalement économique, ces craintes se perçoivent très clairement dans des textes de personnages clés comme François-Albert Angers et Jean-Marc Léger, qui deviendront par la suite des militants indépendantistes, mais qui hésitent toujours à adopter une position claire sur cette question à la fin des années 1950<sup>68</sup>. Ce n'est qu'au courant de la

<sup>66</sup> Jean-Claude Labrecque [réalisateur], *Le RIN* [long métrage], Montréal, Les Productions Virage, 2002, 78 min.

<sup>67</sup> Brunet, *Le prophète solitaire*, p. 199-207.

<sup>68</sup> Ces hésitations se perçoivent notamment dans les articles suivants : Jean Genest, « Le duel Brunet-Barbeau », *L'Action nationale*, vol. XLIX, n° 5 (janvier 1960), p. 393-396 ; Jean-Marc Léger, « Nationalisme et progrès social : divorce ou fraternité? », *L'Action nationale*, vol. XLV, n° 5 (janvier 1956), p. 433-440 ; Jean-

décennie 1960 que les forces intellectuelles de droite commenceront à appuyer plus ouvertement l'idéal indépendantiste.

### **Le réseau au temps de la Révolution tranquille (1962-1965)**

La droite intellectuelle connaît une période de rayonnement à la fin des années 1950. Néanmoins, cette réalité se termine abruptement au début de la décennie 1960, au moment où la majorité des périodiques actifs durant la période précédente cessent d'exister. En effet, *Les Cahiers de Nouvelle-France*, *Nation nouvelle*, *Laurentie*, *Tradition et progrès* et *Nouvelle-France* disparaissent successivement entre 1960 et 1964. Le Centre d'information nationale, centre névralgique de la droite nationaliste des années duplessistes, cesse également ses activités en 1962.

Plusieurs éléments ont précipité ces disparitions multiples au début de la décennie 1960. Entre autres, l'élection des libéraux de Jean Lesage en 1960 a signifié l'arrêt des subventions de l'Union nationale accordées à un certain nombre de revues qui dépendaient fortement de cette source de revenus pour poursuivre leurs activités éditoriales. L'arrivée de François-Albert Angers à la tête de *L'Action nationale* en 1959 a également permis à l'organe de la Ligue d'action nationale de redevenir le centre de convergence des forces nationalistes. Enfin, le déclin relatif des forces intellectuelles de droite au début de la décennie 1960 n'est pas non plus étranger à la médiatisation et à l'attrait qu'exercent les groupes de gauche. Alors que *La Revue socialiste* a été la première publication de gauche à organiser son discours autour du nationalisme et du socialisme à partir de 1959, des publications telles que *L'Indépendance*, *Parti pris*, *Socialisme*, *Révolution québécoise* et *La Cognée* ont, quant à elles, poursuivi la théorisation de ce courant de pensée associé au socialisme décolonisateur. L'appropriation du (néo-)nationalisme par les forces de gauche est alors perçue de manière négative par les intellectuels de droite, qui craignent

---

Marc Léger, « La tâche souveraine : définir une politique du Canada français », *L'Action nationale*, vol. XLV, n° 8 (avril 1956), p. 708-716.

de voir cet idéal périlcliter entre les mains de jeunes révolutionnaires radicaux<sup>69</sup>. Enfin, la droite semble être prise de court face à la rapide évolution sociologique et politique que connaît le Québec durant la Révolution tranquille. La récupération du nationalisme par le gouvernement libéral de Jean Lesage ainsi que par de nombreux mouvements associés à la gauche affaiblit les forces traditionalistes, qui peinent à renouveler leur discours et à l'harmoniser aux nouvelles réalités des années 1960. C'est dans ce contexte mouvementé que certaines franges du réseau intellectuel de droite vont radicaliser leur nationalisme politique.

Toutefois, la situation de *L'Action nationale* contraste beaucoup avec les réalités vécues par les autres périodiques de droite au début des années 1960. À la suite de la nomination de François-Albert Angers à titre de directeur en 1959, la revue connaît un essor remarquable caractérisé par une hausse notable du nombre d'abonnés, par l'assainissement de ses finances ainsi que par une convivialité retrouvée au sein du comité de rédaction<sup>70</sup>. L'organe de la Ligue d'action nationale redevient ainsi le navire amiral de la droite nationaliste, une situation qui est également favorisée par la disparition de plusieurs périodiques au début des années 1960.

Entre 1962 et 1965, le discours de *L'Action nationale* se transforme progressivement en s'éloignant peu à peu des thèmes les plus conservateurs associés au nationalisme traditionaliste. En ce sens, la ligne éditoriale de la revue tend aussi à se rapprocher de l'indépendantisme, puisque c'est désormais la défense de la formule des États associés qui prime dans les chroniques. Sous la direction d'Angers, *L'Action nationale* adapte son argumentaire afin qu'il soit en phase avec les réalités économiques, sociales et culturelles du Québec de la Révolution tranquille. Les auteurs de la revue demeurent cependant prudents en ce qui concerne les idées formulées et propagées par les mouvements de décolonisation. En effet, durant les années 1960, la revue ne tiendra

<sup>69</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 153.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 182-186.



jamais vraiment de discours ancré dans les théories anticolonialistes afin de défendre ses positions nationalistes. Il faut aussi noter que le comité de rédaction de la revue connaît des transformations. Les figures associées au courant néonationaliste, dont André Laurendeau, Pierre Laporte et Pierre de Grandpré, désertent les pages de la revue et cèdent leur place à de nouveaux collaborateurs<sup>71</sup>. Toutefois, l'analyse des différents numéros parus entre 1962 et 1965 montre que la vieille garde militante est toujours aux commandes de l'organe de la Ligue. En somme, bien que l'idéologie de la revue ne soit pas nécessairement partagée en tout point par ses collaborateurs, il n'en demeure pas moins que les temps de crise semblent définitivement révolus.

Les changements importants qui surviennent au Québec au début des années 1960, grâce, entre autres, aux politiques interventionnistes des libéraux de Jean Lesage, font dire à plusieurs que l'État québécois n'a aucunement besoin d'Ottawa pour se développer. Plusieurs auteurs de *L'Action nationale* jugent que le fédéralisme ne constitue pas un moteur de développement, mais plutôt un « carcan » qui s'oppose systématiquement aux différentes réformes entreprises par le gouvernement québécois<sup>72</sup>. Se référant, entre autres, aux conclusions du rapport Tremblay (qu'il a coécrit) ainsi qu'aux activités entourant la commission Laurendeau-Dunton, le directeur, François-Albert Angers, considère que le Québec ne saurait s'épanouir dans la fédération canadienne sans que celle-ci ne modifie profondément la nature de ses relations avec l'État québécois<sup>73</sup>. Cette citation, datée

<sup>71</sup> De l'aile néonationaliste, seul Jean-Marc Léger continuera à rédiger des articles pour le compte de *L'Action nationale*, et ce, de manière bien moins fréquente qu'à la fin des années 1950. Chez les nouveaux collaborateurs, le plus important est sans contredit André Major, l'un des fondateurs de *Parti pris*. Désillusionné face à l'option révolutionnaire prônée par ses anciens collègues partipristes, il deviendra le directeur de la section littéraire de *L'Action nationale*. Raymond Barbeau et Gustave Lamarche s'impliqueront également de manière importante.

<sup>72</sup> Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : Au sextant de l'Action nationale : des États associés », *L'Action nationale*, vol. LIV, n° 1 (septembre 1964), p. 1-18.

<sup>73</sup> *Ibid.* ; Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : La confiance est-elle encore possible? », *L'Action nationale*, vol. LIV, n° 9 (mai 1965), p. 845-851 ;



de 1964, témoigne du pessimisme que manifeste Angers à l'égard de la vision idyllique d'un Canada biculturel :

Il ne sert à rien de se le cacher, chaque jour qui passe et qui nous rapproche du centenaire de la Confédération tend à démontrer la validité de la thèse séparatiste : l'impossibilité d'en arriver dans le Canada à un véritable accord pour que Canadiens français et Canadiens anglais y vivent comme des partenaires réellement égaux et de véritables associés à une œuvre qui démontrerait au reste du monde comment deux races aussi opposées que la saxonne et la latine peuvent vivre en harmonie et édifier le grand-œuvre d'une civilisation biculturelle<sup>74</sup>.

C'est dans cette optique que *L'Action nationale* adopte, en septembre 1964, la formule des États associés, en tant qu'option politique nécessaire à l'autonomie et à l'épanouissement du Québec<sup>75</sup>. On cherche ainsi à reconfigurer les liens qui unissent les provinces à Ottawa, afin de décentraliser au maximum les politiques du gouvernement fédéral à leur égard. *L'Action nationale* fait ainsi un pas vers l'indépendantisme intégral, elle qui auparavant militait plutôt en faveur d'un statut particulier pour le Québec. Il est aussi important de noter que les auteurs de la revue favorisent cette option par crainte de voir les forces de gauche pervertir les différentes options politiques qui s'offrent à la nation québécoise<sup>76</sup>. En optant pour la formule des États associés, *L'Action nationale* s'assure ainsi de pouvoir éviter le piège du séparatisme radical, qui écarterait d'emblée certaines solutions face aux problèmes relatifs au fédéralisme canadien :

---

François-Albert Angers, « Les États associés, formule d'indépendance », *L'Action nationale*, vol. LIV, n° 10 (juin 1965), p. 959-976.

<sup>74</sup> François-Albert Angers, « Éditorial : À quand le biculturalisme? », *L'Action nationale*, vol. LIII, n° 6 (février 1964), p. 515.

<sup>75</sup> François-Albert Angers, « Éditorial : Au sextant de l'Action nationale : des États associés ». Selon l'auteur, le statut d'État associé définit le statut politique d'un État souverain, qui possède toutefois des liens privilégiés (généralement de nature économique ou militaire) avec un autre État.

<sup>76</sup> Angers, « Les États associés, formule d'indépendance », p. 973-974.

L'idée séparatiste, certes, aura joué un rôle important en galvanisant nos énergies par son extrémisme même, en fouettant notre fierté plus vigoureusement que des formules plus subtiles, inquiétant davantage le partenaire et le disposant mieux à considérer le problème de notre indépendance avec un certain sérieux. À s'y retrancher avec intransigeance cependant, nous risquerions de nous priver nous-mêmes d'une liberté importante, fondamentale : celle de pouvoir considérer calmement, objectivement, quitte à devoir conclure ensuite qu'il n'y a effectivement pas d'autres solutions possibles – toutes les données de notre problème et à en scruter avec lucidité toutes les avenues<sup>77</sup>.

L'option des États associés sera défendue par la revue jusqu'au moment où se termineront les travaux entourant les États généraux du Canada français. Puis, *L'Action nationale* se tournera progressivement vers l'option indépendantiste, suite aux résultats des consultations populaires tenues lors des assemblées de 1966, 1967 et 1968.

Une publication relativement obscure voit le jour au début de l'année 1963. *Le Républicain*, l'organe de presse du Parti républicain du Québec fondé par Marcel Chaput en décembre 1962, connaît une brève existence à l'hiver 1963<sup>78</sup>. Le journal sert surtout à diffuser l'idéologie indépendantiste et conservatrice du Parti républicain, mais il comporte également des sections consacrées aux éditoriaux et aux chroniques politiques. En fait, le Parti républicain du Québec serait en quelque sorte l'héritier de l'Alliance laurentienne, puisque le fondateur de l'Alliance, Raymond Barbeau, a mis fin à l'existence du mouvement de pression afin d'unir ses forces à celles du nouveau parti de Marcel Chaput au début de l'année 1963<sup>79</sup>. Les similarités idéologiques entre les deux groupes semblent d'ailleurs avoir grande-

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Marcel Chaput a milité au sein de l'Alliance laurentienne à la fin des années 1950. Il s'est par la suite joint au RIN, dont il a été élu président en 1961 et 1962. Il a quitté le mouvement à la fin de l'année 1962, principalement en raison de son désaccord avec les positions laïques prônées par le RIN.

<sup>79</sup> Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, Lux éditeur, 2007, p. 175.

ment favorisé cette alliance, puisque le Parti républicain et son journal véhiculent une idéologie ancrée dans le traditionalisme<sup>80</sup>. Barbeau sera l'un des principaux collaborateurs de la revue durant la courte existence de cette dernière. En ce sens, *Le Républicain* véhicule une forme d'indépendantisme de droite, qui s'appuie notamment sur les assises catholiques de la culture traditionnelle canadienne-française<sup>81</sup>. À l'instar de la revue *Laurentie*, l'organe du Parti républicain présente également des thèses empruntées à l'anticolonialisme, qui mettent l'accent sur la condition d'opprimés des Canadiens français du Québec depuis l'époque de la Conquête. Le principe du droit à l'autodétermination des peuples est notamment défendu afin de légitimer le projet de République indépendante du Québec<sup>82</sup>.

Malgré le dynamisme de son principal animateur, Marcel Chaput, le journal n'est publié qu'à quelques reprises et de manière irrégulière. Cette situation n'est pas étrangère aux problèmes financiers qui affligent le parti, qui croule sous les dettes après avoir acheté du temps d'antenne télévisuelle destiné à sa promotion. Acculé au pied du mur, Marcel Chaput est contraint de faire des grèves de la faim afin de financer les différentes activités du parti durant l'année 1963<sup>83</sup>. Ces méthodes excentriques de financement pousseront Raymond Barbeau à s'éloigner du Parti républicain<sup>84</sup>. À cause de ses nombreux problèmes d'endettement, Chaput doit mettre fin à l'existence de son organisation politique en janvier 1964. Par la suite, il retournera militer au sein du RIN et collaborera au journal du parti, *L'Indépendance*. Il y

<sup>80</sup> « Manifeste du Parti républicain du Québec », dans *Le Républicain*, vol. 1, n° 1 (février 1963), p. 2. Le manifeste du Parti républicain du Québec fait notamment mention de l'importance des valeurs spirituelles et humanistes dans l'histoire canadienne-française. La famille et l'entraide collective (en référence au coopératisme) constituent aussi des valeurs défendues par le Parti républicain et son organe de presse.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> Jean Côté, *Marcel Chaput, pionnier de l'indépendance*, Montréal, Québecor, 1979, p. 88-91.

<sup>84</sup> Brunet, *Le prophète solitaire*, p. 315.

tiendra une chronique hebdomadaire intitulée « La comédie canadienne », vouée à la satire de l'actualité politique. Certains militants issus du Parti républicain fonderont, quelques mois plus tard, le Front républicain pour l'indépendance, un parti où se retrouveront également d'anciens militants de l'Alliance laurentienne et de l'Alliance socialiste pour l'indépendance du Québec ainsi que des membres des Chevaliers de l'indépendance<sup>85</sup>. Basé à Hull, le parti connaîtra une existence éphémère<sup>86</sup>.

Le 27 septembre 1964, plusieurs membres dissidents du RIN mettent sur pied le Regroupement national, un parti politique indépendantiste d'orientation conservatrice issu de la région de l'Est-du-Québec<sup>87</sup>. Ceux-ci sont notamment rebutés par le discours laïciste et réformiste du nouveau président du RIN, Pierre Bourgault, ainsi que par l'incapacité chronique qu'ont les comités régionaux du parti à faire entendre leurs voix au comité central, situé dans la région de Montréal<sup>88</sup>. Formé autour du docteur René Jutras, un membre actif du RIN dans la région de Victoriaville, le Regroupement national défend des valeurs traditionalistes, un élément qui sera un gage de succès auprès de l'électorat « bleu », entre autres, chez les partisans très nationalistes de l'Union nationale. Il est également intéressant de noter que le comité éditorial de *La Nation* est majoritairement installé en région, un élément qui distingue le périodique des autres revues de droite qui sont, pour la plupart, établies dans la région de Montréal.

Parallèlement à ses activités politiques, le Regroupement national met sur pied son journal officiel, *La Nation*, en septembre 1964<sup>89</sup>.

<sup>85</sup> Bryan D. Palmer, *Canada's 1960s: The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 333. Les Chevaliers de l'indépendance constituent un regroupement militant mené par l'ancien boxeur Reggie Chartrand, qui est également membre du RIN.

<sup>86</sup> Beaulieu *et al.*, *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 9 : 1955-1963, p. 276.

<sup>87</sup> Au sujet du Regroupement national et du Ralliement national, voir Normand, *L'indépendance à droite*.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 43-44.

<sup>89</sup> Le nom du journal est un hommage au périodique du même nom lancé par Paul Bouchard dans les années 1930. Voir, à ce sujet, La rédaction, « Pour un esprit de

Organe de diffusion du parti, le journal sert également de tribune à ses membres. Globalement, les valeurs fondamentales du parti et de son journal sont hiérarchisées de la façon suivante : « Les droits de la personne humaine, la famille, la justice sociale, la démocratie chrétienne et la souveraineté de l'État québécois<sup>90</sup>. » À son apogée, entre 1965 et 1966, *La Nation* a un tirage impressionnant de 30 000 exemplaires par numéro et est publiée à raison de six livraisons par année<sup>91</sup>. Il est d'ailleurs important de noter qu'une bonne partie du lectorat du journal habite en région, un élément qui traduit la volonté du parti de s'implanter à l'extérieur de Montréal. Lucien Lessard, également membre dissident du RIN, est nommé rédacteur en chef et directeur de *La Nation* au début de l'année 1965. Sous sa gouverne, le journal accueille des textes qui font l'apologie de l'indépendantisme et qui dénoncent l'orientation gauchiste du mouvement séparatiste. En bref, *La Nation* récuse l'idée qu'il faille rompre totalement avec le passé et que l'État exerce un pouvoir accru sur la société, comme le prônait le RIN<sup>92</sup>. Ses valeurs ancrées dans la tradition lui assureront un succès relatif, notamment aux élections provinciales de 1966<sup>93</sup>. Signe des temps, certains collaborateurs du journal empruntent des arguments à l'anticolonialisme afin d'avaliser le projet indépendantiste,

---

continuité », *La Nation*, vol. 1, n° 1 (septembre 1964), p. 1. À propos de la revue *La Nation* des années 1930, voir Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*.

<sup>90</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 88.

<sup>91</sup> Beauieu et al., *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 10 : 1964-1975, p. 77.

<sup>92</sup> La rédaction, « Pour un esprit de continuité » ; « Programme du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, n° 4 (avril 1965), p. 5 ; « Éditorial : Le Regroupement national sait où il va », *La Nation*, vol. 1, n° 6 (juin 1965), p. 3 ; Gustave Lamarche, « Pourquoi ma préférence au Ralliement national », *La Nation*, vol. 2, n° 3-4 (juillet 1966), p. 4.

<sup>93</sup> Aux élections provinciales de 1966, le Ralliement national recueillera 3,23 % des voix, alors que le RIN en obtiendra 5,55 %. Il est surprenant de constater le faible écart entre les deux partis, surtout en tenant compte du fait que le Ralliement national n'existe que depuis la fin de l'année 1964.

en particulier lorsqu'il est question de la gestion des ressources naturelles et de l'agriculture<sup>94</sup>.

Dans les pages de *La Nation*, les signatures de jeunes auteurs côtoient celles de militants plus âgés, qui respectent la ligne éditoriale traditionaliste dictée par le parti<sup>95</sup>. Toutefois, l'arrivée d'anciens militants créditistes, à la suite de la mise sur pied du Ralliement national en mars 1966, causera des tensions idéologiques importantes au sein du comité de rédaction. Des problèmes financiers feront également leur apparition après la défaite électorale du parti aux élections de juin 1966, ce qui causera des retards dans la publication des derniers numéros du journal en 1967 et 1968.

Ainsi, le début de la décennie 1960 est très difficile pour le réseau de la droite intellectuelle. Suite à la disparition de nombreuses revues d'orientation droitiste, les forces de droite se regroupent essentiellement autour de *L'Action nationale* et, dans une moindre mesure, autour de *La Nation*. Néanmoins, la droite intellectuelle arrive à un tournant de son histoire en raison d'une certaine radicalisation de son nationalisme politique. En effet, *L'Action nationale* défend les États associés, elle qui militait auparavant en faveur de l'obtention d'un statut particulier pour le Québec. Quant à *La Nation*, elle

<sup>94</sup> Roger Moreau, « Éditorial : La pieuvre fédérale dans l'agriculture », *La Nation*, vol. 1, n° 4 (avril 1965), p. 3; La rédaction, « Il appartient d'abord aux cultivateurs du Québec de nourrir la population québécoise », *La Nation*, vol. 1, n° 8 (septembre-octobre 1965), p. 3; Lucien Lessard, « Dans ses forêts, le Québécois est asservi par une caste que protège un gouvernement de Rois-Nègres », *La Nation*, vol. 1, n° 8 (septembre-octobre 1965), p. 5.

<sup>95</sup> Entre 1964 et 1965, les principaux animateurs de *La Nation* sont René Jutras (1922-1988), médecin et pédiatre de formation, ancien président de la région des Bois-Francs du RIN et président du Regroupement national entre 1964 et 1966; Lucien Lessard (1938-), directeur du journal *La Nation*, professeur de sciences sociales et de sciences politiques, fondateur du Conseil d'orientation économique de la Côte-Nord en 1965 ainsi que futur député et ministre du Parti québécois; Laurent Legault (1920-), ancien président du Ralliement créditiste du Québec et coprésident du Regroupement national à compter de 1966; Cécilien Pelchat (1933-), avocat et futur candidat péquiste dans Chauveau aux élections provinciales de 1973.

constitue la tribune de choix des militants indépendantistes de tendance traditionaliste, qui appuient sans réserve l'option de l'indépendance nationale de l'État québécois. La brève existence du Parti républicain et de son journal montre également que la droite indépendantiste demeure active durant la Révolution tranquille. Toutefois, il est clair que, durant cette période, les forces du mouvement indépendantiste se situent surtout dans le réseau associé à la gauche. C'est surtout au moment de la constitution du PQ en 1968 que l'on constatera l'étendue réelle du réseau indépendantiste de droite.

### **La droite intellectuelle face à l'essor du mouvement indépendantiste (1966-1968)**

La période 1966-1968 est un moment charnière dans l'histoire du mouvement indépendantiste québécois. D'abord, l'année 1966 est marquée par la victoire électorale des unionistes de Daniel Johnson. L'indépendance devient alors une option politique de plus en plus médiatisée, notamment avec le slogan de la campagne électorale de l'Union nationale « Égalité ou indépendance » et la présence de deux partis indépendantistes aux élections provinciales de 1966 : le RIN et le Ralliement national. L'arrivée du MSA, fondé en 1967 par René Lévesque et des dissidents du Parti libéral, tend également à montrer l'attrait croissant de l'option indépendantiste auprès de la population. La droite intellectuelle de cette période tente, quant à elle, de se reconstituer, à la suite de l'effondrement de son réseau survenu au début des années 1960. Prônant un nationalisme politique de plus en plus radical, de nombreux penseurs se tournent progressivement vers l'option de l'indépendance politique de l'État québécois.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, *L'Action nationale* redevient le noyau de la droite nationaliste au cours de la première moitié de la décennie 1960. Grâce à l'arrivée de nouveaux collaborateurs et à l'engagement du directeur de la revue, François-Albert Angers, l'organe de la Ligue d'action nationale a su demeurer une publication pertinente. Plusieurs éléments nous permettent de

constater la renaissance de l'organe de la Ligue d'action nationale durant cette période. On remarque, entre autres, que le nombre d'abonnés dépasse le cap des 5 000 en octobre 1967, alors qu'il oscillait autour de 400 en 1959, au moment où une crise idéologique majeure secouait la Ligue et sa revue<sup>96</sup>. Les éditoriaux de l'époque font également état de l'assainissement des finances, ce qui permet à la revue de présenter de nouvelles chroniques thématiques. Des donateurs généreux, en particulier des membres des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, ont aussi permis à *L'Action nationale* de demeurer une publication totalement originale, en évitant à ses animateurs d'avoir recours à des articles repris d'autres revues<sup>97</sup>. Somme toute, les animateurs les plus influents avancent que c'est surtout grâce au dévouement de François-Albert Angers que la revue a su demeurer vivante et pertinente durant les années tumultueuses de la Révolution tranquille. Après plus de huit ans de règne, Angers décide toutefois de céder sa place de directeur afin de se consacrer entièrement à sa carrière d'économiste<sup>98</sup>. C'est le triumvirat composé de Jean Genest, Patrick Allen et Rosaire Morin qui entreprend de succéder à l'économiste réputé de l'École des hautes études commerciales (HEC), à l'automne 1967.

En 1966, la Ligue d'action nationale, en partenariat avec les Sociétés Saint-Jean-Baptiste, met en branle le projet de tenir des États généraux du Canada français<sup>99</sup>. Le but premier de ce projet est de consulter le peuple canadien-français sur son avenir constitutionnel

<sup>96</sup> Jean Genest, « Éditorial : Notre merci à Monsieur Angers », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 2 (octobre 1967), p. 102.

<sup>97</sup> Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, p. 183.

<sup>98</sup> François-Albert Angers, « Éditorial II : Pour préparer l'avenir », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 1 (septembre 1967), p. 11-13.

<sup>99</sup> Au sujet des États généraux du Canada français, voir les études suivantes : Michel Bock, *Comment un peuple oublie son nom : la crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Institut franco-ontarien et Éditions Prise de parole, 2001 ; Marcel Martel et Robert Choquette, *Les États généraux du Canada français, trente ans après : actes du colloque tenu à l'Université d'Ottawa les 5, 6 et 7 novembre 1997*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française, 1998.

et sa place au sein de la fédération canadienne<sup>100</sup>. L'idée derrière ce vaste chantier a d'abord été formulée par des membres de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste en 1961<sup>101</sup>. Bien que l'élite politique du Québec ait étudié la faisabilité de ce projet d'envergure en 1963, elle n'a jamais participé à sa conception et à sa réalisation, qui a été entièrement assumée par des membres de la société civile. Ce n'est qu'à partir de 1965 que *L'Action nationale* s'intéresse à ce projet, qui sera mis en chantier l'année suivante<sup>102</sup>.

Ainsi, en novembre 1966 se tiennent les Assises préliminaires des États généraux, dans le but de préparer les différents thèmes qui seront discutés durant les assises ultérieures. C'est en novembre 1967 que se tiennent les Assises nationales qui réunissent 1 623 délégués et 436 observateurs, dont 364 délégués représentant les francophones vivant à l'extérieur du Québec<sup>103</sup>. Durant ces réunions, des représentants issus de toutes les régions du Canada et de la plupart des strates de la société civile participent aux discussions, qui visent à comprendre les besoins de la nation canadienne-française à l'orée du centenaire de la Confédération. De grande envergure, les débats et les résultats de ces réunions sont retranscrits intégralement dans les numéros de *L'Action nationale*. Au terme de ces travaux, les États généraux du Canada français concluent que :

- 1- Les Canadiens français constituent une Nation.
- 2- Le Québec constitue le territoire national et le milieu politique fondamental de cette nation.
- 3- La nation canadienne-française a le droit de disposer d'elle-même et de choisir librement le régime politique sous lequel elle entend vivre.

<sup>100</sup> François-Albert Angers, « Éditorial : L'œuvre des États généraux », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 3-4 (novembre-décembre 1967), p. 209-212.

<sup>101</sup> Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroute du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, p. 148.

<sup>102</sup> « L'origine des États généraux en France », *L'Action nationale*, vol. LV, n° 4 (décembre 1965), p. 505-510.

<sup>103</sup> Martel, *Le deuil d'un pays imaginé*, p. 154.

Les auteurs de *L'Action nationale* affirment que ces résultats « expriment la conscience d'un peuple » qui, selon toute vraisemblance, est prêt à déterminer lui-même son avenir constitutionnel<sup>104</sup>. En ce sens, les États généraux du Canada français constitueraient la preuve que la nation canadienne-française est prête pour l'indépendance. Le Québec représenterait ainsi le territoire national et politique du peuple canadien-français<sup>105</sup>.

À partir de 1968, *L'Action nationale* adopte donc une position favorable à l'indépendance du Québec, en phase avec les conclusions des travaux des États généraux<sup>106</sup>. Selon nous, cette prise de position clôt la fin d'un cycle qui a vu la revue se tourner vers un nationalisme politique depuis les années 1950. Alors que ses collaborateurs revendiquaient un statut particulier pour le Québec à la fin des années 1950, ils se sont positionnés en faveur de la formule des États associés au début des années 1960. À la suite de l'adoption de l'indépendantisme comme option politique privilégiée, les forces intellectuelles de droite viennent de franchir une nouvelle étape dans leur engagement militant. Bien que d'autres événements aient amené *L'Action nationale* à flirter avec l'idéal indépendantiste au milieu des années 1960, ce sont les États généraux qui ont conduit l'organe de la Ligue à se

<sup>104</sup> Jean Genest, « Éditorial : Les États généraux », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 5 (janvier 1968), p. 487-502.

<sup>105</sup> Toutefois, cette conclusion officielle a pour conséquence l'abandon des minorités francophones hors Québec, devenus dès lors des « *dead ducks* », comme les surnommait plus tard René Lévesque.

<sup>106</sup> Entre 1965 et 1967, *L'Action nationale* envisage à plusieurs reprises la possibilité d'adhérer complètement à l'idéal indépendantiste, notamment dans les articles suivants : Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : Qu'espérons-nous ? De quoi désespérons-nous ? », *L'Action nationale*, vol. LV, n° 5 (janvier 1966), p. 525-533 ; Le directeur [François-Albert Angers], « Éditorial : Fêtons-nous le centenaire ? », *L'Action nationale*, vol. LV, n° 9-10 (mai-juin 1966), p. 1011-1020 ; Le directeur [François-Albert Angers], « La marche vers l'indépendance », *L'Action nationale*, vol. LVI, n° 2 (octobre 1966), p. 105-113. Il est intéressant de noter que ces tiraillements idéologiques s'attireront des réprimandes de la part de certains groupes de la gauche radicale. Ainsi, des membres de *Parti pris* demanderont que *L'Action nationale* prenne position une fois pour toutes sur la question de l'indépendance du Québec.

déclarer en faveur de l'indépendance nationale du Québec, une option qu'elle défend encore de nos jours<sup>107</sup>.

Enfin, soulignons que *L'Action nationale* adopte une position ambiguë concernant le MSA, fondé par René Lévesque. Elle se montre d'abord méfiante à l'égard du projet de l'ancienne vedette du Parti libéral, jugeant que ses théories politiques sont assez peu développées et imprécises. Certains auteurs critiqueront le programme de Lévesque et mettront en doute sa conception des États associés<sup>108</sup>. Malgré un certain intérêt concernant le projet de fusion des forces indépendantistes, la revue ne se montrera pas favorable à une possible union entre la Ligue d'action nationale et le MSA. Cependant, la revue soutiendra ouvertement le Parti québécois, notamment en ce qui concerne les politiques linguistiques défendues par les péquistes au début des années 1970 ainsi qu'aux élections provinciales de 1976<sup>109</sup>.

Du côté de *La Nation*, la période 1966-1968 est marquée par la fusion du Regroupement national avec l'aile indépendantiste du

<sup>107</sup> Notamment, les travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, qui semblent montrer que les visées à long terme de la nation canadienne-française sont fondamentalement incompatibles avec celles de la nation canadienne-anglaise. À l'approche du centenaire de la Confédération, il apparaît clairement que les deux nations coexistent dans une indifférence relative. Certains auteurs de *L'Action nationale* se demandent alors si la nation canadienne-française a vraiment intérêt à demeurer au sein d'une fédération canadienne « sans âme ». La visite du général de Gaulle à l'été 1967 incitera les auteurs de la revue à considérer sérieusement l'idée de l'indépendance du Québec, qui reçoit alors l'appui d'un chef d'État de grande envergure. Les déclarations du général de Gaulle seront reçues avec enthousiasme dans les rangs de la Ligue d'action nationale. À ce sujet, voir Angers, « Éditorial : Fêtons-nous le centenaire? »; François-Albert Angers, « Éditorial I », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 1 (septembre 1967), p. 1-10.

<sup>108</sup> Fernand Potvin, « Option Québec », *L'Action nationale*, vol. LVII, n° 8 (avril 1968), p. 673-677.

<sup>109</sup> François-Albert Angers, « La bataille de la langue – IV : le cas René Lévesque », *L'Action nationale*, vol. LX, n° 2 (octobre 1970), p. 107-118; François-Albert Angers, « La bataille de la langue – VII : le cas René Lévesque – II », *L'Action nationale*, vol. LX, n° 3 (novembre 1970), p. 187-198; François-Albert Angers, « La bataille de la langue – VIII : la solution René Lévesque », *L'Action nationale*, vol. LX, n° 5 (janvier 1971), p. 381-390.

Ralliement créditiste, qui forme le nouveau Ralliement national à partir de mars 1966. Comme le souligne l'historienne Janie Normand, « ce parti allie principalement une économie créditiste, une idéologie politique dite démocrate-chrétienne et un statut d'État associé pour le Québec<sup>110</sup> ». Malgré cette transformation, le parti conserve *La Nation* comme organe de diffusion officielle. Au printemps 1966, la direction du journal est confiée à Fernand Bourret, un ancien militant créditiste et futur président du Ralliement national, qui aura une grande influence sur l'orientation de la ligne éditoriale du périodique<sup>111</sup>. Autrefois ouvert aux opinions et aux idées des membres du parti, le journal se réoriente et tend à préconiser l'idéologie créditiste, ce qui provoquera des querelles entre le camp de Fernand Bourret et celui des anciens membres du Regroupement national, à partir de 1967<sup>112</sup>.

Entre 1966 et 1968, *La Nation* continue de prôner des principes et des valeurs issus du traditionalisme. Ainsi, le journal croit toujours à l'importance de la religion dans la société québécoise, une prise de position qui le distingue des autres publications de droite de l'époque qui ont, pour la plupart, écarté cet aspect de leur discours officiel<sup>113</sup>. Cette conception traditionnelle de la société, basée sur la religion catholique, imprègne sa vision du système d'éducation confessionnel ainsi que les mesures sociales à adopter au niveau étatique en vue d'aider les classes les plus démunies de la société. Toutefois, le journal insiste sur la nécessaire laïcité de l'État québécois, afin que soient séparés les pouvoirs politique et religieux<sup>114</sup>.

<sup>110</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 77.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>112</sup> Le dépouillement des numéros de *La Nation* parus entre 1966 et 1968 nous montre que le camp créditiste compte sur l'appui de plusieurs dizaines de collaborateurs temporaires, qui n'écrivent qu'un seul article avant de s'éclipser. Ce stratagème permet aux anciens créditistes d'avoir une certaine visibilité et la mainmise sur l'orientation générale du journal.

<sup>113</sup> J. Tremblay, « L'Église et le nationalisme », *La Nation*, vol. 2, n° 3-4 (juillet 1966), p. 5-6; Gustave Lamarche, « L'Église et les indépendances », *La Nation*, vol. 3, n° 1 (décembre 1967), p. 4-5.

<sup>114</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 174.

*La Nation* milite toujours en faveur de l'indépendance nationale du Québec, en vertu du fait que les Québécois forment une nation, qui se définit comme « un groupe d'hommes parlant la même langue, habitant un même territoire, possédant un vouloir-vivre collectif et qui souvent, pratique la même religion<sup>115</sup> ». Cette réalité sociologique permettrait ainsi aux Québécois de revendiquer leur droit à l'auto-détermination. Les collaborateurs du journal donnent également de la nation une définition humaniste, qui met l'accent sur les besoins de l'individu (accès à un logement décent, universalité des soins de santé, mesures de sécurité sociale, assurance-chômage, etc.)<sup>116</sup>. Enfin, ces auteurs considèrent que le système démocratique de style républicain est le mieux adapté au respect des droits de la personne et des préceptes de la religion catholique<sup>117</sup>. La constitution du Ralliement national, publiée 1966, énonce bien ces principes de base :

Le Ralliement national assume la mission de promouvoir une saine administration politique, de faire l'éducation économique et l'action politique de toute la population en vue de l'avènement d'un gouvernement souverainiste national garantissant à la Nation québécoise les pleins pouvoirs politiques et économiques dans une forme qui respectera la liberté et la dignité de la personne humaine, et ayant comme langue officielle le français<sup>118</sup>.

Il est également important d'aborder la question de la fusion entre le Ralliement national et le MSA de René Lévesque, qui survient en octobre 1968. En fait, les négociations en vue de fusionner les deux partis sont enclenchées un mois après la fondation du MSA, en novembre 1967<sup>119</sup>. Le RIN se joint lui aussi au processus afin de

<sup>115</sup> Ralliement national, *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement national*, Montréal, 1966, p. 9.

<sup>116</sup> « Le programme du Ralliement national », *La Nation*, édition spéciale (mai 1966), p. 4-5; Charles-Eugène Landry, « Qui l'économie doit-elle servir? », *La Nation*, vol. 2, n° 11 (mars 1967), p. 11.

<sup>117</sup> Marcel Chaput, « Québec deviendra une république », *La Nation*, vol. 2, n° 12 (juin 1967), p. 5-6.

<sup>118</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 125.

<sup>119</sup> Pierre Godin, *René Lévesque : héros malgré lui (1960-1976)*, Montréal, Éditions du Boréal, 1997, p. 374-376.

créer une coalition des forces indépendantistes, mais s'en écarte quelques mois plus tard. En août 1968, le MSA et le RN s'entendent sur des objectifs fondamentaux communs : « [L]a création d'un État souverain de langue française [...] l'instauration d'une démocratie électorale, économique, sociale et culturelle [...] la mise sur pied d'un partenariat économique avec le reste du Canada<sup>120</sup>. » Par la suite, les deux partis encourageront leurs membres à s'unir afin de fonder le nouveau parti politique.

Ce processus de fusion se termine en octobre 1968, lors du congrès de fondation du PQ. Il est à noter que la fusion du MSA et du Ralliement national était stratégiquement importante, puisqu'elle permettait à Lévesque de compter sur une base militante ancrée dans les régions, alors que la base militante du MSA était surtout située à Montréal et en milieu urbain<sup>121</sup>. Comme le souligne Éric Bédard, l'union des deux groupes a permis au PQ de trouver des échos favorables à ses projets dans les régions rurales du Québec, qui étaient autrefois les chasses gardées de l'Union nationale<sup>122</sup>. La mise sur pied de cette coalition indépendantiste, qui unit les traditionalistes du Ralliement national et les sociodémocrates du MSA, représente, selon nous, le point de départ d'un cycle marqué par la convergence des forces indépendantistes au sein du PQ. Ce processus se poursuivra durant les mois et les années suivantes, notamment avec l'intégration des membres du RIN au sein du PQ et la convergence de plusieurs associations et regroupements nationalistes qui appuieront le parti de René Lévesque au cours des années 1970 et 1980.

## Conclusion

Quel portrait peut-on tirer du réseau de la droite intellectuelle de la période 1957-1968 et de ses rapports avec la question de l'indé-

<sup>120</sup> Normand, *L'indépendance à droite*, p. 160.

<sup>121</sup> Vera Murray, *Le Parti québécois : de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, p. 31-35.

<sup>122</sup> Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" ».

pendance du Québec? Il est clair que, contrairement à la gauche intellectuelle des années 1960, la droite a entretenu des rapports beaucoup plus complexes avec l'idéal indépendantiste. Alors que seule *Laurentie* affichait clairement son soutien à cette option à la fin des années 1950 et au début des années 1960, les revues nationalistes appuyaient l'idée d'indépendance à mots couverts, tout en redoutant les répercussions économiques néfastes que risquait d'engendrer la sécession du Québec.

Avec l'éparpillement des forces de droite dans les premières années de la Révolution tranquille, l'idéal indépendantiste semble surtout se retrouver au sein des groupes socialistes tels que *Parti pris* ou *L'Indépendance*. Le rassemblement des forces de droite au sein de *L'Action nationale* et la fondation du *Républicain* et de *La Nation* au milieu de la décennie 1960 correspondent au moment où la droite intellectuelle réagit à ce phénomène de réappropriation idéologique ainsi qu'aux différents événements qui tendent à suggérer l'échec relatif d'un fédéralisme canadien fondé sur le bilinguisme et le biculturalisme.

À l'issue des travaux des États généraux du Canada français, la droite intellectuelle prend conscience que la société civile canadienne-française estime qu'elle est avant tout rattachée, politiquement et culturellement, au Québec plutôt qu'au Canada. Cet état de fait constituera l'un des éléments fondamentaux qui pousseront le réseau intellectuel à se tourner vers l'option indépendantiste, qui est alors en harmonie avec l'évolution historique de la nation canadienne-française. Les lourdes pertes enregistrées dans ses effectifs et la diminution de son niveau d'influence durant la première moitié des années 1960 ont également amené le réseau à se rapprocher des idéaux de la souveraineté politique, afin de pouvoir répondre au discours révolutionnaire de la gauche radicale. Ainsi, durant un peu plus d'une décennie, le nationalisme politique de la droite intellectuelle s'est raffermi au point de favoriser l'option indépendantiste.

Il nous apparaît clairement que certaines des idées développées au sein de ce réseau ont eu une influence majeure sur l'évolution du mouvement indépendantiste. Plus précisément, nous croyons que

plusieurs des fondements idéologiques originaux du PQ proviennent des théories et des discours formulés par les intellectuels du réseau droitiste des années 1950 et 1960<sup>123</sup>. En ce sens, le programme officiel du PQ de 1970 constitue un exemple frappant de ce phénomène de récupération idéologique. Nombre des dispositions qui sont énoncées dans ce programme s'inscrivent dans le prolongement idéologique du réseau intellectuel que nous avons étudié<sup>124</sup>. L'élément qui caractérise le mieux ce phénomène est la fameuse formule des États associés, qui a été reprise par René Lévesque durant la décennie de 1970 et lors du référendum de 1980<sup>125</sup> et qui avait été défendue auparavant par les collaborateurs de *Tradition et progrès*, de *L'Action nationale* et de *La Nation*, à la fin des années 1950 et au cours des années 1960. La constitution d'un État québécois indépendant, associé économiquement au reste du Canada, est aussi une idée issue des théories des intellectuels nationalistes de droite, qui redoutaient les conséquences financières advenant la séparation complète du Québec.

Selon nous, le PQ est grandement redevable du travail effectué par les militants et les intellectuels nationalistes et indépendantistes des années 1950 et 1960. Pourtant, les spécialistes ont rarement souligné l'importante contribution de ces précurseurs dans les succès du PQ, notamment dans la démystification et la médiatisation de l'option indépendantiste au cours des années 1960. Notre analyse montre que la droite a joué un rôle majeur dans le rassemblement des forces indépendantistes au sein du PQ en 1968<sup>126</sup>. L'aile droite

<sup>123</sup> Il est également important de souligner que Lévesque avait une conception plutôt conservatrice de la nation québécoise. À ce sujet, voir Xavier Gélinas, « Notes sur René Lévesque et le traditionalisme canadien-français », dans Stefanescu (dir.), *René Lévesque : mythes et réalités*, p. 37-49.

<sup>124</sup> Parmi ces idées phares issues de la droite, notons l'importance du français, considéré comme seule langue officielle au Québec, le respect du passé et des traditions culturelles ainsi que la primauté du droit à l'autodétermination des peuples.

<sup>125</sup> *La solution : le programme du Parti québécois présenté par René Lévesque*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1970.

<sup>126</sup> À ce sujet, voir Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les "bleus" ».

du parti, rassemblée autour des anciens membres du Ralliement national, a été en mesure de séduire un électorat régional et rural, autrefois associé à l'Union nationale. En ce sens, il serait intéressant que les spécialistes d'histoire politique se penchent sur l'influence de l'aile droite du PQ dans les activités et les orientations du parti durant la décennie 1970 et 1980. Cela permettrait d'examiner d'un nouvel œil l'histoire du parti fondé par René Lévesque, qui a longtemps été perçu comme une coalition progressiste dénuée de toute attache conservatrice.



# L'éphémère consécration de *Juana, mon aimée*, roman de Harry Bernard

Guy Gaudreau  
Micheline Tremblay  
Université Laurentienne

## Résumé

Cet article retrace la trajectoire du roman *Juana, mon aimée* de Harry Bernard, de sa première version parue à la fin de l'automne 1930 jusqu'à sa consécration concrétisée par l'obtention d'un prix David en septembre 1932. Cette consécration fut néanmoins bien éphémère puisque l'œuvre est aujourd'hui absente de l'histoire littéraire. Grâce à une riche correspondance, conservée en grande partie dans le Fonds Harry-Bernard, et au dépouillement minutieux des divers comptes rendus, recensions et articles publiés dans les journaux et revues, l'article analyse le rôle de l'auteur et met en lumière les contributions décisives d'Alfred DesRochers, de Claude-Henri Grignon et d'Albert Pelletier dans le sort réservé au roman. L'examen de la réception critique permet également de montrer l'importance des débats privés, des réseaux d'amitié et des discussions de salon tout autant que le poids inégal des recensions dans la trajectoire de l'ouvrage. Il appert que deux discours dominants ont été tenus à propos de l'œuvre : le premier, favorable, de Grignon, qui conduisit au prix David, et le second, très sévère, de Pelletier, qui a contribué, selon nous, à la faire sombrer dans l'oubli.

## Abstract

*This article retraces the story of Juana, mon aimée, by Harry Bernard, from its first draft, in the late autumn of 1930, to its triumph in Septem-*

*Mens*, vol. XV, n° 2 (printemps 2015)

ber of 1932, when the novel received the prix David. The book's success was short-lived, however, since it is now largely absent from Quebec's literary history. An examination of the extensive correspondence contained in the Harry-Bernard Fonds and of the various reviews of *Juana, mon aimée* that were published in the periodic press reveals the important role of the author and of Alfred DesRochers, Claude-Henri Grignon and Albert Pelletier in the novel's destiny. The book's critical reception shows that private debates, friendship, and drawing room discussions were as important to this destiny as were literary reviews. It would appear that two opinions dominated the critical reception: the first, which was formulated by Grignon, led to the prix David, while the second, which was formulated by Pelletier, led to the book's eventual descent into oblivion.

Le 4 octobre 1932, Athanase David, secrétaire de la province de Québec, fait parvenir à Harry Bernard ce mot : « Il me fait plaisir de vous inclure le chèque portant le numéro B21416, fait à votre ordre, pour le montant de 1,700 \$, représentant le prix qui vous a été adjudgé par le jury chargé de juger les œuvres littéraires<sup>1</sup>. » C'est ainsi qu'au plus fort de la crise économique, le romancier reçut pour son roman *Juana, mon aimée* l'équivalent en dollars d'aujourd'hui de près de 30 000 \$, dans le cadre du concours des prix David que le Gouvernement du Québec avait institué en 1923<sup>2</sup>.

Deux semaines auparavant, on avait révélé le nom des cinq lauréats des prix David lors d'une cérémonie tenue à Montréal afin de récompenser les œuvres de fiction<sup>3</sup>. Respectant la séquence triennale

<sup>1</sup> Athanase David à Harry Bernard, 4 octobre 1932, Bibliothèque et Archives nationales du Québec Vieux-Montréal (ci-après BANQ-VM), Fonds Harry-Bernard (ci-après Fonds HB), MSS298/011/002.

<sup>2</sup> Silvie Bernier, *Prix littéraires et champs du pouvoir : le prix David, 1923-1970*, mémoire de maîtrise (études françaises), Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1983 ; pour l'origine et le contexte historique entourant la création du prix, voir le chapitre deux, p. 22-47.

<sup>3</sup> Les quatre autres gagnants étaient Alfred DesRochers, pour son recueil *À l'ombre de l'Orford*, qui avait partagé avec Robert Choquette et son *Metropolitan Museum*

des concours établie depuis quelques années, celui de 1932 avait porté uniquement sur les œuvres publiées au cours des trois années précédentes<sup>4</sup>. Afin de multiplier ses chances, Bernard avait soumis également un autre roman, *La ferme des pins*, publié en 1930 chez le même éditeur, Albert Lévesque<sup>5</sup>.

Ce succès de *Juana, mon aimée*, roman absent des ouvrages récents d'histoire littéraire<sup>6</sup>, mérite qu'on s'y arrête. Quelles sont les étapes qui ont mené à cette consécration, quel rôle actif a joué Bernard et pourquoi cet effacement aujourd'hui? L'histoire de ce roman, riche d'enseignement, permet d'éclairer l'institution littéraire canadienne-française qui se consolide à cette époque alors que s'installe l'âge de la critique. Parallèlement, cet article poursuit notre recherche<sup>7</sup> lancée

---

le prix de poésie, chacun touchant 850 \$. Un prix de 600 \$ avait également été accordé à Madame Lorenzo Montreuil pour son roman en langue anglaise *Dumbel*, et un dernier de même valeur à Gertrude Bartlett pour son recueil de poésie *The White Bird* (voir « Le résultat du concours annuel du prix David », *Le Soleil*, 20 septembre 1932, p. 1).

<sup>4</sup> « Historique des prix du Québec », [s. d.], sur le site Web du Gouvernement du Québec, [<http://www.prixduquebec.gouv.qc.ca/publications/historique.pdf>] (10 janvier 2015).

<sup>5</sup> Harry Bernard à Albert Lévesque, 14 janvier 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/046/014.

<sup>6</sup> L'ouvrage, sous la direction de Denis Saint-Jacques et Lucie Robert, est à ce titre fort éloquent, car le roman n'est même pas cité dans l'index des œuvres (*La vie littéraire au Québec*, t. VI : 1919-1933 : le nationaliste, l'individualiste et le marchand, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, p. 725).

<sup>7</sup> Guy Gaudreau et Micheline Tremblay, « Harry Bernard (1898-1979) : érudit et homme de lettres », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 2, n° 1 (automne 2001), p. 35-65; Micheline Tremblay et Guy Gaudreau, « Le régionalisme littéraire au Canada français : le point de vue de Harry Bernard », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 5, n° 1 (2002), p. 159-178; Guy Gaudreau et Micheline Tremblay, « Harry Bernard, journaliste au Droit, 1919-1923 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 28 (2003), p. 51-77; Harry Bernard, *Conversation poétique : correspondance littéraire entre Harry Bernard et Alfred DesRochers*, textes établis, présentés et annotés par Micheline Tremblay et Guy Gaudreau, Ottawa, Éditions David, 2005 (ci-après *Conversation poétique*); Simone Routier, *Je voudrais bien être un homme : correspondance littéraire entre Simone Routier et Harry Bernard*, textes établis, présentés et annotés par Guy Gaudreau et Micheline Tremblay, Ottawa, Éditions David, 2011; Harry Bernard, *Une autre*

il y a près de vingt ans sur ce Maskoutain oublié depuis la Révolution tranquille et qui fut pourtant, à son époque, reconnu comme un des bons romanciers du Canada français en remportant un prix David à trois reprises.

Pour nourrir cette réflexion, nous avons puisé à même la riche correspondance de Bernard – conservée, notamment, dans son fonds d’archives à Bibliothèque et Archives nationales du Québec – qui révèle les étapes antérieures à la publication du roman et les confidences d’écrivains dans la sphère privée. Pour ce qui est de la sphère publique et de l’accueil critique réservé à l’œuvre, nous avons dépouillé une trentaine de publications et recueilli une cinquantaine de comptes rendus et d’articles, qui exposent un intéressant système de réception<sup>8</sup> et mettent en évidence les opinions des principaux ténors de l’époque. Ces commentaires, largement positifs, ont sûrement influencé l’évaluation des sept membres francophones du jury<sup>9</sup>. Numérisés et accessibles en ligne en version intégrale<sup>10</sup>, ces textes présentent un large éventail

---

*année sera meilleure*, édition préparée par Micheline Tremblay et Guy Gaudreau, Ottawa, Éditions David, 2013 ; Guy Gaudreau et Micheline Tremblay, « Technique de mise en pages, crise économique et journalisme d’opinion : *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* de 1920 à 1938 », *Scientia Canadensis: Canadian Journal of the History of Science, Technology and Medicine = Revue canadienne d’histoire des sciences, des techniques et de la médecine*, vol. 36, n° 2 (2013), p. 37-62. On trouvera une version numérique des quatre articles et des textes de présentation des ouvrages cités sur le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/travaux-sur-harry-bernard>] (20 mai 2015).

<sup>8</sup> Voir Daniel Chartier, *L’émergence des classiques : la réception de la littérature québécoise des années 1930*, Montréal, Éditions Fides, 2000.

<sup>9</sup> Ces membres seront : Jean-Charles Harvey, Louvigny de Montigny, Ægidius Fautoux, Louis-Philippe Geoffrion, Léon Lorrain, les abbés Olivier Maurault et Aimé Labrie (voir Bernier, *Prix littéraires et champs du pouvoir*, p. 146 ; et pour une analyse de l’origine des jurys au fil du temps, voir le chapitre 4 de son mémoire, p. 69-93). Quant à la question de la composition des membres du jury dans la sélection des lauréats d’un prix littéraire, on pourra lire l’article de Richard Giguère, « L’offrande aux vierges folles », dans Pierre Hébert, Kenneth Landry et Yves Lever (dir.), *Dictionnaire de la censure au Québec : littérature et cinéma*, Montréal, Éditions Fides, 2006, p. 490-497 ; voir, plus particulièrement, p. 495.

<sup>10</sup> La mise en ligne de tous ces comptes rendus permet aux lecteurs un accès direct au texte et nous autorise du même souffle à prendre une certaine liberté dans la

de points de vue et permettent de prendre la mesure des qualités et des défauts retenus par les critiques.

### ***Juana, mon aimée* dans l'œuvre de Harry Bernard**

D'abord quelques mots sur l'auteur. Harry Bernard<sup>11</sup> naquit à Londres en 1898, où son père Horace, représentant commercial d'un importateur de foin, s'était installé avec la famille pour quelque temps. Après un séjour à Paris (où il entreprend son cours primaire) et un déménagement aux États-Unis, sa famille s'installe à Saint-Hyacinthe, juste à temps pour qu'il commence son cours classique au Séminaire, cours qu'il terminera en 1919. Pendant ses études, il fait ses premières armes de journaliste au *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Après l'obtention de son baccalauréat, il décide de faire carrière en journalisme et il apprend son métier au quotidien *Le Droit* d'Ottawa. En 1923, il décroche le poste de rédacteur en chef du *Courrier*, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite, en 1970.

Comme pour bien d'autres auteurs de cette époque, le journalisme lui sert de gagne-pain. En 1922, il peut ainsi commencer un premier roman, *L'homme tombé*<sup>12</sup>, qu'il soumet, pour commentaires, à Lionel Groulx avec qui il va collaborer régulièrement à *L'Action française*<sup>13</sup>.

---

transcription des titres et des extraits cités, évitant, par exemple, l'utilisation du [sic] et une variation dans l'identification de certains intitulés, voir le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.com/reception-critique-des-oeuvres-de-harry-bernard/juana-mon-aimee>] (20 janvier 2016).

<sup>11</sup> Pour sa biographie, on consultera notre article paru dans la revue *Mens* en 2001, mais également une chronologie plus étoffée, nourrie des recherches menées depuis, sur le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [[harry-bernard.com](http://harry-bernard.com)]. En outre, on pourra y lire ses mémoires, inédits jusqu'à leur mise en ligne en 2014.

<sup>12</sup> Mentionnons que c'est à la lecture de ce roman que l'idée de s'intéresser à Harry Bernard nous est venue il y a plus de 20 ans. *L'homme tombé* est un des premiers romans à décrire l'influence néfaste du cinéma sur un des personnages (voir Micheline Tremblay, *La présence du cinéma dans le roman canadien-français de 1896 à 1970*, Université Paul-Valéry, Montpellier III, 1994).

<sup>13</sup> Cette collaboration de Bernard avec Groulx a été relatée dans Jacques Michon (dir.), *Histoire de l'édition littéraire au Québec au xx<sup>e</sup> siècle*, vol. I : *La naissance de l'éditeur : 1900-1939*, Montréal, Éditions Fides, 1999, p. 259-261.

Publié l'année suivante, le roman s'inscrit dans le courant régionaliste, qui s'impose comme le courant littéraire dominant à l'époque<sup>14</sup>. Par la suite, paraissent d'autres romans au service de la nation dans lesquels, pour reprendre l'expression de Lucie Robert, Bernard fait œuvre nationale plutôt qu'œuvre littéraire<sup>15</sup>. Il s'y emploie avec assiduité, engrangeant presque une œuvre par année. À deux reprises, il décroche un prix David, un pour *L'homme tombé* en 1924 (500 \$) et un autre pour *La terre vivante* en 1926 (500 \$)<sup>16</sup>. Compte tenu de leur faible qualité littéraire, c'est assurément la thèse plus que le contenu qu'on récompense alors. Dans toute son écriture romanesque, il conservera un point de vue régionaliste en prônant un vocabulaire de chez nous, une description des lieux, de la faune et de la flore qui nous représentent. Tel est le romancier encore à l'œuvre dans *La ferme des pins* publié en 1930 et soumis à ce concours de 1932.

Mais *Juana, mon aimée* est d'une tout autre facture. Ayant besoin de repos, le journaliste Raymond Chatel s'exile en Saskatchewan où il rencontre Juana. Suite à un malentendu – que les critiques jugeront boiteux et fort discutables –, ils devront mettre fin à leur idylle. Si ce roman a beaucoup plu à sa sortie, c'est qu'il en a surpris plusieurs, en évacuant le roman à thèse au profit d'une histoire d'amour et en adoptant une structure narrative peu connue au Canada français, qui abandonne le narrateur omniscient.

<sup>14</sup> Sur cette question, on lira l'incontournable ouvrage d'Annette Hayward, *La querelle du régionalisme au Québec (1904-1931) : vers l'autonomisation de la littérature québécoise*, Ottawa, Le Nordir, 2006.

<sup>15</sup> Lucie Robert, « L'institution littéraire », dans Denise Lemieux (dir.), *Traité de la culture*, Québec, Éditions de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 2002, p. 352.

<sup>16</sup> Pour un résumé et une analyse de ces romans de la première heure, voir les deux articles de Jean-Paul Lamy dans Maurice Lemire (dir.), *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. II : 1900 à 1939, Montréal, Éditions Fides, 1980, « *L'homme tombé*, roman de Harry Bernard », p. 573-574, et « *La terre vivante* et autres romans de la terre de Harry Bernard », p. 1068-1071.

## La rédaction et l'impression de la version définitive

Fidèle à ses habitudes, Bernard soumet d'abord le manuscrit de *Juana* à Groulx en décembre 1930. Au début janvier, Groulx le félicite de ses progrès : « Quand je me rappelle votre laborieuse manière des premiers temps, je trouve franchement à me réjouir et admirer, devant ce style alerte, aéré, fleur de soleil<sup>17</sup>. » Terroiriste et adepte d'une littérature utile à la nation, le chanoine lui avoue, toutefois, sa préférence pour *La terre vivante*.

Comme il l'avait fait pour *La ferme des pins*<sup>18</sup>, Bernard demande également l'avis de son ami Alfred DesRochers qui, le 8 janvier 1931<sup>19</sup>, l'invite une première fois à lui soumettre le manuscrit, puis à nouveau le 23<sup>20</sup>. Bernard, qui admire la poésie de DesRochers, a confiance en lui ; c'est un ami et un confident. C'est la raison pour laquelle il a accepté de faire partie de ce regroupement d'auteurs des Cantons de l'Est qu'anime DesRochers, appelé Les Écrivains de l'Est. Le poète de Sherbrooke jouera, comme nous le verrons plus loin, un rôle clé dans le succès de *Juana*. Finalement, le 26 janvier, Bernard lui envoie le manuscrit. « Relativement à *Juana*, je te demande de me signaler toutes les fautes de français et de goût, les impropriétés, les anachronismes, les sottises de toutes variétés que tu pourras y trouver<sup>21</sup>. »

Dès le lendemain, DesRochers lui adresse quelques remarques fort pertinentes dans lesquelles il le met en garde contre le monologue intérieur, peu compris des lecteurs ; il souligne aussi le manque d'émotion, de sensualité de ce texte pourtant axé sur le sentiment amoureux.

Et ça m'amène à ton roman, dont je viens de lire 22 pages sur le temps de la compagnie. C'est très bien jusque-là. Seulement, ici

<sup>17</sup> Lionel Groulx à Harry Bernard, 2 janvier 1931, Fondation Lionel-Groulx, Fonds Lionel-Groulx, CLG1.

<sup>18</sup> Alfred DesRochers à Harry Bernard (ci-après AD à HB ou HB à AD), 21 avril 1930, *Conversation poétique*, p. 99.

<sup>19</sup> AD à HB, 8 janvier 1931, *Ibid.*, p. 161.

<sup>20</sup> AD à HB, 23 janvier 1931, *Ibid.*, p. 169.

<sup>21</sup> HB à AD, 26 janvier 1931, *Ibid.*, p. 173.



encore, ce roman a trop de technique pour plaire à nos imbéciles. Nul ne comprend le procédé du monologue intérieur, l'une des plus belles découvertes de l'écriture moderne. Mon roman *Nous* avons joué dans l'Île est justement composé d'après ce procédé, ce qui me fait douter qu'il y ait une demi-douzaine de personnes qui le comprennent<sup>22</sup>.

Quant au style de Juana, il me semble supérieur à tout ce que tu as écrit à date – et c'est dans l'ordre. Il y a une chose qui m'étonne et je te le dis tout de suite, c'est que quand tu dépeins un intérieur ou un caractère, je ne trouve pas un mot à redire ; mais dès que tu parles d'un paysage, il faut que tu le métaphysicises. J'ai noté au passage, « des silences complets, immenses, et poignants ». C'est peut-être parce que je suis essentiellement sensuel, mais ces mots-là ne me font rien voir. Pourquoi pas un silence « cru ». Ça me transirait et me ferait ressentir toutes les impressions que tu as transposées dans tes épithètes métaphysiques<sup>23</sup>.

Dès le début de février, lors d'une rencontre à Montréal, DesRochers informe Albert Lévesque du projet de Bernard. Sans avoir lu le manuscrit, l'éditeur ne semble pas, toutefois, enthousiasmé par le roman<sup>24</sup>.

Le 23 février, DesRochers retourne à Bernard le manuscrit annoté, accompagné d'une longue lettre dont nous citons quelques extraits<sup>25</sup> :

Mon cher Bernard,

J'ai tenu ma promesse à Juana. J'ai passé toute une après-midi en sa compagnie et je me suis permis de faire des annotations dans les marges trop étroites du malcommode papier où elle est embaumée.

C'est ton roman le plus solidement étoffé encore. [...]

Ta phrase est trop volontairement dépouillée de tout ornement.

<sup>22</sup> Comme on le verra plus loin, la remarque de DesRochers sur la nouveauté du procédé narratif de Bernard est tout à fait juste.

<sup>23</sup> AD à HB, 27 janvier 1931, *Conversation poétique*, p. 175.

<sup>24</sup> HB à AD, 6 février 1931, *Ibid.*, p. 182.

<sup>25</sup> AD à HB, 23 février 1931, *Ibid.*, p. 198-200.



Je sais aussi bien que toi que c'est la mode d'aujourd'hui ; qu'aux États-Unis, Hemingway et ses suivants se font un devoir de tordre le cou à l'éloquence, mais – et tu ne me sembles pas l'avoir complètement évité – le danger de cette méthode, c'est que le tour de phrase devienne standardisé. Quand on a lu une dizaine de pages, on a tellement ta syntaxe en tête qu'on perd tout espoir d'imprévu.

[...]

Tu viens de renouveler complètement ta pensée et tes domaines d'intérêt en abordant l'amour et la psychologie féminine, où tu fais des notations d'une finesse peu accoutumée au pays ; renouvelle donc ton style, maintenant. Il ne s'agirait que de tourner différemment une phrase ici et là, de fondre ensemble trois ou quatre de tes phrases nerveuses en une période pulpeuse ; de changer quelques épithètes de place et le tour serait joué.

[...]

Bonjour, et dis-moi que tu te sacreras de mes remarques.

Alfred D.

Ayant probablement tenu compte, du moins en partie, des commentaires de DesRochers, Bernard lui soumet une nouvelle version le 1<sup>er</sup> mars. « Naturellement », comme il le mentionne ce jour-là, « je me réserve le droit de ne pas tenir compte de tes indications. De temps à autre, je ferai les corrections indiquées. Et je passerai pour bien écrire ma langue, grâce à toi<sup>26</sup>. »

Ne disposant ni des versions soumises ni des manuscrits annotés, nous ne pouvons comparer avec la version imprimée et mesurer ainsi l'ampleur des corrections suggérées et l'importance de la contribution de DesRochers. Signalons que le 12 mai, Bernard avouera à son ami : « Quant à *Juana*, je ne l'ai pas revue. Elle aura grandi quand je reprendrai mes attentions, et elle ne sera que plus belle fille<sup>27</sup>. » Cela nous porte à croire qu'il a laissé dormir son manuscrit quelque temps.

<sup>26</sup> HB à AD, 1<sup>er</sup> mars 1931, *Ibid.*, p. 204.

<sup>27</sup> HB à AD, 12 mai 1931, *Ibid.*, p. 215.

L'été 1931 demeure très chargé pour Bernard. La campagne électorale – les élections ont lieu le 24 août – ainsi que les deux poursuites judiciaires pour libelle diffamatoire<sup>28</sup> dans lesquelles il est impliqué contre le député et maire de Saint-Hyacinthe T.-D. Bouchard l'accaparent sans doute beaucoup. Il réussit tout de même à soumettre une dernière version à Donatien Frémont le 16 juillet. « Je vous demanderais donc d'en prendre connaissance et de l'écheniller soigneusement au point de vue des erreurs, anachronismes, naïvetés – touchant la vie de l'Ouest et de la Saskatchewan en particulier –, qui auraient pu s'y glisser<sup>29</sup>. » Moins de deux semaines plus tard, Frémont le félicite pour la justesse de son portrait de l'Ouest, tout en lui suggérant une douzaine de corrections<sup>30</sup>.

C'est à titre de gérant de l'atelier d'imprimerie du *Courrier de Saint-Hyacinthe* chargé de l'impression du roman<sup>31</sup>, qu'il s'active à compter du mois d'août. Le 5<sup>32</sup>, il fait parvenir à Albert Lévesque des échantillons des caractères d'imprimerie qu'il compte utiliser. Dans la même foulée, Bernard l'informe qu'il lui retournera prochainement le contrat d'édition du roman. Le 26, il fait connaître son choix de papier, du « Eggshell, 19 X 30, subat. 60 lbs<sup>33</sup> », et

<sup>28</sup> Pour un aperçu de ces deux causes judiciaires, voir le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/1931-1932-defenseur-du-livre-et-membre-de-differentes-associations/>] (20 mai 2015).

<sup>29</sup> HB à Donatien Frémont, 16 juillet 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.

<sup>30</sup> Donatien Frémont à HB, 29 juillet 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001. Claude Melançon est un autre ami qui a lu le manuscrit, sans que l'on sache cependant quand il l'a commenté (voir Claude Melançon à HB, non daté, mais vraisemblablement en octobre ou novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001).

<sup>31</sup> Précisons que ce sont ces mêmes presses, sous la supervision étroite de Bernard, qui vont imprimer *À l'ombre de l'Orford*, recueil de poésie de DesRochers primé lors du concours des prix David cette année-là.

<sup>32</sup> HB à Albert Lévesque, 5 août 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/046/014.

<sup>33</sup> HB à Albert Lévesque, 26 août 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/044/005. Le choix du papier n'est pas aussi banal qu'il y paraît. Dans une entrevue que Lévesque a accordée à cette époque, il évoque le problème du papier, dont le choix et les coûts posent de sérieuses difficultés (voir « Difficultés d'un éditeur », *L'Illustration*, 1<sup>er</sup> octobre 1932, p. 5 et 20).

demande à Lévesque de lui en envoyer dès qu'il en aura trouvé. Ce n'est que le 10 septembre<sup>34</sup> que l'éditeur l'avise de l'envoi prochain du papier recherché. Finalement, le 4 octobre 1931, 1 000 exemplaires de *Juana* sortent des presses du *Courrier de Saint-Hyacinthe*.

### La promotion du roman

Lévesque et Bernard sont bien conscients qu'il faut faire connaître le roman avant même sa parution afin d'en faciliter la vente. Dès avril, le romancier a tenté, sans succès, de convaincre Roméo Leblanc, secrétaire de la *Revue de l'Université d'Ottawa*, de faire paraître un chapitre inédit de *Juana*<sup>35</sup>. Ayant accepté, malgré ses multiples occupations, de rédiger la recension d'un ouvrage de Séraphin Marion pour cette revue<sup>36</sup>, il avait pensé obtenir cette faveur en contrepartie.

Le 27 août, Lévesque propose de faire parvenir à Jean Bruchési, de *La Revue moderne*, un extrait de *Juana* qui correspondrait à une page de la revue<sup>37</sup>. Bernard choisit les premières pages, qui paraîtront dans le numéro d'octobre. Le même mois, sans consulter Bernard cette fois<sup>38</sup>, Lévesque fait paraître un autre extrait dans *Mon Magazine*, en publiant intégralement le chapitre quatre<sup>39</sup>.

Annoncé dans ces magazines comme un roman d'amour, *Juana* cherche à attirer une clientèle féminine qu'on dit, à l'époque, friande

<sup>34</sup> Albert Lévesque à HB, 10 septembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/044/005.

<sup>35</sup> HB à Roméo Leblanc, 22 avril 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/046/014.

<sup>36</sup> Il s'agit de son ouvrage *En feuilletant nos écrivains*; Roméo Leblanc à HB, 20 avril 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/046/014.

<sup>37</sup> Albert Lévesque à HB, 27 août 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/046/014. Cet extrait correspond aux pages 11 à 21 de l'édition originale.

<sup>38</sup> Bernard, dans une lettre à Ernest-Jules Larivière, de *Mon Magazine*, datée du 15 octobre, lui fera part de sa frustration consécutive à l'initiative de Lévesque : « Mais je vous saurais gré, à l'avenir, de vous adresser à moi-même, quand vous aurez besoin d'un texte » (BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001).

<sup>39</sup> « Extrait *Juana, mon aimée* : un nouveau roman d'Harry Bernard », *Mon Magazine*, octobre 1931, p. 28-29.

de ce genre de publication. L'auteur étant reconnu comme un adepte du régionalisme, les deux revues situent brièvement le roman par rapport à son œuvre. Conséquence de la confusion provoquée par la narration au « JE », dans *La Revue moderne*, le texte de présentation non signé<sup>40</sup> – qu'on peut vraisemblablement attribuer à Jean Bruchési – indique que Bernard a vécu dans l'Ouest canadien et qu'il s'est inspiré d'un épisode de sa vie là-bas. De fait, il n'y a séjourné qu'une semaine tout au plus<sup>41</sup> et le récit est pure fiction<sup>42</sup>.

Toujours dans le but de mousser les ventes, Lévesque fait paraître, dans *Le Terroir* de Québec<sup>43</sup>, un communiqué non signé, mais probablement de la plume de Bernard, en même temps que le lancement officiel de *Juana*, soit entre le 18 et le 20 octobre. Ce communiqué sera repris intégralement dans *Le Droit* du 24 octobre, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* du 30 octobre et *Le Devoir* du 19 novembre, assurant à l'œuvre une large diffusion. Il y est question d'un roman qui « fait une plus large place à l'amour et à la psychologie amoureuse<sup>44</sup> », dans le cadre de « la vie des fermiers » de la Saskatchewan. Et, afin de dissiper la confusion évoquée précédemment, le communiqué précise : « M. Bernard a écrit son roman à la première personne. Il n'a pas craint de tenter ce genre, extrêmement difficile et fort en faveur chez les romanciers modernes, qu'on appelle le monologue intérieur, et qui offre tant de ressources à l'écrivain. » Un dernier communiqué, plus court celui-là, s'ajoute à l'appareil promo-

<sup>40</sup> « Le roman inédit, *Juana, mon aimée* par Harry Bernard », *La Revue moderne*, octobre 1931, p. 28.

<sup>41</sup> Ce bref séjour se déroula dans le cadre d'un voyage de la Liaison française à l'été 1927.

<sup>42</sup> *La Revue moderne* ne sera pas la seule à mal interpréter cette structure narrative ; Georges-Émile Marquis fera de même, comme on peut le voir dans sa recension publiée dans *Le Terroir* en décembre 1931, p. 8.

<sup>43</sup> Le choix d'un mensuel publié dans la région de Québec, après les deux publications montréalaises, s'explique peut-être par la volonté de Bernard ou de son éditeur de s'adresser à un autre bassin de lecteurs, d'autant plus que la démarche, qui avait échoué au printemps, visait un autre marché francophone, celui de la région outaouaise.

<sup>44</sup> *Le Terroir*, octobre 1931, p. 29.

tionnel le 23 octobre<sup>45</sup>, quelques jours après la parution du roman. Et dans cette même livraison du *Courrier*, Bernard insère un extrait du chapitre premier, à peine plus long que celui paru dans *La Revue moderne*<sup>46</sup>.

En tant que rédacteur en chef du *Courrier*, Bernard ne se gêne pas pour repiquer certaines critiques favorables, parues ailleurs, ou reproduire des articles de son cru d'abord publiés dans certaines revues connues. Son poste lui assure donc une tribune promotionnelle, et ce, en accord avec l'actionnaire majoritaire mais discret du journal, M<sup>gr</sup> Desranleau<sup>47</sup>. D'où la présence d'annonces publicitaires qui paraissent assez régulièrement dans *Le Courrier*<sup>48</sup>.

Si Lévesque doit se charger du service de presse, comme le prévoit le contrat d'édition<sup>49</sup>, c'est à Bernard de distribuer des exemplaires à ses amis et à des personnes qu'il n'a certes pas choisies au hasard. À la fin d'octobre, un exemplaire est posté à DesRochers et à Claude Melançon tandis qu'au début du mois suivant, un autre est destiné au critique Louis Dantin, grand ami et correspondant de DesRochers<sup>50</sup>.

<sup>45</sup> « Un nouveau roman », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 23 octobre 1931, p. 1.

<sup>46</sup> Il s'agit des douze premières pages du roman, soit les pages 11 à 22.

<sup>47</sup> On ignore à l'époque que M<sup>gr</sup> Desranleau est actionnaire majoritaire de l'entreprise qui édite le *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Personne ne se doute des liens qui existent entre Bernard et Desranleau quand apparaît, dans *Le Devoir* du 24 janvier 1925, la recension fort élogieuse de ce dernier au sujet de *L'homme tombé*. Cette recension sera d'ailleurs reproduite non seulement dans *L'Action catholique*, mais aussi dans *Le Courrier* (voir le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/reception-critique-des-oeuvres-de-harry-bernard/reception-critique-du-roman-lhomme-tombe/>] (20 mai 2015)).

<sup>48</sup> Les romans antérieurs de Bernard, comme *Dolorès* publié en 1932, eurent sensiblement droit au même traitement promotionnel dans *Le Courrier*.

<sup>49</sup> Nous n'avons pu trouver ce contrat d'édition, mais tout porte à croire qu'il est très semblable à celui signé par DesRochers à la même époque et qui a été décrit par Richard Giguère (voir « Alfred DesRochers et ses éditeurs : des relations d'affaires tendues », dans Jacques Michon (dir.), *L'édition littéraire en quête d'autonomie : Albert Lévesque et son temps*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 16-17).

<sup>50</sup> Voir Pierre Hébert, Patricia Godbout et Richard Giguère (dir.), *La correspondance entre Louis Dantin et Alfred DesRochers : une émulation littéraire (1928-1939)*, avec la collaboration de Stéphanie Bernier, Montréal, Éditions Fides, 2014 (ci-après *Émulation littéraire*).

Quelques mots de remerciement envoyés à Bernard pour son envoi de *Juana* permettent de connaître les noms d'autres destinataires, dont certains sont très influents dans le monde littéraire. Outre les abbés Labrie et Maurault, qui feront partie des membres du jury du prix David, il y a aussi Maurice Hébert, le dominicain Marc-Antonin Lamarche, le chanoine Émile Chartier, Jovette Bernier et Léo-Paul Desrosiers.

### Les premiers comptes rendus

La toute première recension paraît le 29 octobre dans l'hebdomadaire *La Revue de Granby*. Son rédacteur en chef, Édouard Hains, qui ne prétend pas être critique littéraire, signe le texte<sup>51</sup>. Le premier intérêt de ce compte rendu est sans doute de confirmer l'existence d'un service de presse : les « volumes qu'Albert Lévesque nous adresse d'ailleurs avec une constance vraiment fraternelle<sup>52</sup> ». Plus loin, Hains évoque explicitement le communiqué de l'éditeur, qui aurait ainsi rejoint un bon nombre de journaux et de revues. Si Hains fait état d'in vraisemblances dans le récit, sa critique, loin d'être bâclée, demeure dans l'ensemble positive.

Le lendemain, Jean-Charles Harvey, romancier, journaliste et critique respecté du milieu littéraire, entre dans la danse en soulignant les forces et les faiblesses de *Juana* dans *Le Soleil*<sup>53</sup>. Quoique la pauvreté du style et la méconnaissance de la langue française y soient évoquées, Harvey souligne le progrès de l'auteur, qui s'est débarrassé de son ton apostolique, et conclut que le roman demeure, en somme, agréable.

Quelques jours plus tard, Bernard reçoit une lettre fort élogieuse de Dantin : « Votre *Juana* m'a plu extrêmement et m'a fait l'impression d'être, à tous points de vue, le meilleur des ouvrages que vous ayez

<sup>51</sup> Quelques jours après la sortie du roman, Hains prévient Bernard qu'il publiera sous peu une critique (Édouard Hains à HB, 22 octobre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001).

<sup>52</sup> Édouard Hains, « Le dernier de Harry Bernard : *Juana, mon aimée* », *La Revue de Granby*, 29 octobre 1931, p. 3.

<sup>53</sup> Jean-Charles Harvey, « *Juana, mon aimée*, roman canadien de M. Harry Bernard », *Le Soleil*, 30 octobre 1931.

écrits<sup>54</sup>. » Quoi qu'elle ait été émise privément, cette opinion du « critique le plus influent et le plus novateur de l'entre-deux-guerres<sup>55</sup> » rassure certainement Bernard sur la valeur de son roman et l'incite à reproduire la recension de Harvey dans *Le Courrier*<sup>56</sup>, en l'amputant toutefois des derniers paragraphes où il se montrait très sévère, comme on le constate dans cet extrait supprimé :

Qu'on n'y cherche toutefois rien de bien profond, rien de bien poignant. Harry Bernard reste à la surface des choses. Sa psychologie reste à la surface des choses. Sa psychologie est en superficie, médiocre en étendue d'ailleurs. [...]

Il semble que ce sont surtout les moyens d'expression qui manquent à l'écrivain. Celui-ci sait mieux construire un roman qu'une phrase. Là est sa faiblesse. Chez lui, jamais rien de pathétique, pas de frémissement, pas de nerfs. Son style court, haché qu'on ne lit que par respiration saccadée, nous essouffle sans nous soulever. [...]

Je me figure aisément que pour cet écrivain sympathique, le français est une langue apprise, c'est-à-dire une langue acquise par étude tardive plutôt que par l'éducation première. Je m'explique mieux par là la course laborieuse et la composition illogique de maintes phrases ainsi que le sens curieux donné à certains vocables.

Les trois recensions suivantes demeurent dans l'ensemble positives : malgré ses défauts, l'œuvre reste plaisante. Dans *Mon Magazine*<sup>57</sup>, Jules-Ernest Larivière, s'il remet en question le traitement

<sup>54</sup> Louis Dantin à HB, 3 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/002.

<sup>55</sup> Pierre Hébert, « La censure cléricale et la critique littéraire laïque au Québec », dans Carole Gerson et Jacques Michon (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, vol. III : *De 1918 à 1980*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, p. 504.

<sup>56</sup> Pour s'en convaincre, on peut lire également les deux versions de ce compte rendu : Jean-Charles Harvey, « Bibliographie canadienne : *Juana, mon aimée*, roman canadien de M. Harry Bernard », *Le Soleil*, 30 octobre 1931, p. 4, et « L'une des plus charmantes fictions de ce pays », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 6 novembre 1931, p. 1, sur le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/reception-critique-des-oeuvres-de-harry-bernard/juana-mon-aimee/>] (20 mai 2015).

<sup>57</sup> Ernest-Jules Larivière, « Un nouveau roman d'Harry Bernard », *Mon Magazine*, novembre 1931, p. 2 et 34.

de la psychologie féminine, conclut, malgré tout, que l'auteur est « resté vrai, vivant et captivant » et que *Juana* marque un progrès « bien accentué » par rapport aux romans précédents. Donatien Frémont, qui, rappelons-le, a commenté le roman, le résume plus qu'il ne le critique. Rédacteur de *La Liberté*<sup>58</sup> au Manitoba, il retient que l'œuvre a le mérite « de faire connaître l'Ouest canadien ». Raphaëlle dans *L'Action populaire*<sup>59</sup> trouve qu'« il y a de l'âme dans ce roman! ».

Toutefois, un pavé remet en question ce bilan plutôt positif. Il est lancé par Lucien Parizeau dans *La Patrie* du 7 novembre<sup>60</sup>. Sarcastique, ce dernier écrit :

M. Bernard a écrit, avec *Juana, mon aimée*, une de ses œuvres les plus lisibles. Son régionalisme y sent moins la bibliothèque que celui de ses autres ouvrages. [...] Les naïvetés y sont des perles que je n'ôterais pas si j'étais à la place de l'auteur. Ainsi je ne sais rien de plus gai que cette réflexion d'un « journaliste » sur l'argent, roi du monde : « Je n'avais jamais tant possédé de ce *vil métal* ». Y a une limite à tout, Harry.

Près d'un mois après sa sortie, le roman n'a reçu que les recensions présentées jusqu'à maintenant. Bernard a bien conscience que les critiques influents, à l'exception de Harvey, n'ont encore rien écrit à son sujet et qu'ils attendent de connaître quelle sera l'opinion dominante. Inquiet, il s'en ouvre non seulement à DesRochers<sup>61</sup>, mais également à Claude-Henri Grignon : « Les critiques vraies, hors Harvey, n'ont rien dit. On dirait que la plupart cherchent à prendre le vent<sup>62</sup>. »

<sup>58</sup> Le Liseur (pseudonyme de Donatien Frémont), « *Juana, mon aimée* par Harry Bernard », *La Liberté*, 4 novembre 1931, p. 3.

<sup>59</sup> Raphaëlle (pseudonyme), « *Juana, mon aimée*, roman par Harry Bernard », *L'Action populaire*, 5 novembre 1931.

<sup>60</sup> Lucien Parizeau, « Sur deux livres », *La Patrie*, 7 novembre 1931, p. 17.

<sup>61</sup> HB à AD, 6 novembre 1931, *Conversation poétique*, p. 233.

<sup>62</sup> HB à Claude-Henri Grignon, 16 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.

## Un premier point tournant : l'entrée en scène de Grignon

Suivant la recommandation de DesRochers, Bernard avait rendu visite à Grignon, à sa résidence de Sainte-Adèle, le 25 octobre<sup>63</sup>. Quelques semaines plus tard, Grignon lui témoigne, dans une lettre, toute son admiration pour *Juana* et l'informe qu'il publiera prochainement un article en ce sens<sup>64</sup>. Cette lettre éclaire bien le rôle que va jouer Grignon, alias Valdombre, dans le système des critiques relatives au roman.

Mon cher Bernard,

Je viens de lire votre *Juana* qui est une sacrée belle chose. Je dois vous dire tout de suite sans phrases et sans genuflexions que c'est à peu près la seule œuvre importante et réellement artistique que vous ayez écrite. Je sais ce que je dis. Votre roman il marche en maudit, et là où les critiques distraits et pince-sans-rire n'ont vu que *Juana* et ses courses folles dans les prairies; moi, sans me vanter j'ai vu autre chose que ça. Aussi ai-je écrit un article sacrément exalté à ce sujet que je viens d'envoyer à Asselin<sup>65</sup>. J'ose espérer qu'il le publiera tel quel, malgré la botte formidable que j'applique avec force à M. Jean Béraud de LA PRESSE et à de certains « retours d'Europe ». J'y suis allé de mon humeur coutumière; et j'y trouve des idées qui vont ébranler les vieilles colonnes de notre abrutissement national. J'ai lu cet article à Pelletier<sup>66</sup> qui l'a trouvé bien, et mieux peut-être. Il ne partageait pas d'abord

<sup>63</sup> HB à AD, 27 octobre 1931, *Conversation poétique*, p. 222. Nous sommes portés à croire qu'au cours de cette visite Bernard lui aurait remis un exemplaire de son roman.

<sup>64</sup> Claude Henri Grignon à HB, 12 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001. Ajoutons que le 16 novembre, Bernard l'informe, non sans arrière-pensée, que Dantin partage son enthousiasme (HB à Claude-Henri Grignon, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001).

<sup>65</sup> Olivar Asselin, rédacteur en chef du quotidien montréalais *Le Canada*, où Grignon publiera effectivement son article.

<sup>66</sup> Il s'agit ici d'Albert Pelletier, critique influent et redouté, et non de Georges Pelletier, rédacteur en chef du *Devoir*. Notaire de formation, il occupe le poste de registraire adjoint au Bureau d'enregistrement de la Ville de Montréal et collabore régulièrement à *La Revue moderne* et au quotidien *Le Canada*.

mes vues, mais l'article paraît l'avoir convaincu car j'apporte des preuves à l'appui de mon argumentation en votre faveur.

Votre Juana m'étonne d'abord par la couleur locale et cette couleur est fournie par votre style imagé, rapide quand même qui la sert si victorieusement. Votre Lucienne est un rêve, comme écriture, et la compagne de Lebeau. C'est très beau et presque parfait en plusieurs endroits. Surtout le dialogue qui suit le retour de Madame Lebeau. C'est épatant. Quel naturel! Je ne viens pas vous flatter, Bernard. C'est contre mes habitudes. Mais je profite de votre livre pour vider bien des querelles et des différends<sup>67</sup>. Il était temps. N'allez pas croire surtout que votre visite a pu agir sur moi et faire pencher ma plume par sympathie. Rien de ça. Je persiste à dire que c'est le premier roman réel et réellement écrit que vous avez écrit. Je dis même que c'est là le seul roman canayen, écrit par un Canayen. Pelletier n'a pas dit le contraire. J'attends les autres avec un fanal. Dans mon livre de critiques qui paraîtra au cours de l'hiver, je reproduirai (mais avec plus de citations) l'article que je viens d'adresser à M. Asselin qui se fera un plaisir et une justice de publier car il vous admire.

Vous n'êtes pas seulement un travailleur, vous êtes un créateur, et votre Juana est une sacrée belle fille, je vous le répète en vous tendant les mains,

Valdombre<sup>68</sup>.

Mentionnant à deux reprises la discussion qu'il a eue avec Pelletier, Grignon souligne de belle façon le rôle des propos informels entre certains critiques littéraires de l'époque. À son domicile rue Saint-Hubert, Pelletier invite<sup>69</sup> les DesRochers, Grignon et autres

<sup>67</sup> Grignon avait détesté les *Essais critiques* que Bernard avait publiés en 1929 et il ne s'était pas gêné pour le faire savoir dans une longue recension qu'il a reproduite dans son ouvrage *Ombres et clameurs*, Montréal, Albert Lévesque, 1933, p. 173-194 (voir le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/reception-critique-des-oeuvres-de-harry-bernard/essais-critiques/>] (20 mai 2015)).

<sup>68</sup> Claude Henri Grignon à HB, 12 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.

<sup>69</sup> Voir Saint-Jacques et Robert, *La vie littéraire au Québec*, p. 171-172.

pour s'entretenir de la valeur des œuvres littéraires du jour<sup>70</sup>. Non seulement Grignon et Pelletier ont-ils discuté du roman, mais la correspondance nous apprend que Pelletier et DesRochers, dès la fin d'octobre, en ont aussi débattu à leur tour : « Pelletier s'accorde à dire que ton *Juana* est ton meilleur livre, et de beaucoup, bien que la dédicace matamore le pique un peu au vif<sup>71</sup>. » Cela dit, on apprendra plus tard que Pelletier n'a pas beaucoup apprécié *Juana*. Les avis de DesRochers et de Grignon l'ont-ils incité à se taire provisoirement, lui qui pourtant s'était rapidement lancé dans la bataille en écorchant *La ferme des pins*, dans *La Revue moderne* dès janvier 1931 (le roman avait été mis en vente le 20 novembre<sup>72</sup>) et en faisant de même avec un autre roman de Bernard, *Dolorès*, sorti à la mi-novembre 1932, et qu'il égratigne à nouveau, six semaines plus tard<sup>73</sup> ?

Il ne faut donc pas négliger ces discussions de salon, ces débats privés qui, à l'instar de la correspondance, jouent le rôle de médiateur dans les jugements littéraires. Grignon en est d'ailleurs fort conscient et quand il réunit, en 1933, ses critiques sous le titre *Ombres et clameurs*, il mentionne qu'« on parle tant de M. Bernard dans les journaux, dans les revues, dans les salons, partout du premier janvier au trente-et-un décembre<sup>74</sup> ».

<sup>70</sup> Au sujet de la tenue de ces rencontres informelles, voir les lettres envoyées par AD à HB, les 21 avril 1930, 16 septembre 1930 et 5 février 1931, *Conversation poétique*, p. 99, 125 et 178.

<sup>71</sup> AD à HB, 27 octobre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, et *Conversation poétique*, p. 223. Cette dédicace que Pelletier a trouvée irritante se lit comme suit : « À toi Juana qui es et qui n'es pas qui aurais pu être et qui ne sera jamais. »

<sup>72</sup> Albert Pelletier, « *La ferme des pins* par M. Harry Bernard », *La Revue moderne*, 12<sup>e</sup> année, n° 3 (janvier 1931), p. 10, voir le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/reception-critique-des-oeuvres-de-harry-bernard/17950-2/>] (20 mai 2015).

<sup>73</sup> Albert Pelletier, « *Dolorès* d'Harry Bernard », *Le Canada*, 27 décembre 1932, p. 2, voir le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/reception-critique-des-oeuvres-de-harry-bernard/dolores/>] (20 mai 2015). Une autre preuve de ce silence est qu'il continue, pendant ce temps, à publier des comptes rendus sur d'autres ouvrages, comme ceux qui paraissent dans *Le Canada* du 4 et du 22 décembre 1931, et qui portent, respectivement, sur *Gloses critiques*, de Louis Dantin, et sur *Metropolitan Museum*, de Robert Choquette.

<sup>74</sup> Grignon, *Ombres et clameurs*, p. 174-175.

Sur un autre plan, la lettre de Grignon livre fidèlement le contenu de son compte rendu, qui paraît finalement à la une du *Canada* le 18 novembre. On y trouve une phrase qui contribuera au succès de *Juana* en librairie : « Voilà un grand livre moral, lequel par la crise économique terrible que nous traversons, devrait être dans toutes les maisons, devrait être lu autour de la table familiale, pour le plus grand bien des ouvriers et des cultivateurs<sup>75</sup>. »

À coup sûr, le sens du vent était donné. De ce jour jusqu'au prix David, ce sera le discours dominant<sup>76</sup> du système critique et ce n'est certes pas la remarque somme toute anodine d'Asselin, qui lui reproche d'avoir fait « plonger » les rats musqués, qui y changera quoi que ce soit<sup>77</sup>.

Profitant de la sortie de presse matinale du *Canada*, Parizeau réagit le jour même<sup>78</sup> à la critique que lui a subtilement adressée Grignon dans son compte rendu. En fait, non seulement Grignon y tenait des propos dithyrambiques sur *Juana*, mais il prenait la défense de l'œuvre en s'attaquant à ceux qui l'avaient critiquée. Et sa charge a eu de l'effet, puisque Parizeau met maintenant de l'eau dans son vin, tout en cherchant à ne pas perdre la face :

Que M. Bernard ait écrit, avec *Juana, mon aimée*, son meilleur roman, il ne se trouvera personne pour le nier ; et cet excellent Valdombre se bat contre des moulins quand il promène sa colère au nez des lecteurs. La sagesse lui conseillerait d'enfourcher, de

<sup>75</sup> Valdombre, « Le dernier roman de M. Harry Bernard, *Juana mon aimée* », *Le Canada*, 18 novembre 1931, p. 9. Mentionnons que sa recension sera reprise dans *La Survivance*, le 16 décembre 1931.

<sup>76</sup> Voir, à propos de l'importance du discours dominant dans la réception critique, Chartier, *L'émergence des classiques*, p. 29-31.

<sup>77</sup> Olivar Asselin, « À propos de rat musqué », *Le Canada*, 18 novembre 1931, p. 1. Selon Asselin, Bernard aurait fait une erreur en décrivant les rats musqués qui plongent dans l'eau, ce qui avait amené Grignon, piqué par cette remarque disgracieuse d'Asselin, à s'en enquérir auprès de Bernard (voir Claude-Henri Grignon à HB, 20 novembre 1931, et HB à Claude-Henri Grignon, 25 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001).

<sup>78</sup> Lucien Parizeau, « Une prière : à un critique sans pitié », *La Patrie*, 18 novembre 1931, p. 17.

temps en temps, l'âne de Panco. Il tempête, à tort, contre cette phrase que j'ai écrite (je sais qu'il s'adresse à votre serviteur) : « M. Bernard a écrit son œuvre la plus lisible ». Si mon ami n'avait point perdu le sens des mots il saurait peut-être que *lisible* n'est pas péjoratif. Je me soucie peu d'être français ; mais je voudrais encore moins emprunter à Cicéron ou aux chargés de publicité la manie des superlatifs. C'est rendre un mauvais service à M. Bernard que de l'inviter, même en esprit, à un concubinage gourmand avec les chefs-d'œuvre. Tout le monde qui sait lire félicitera l'auteur de *Juana* d'avoir écrit, non une œuvre excellente par la vérité de l'inspiration et la correction de la langue, mais un roman plus intéressant que tous les autres romans de notre littérature, à l'exception de la *Pension Leblanc*.

Dès le 20 novembre, Grignon réécrit à Bernard afin de lui souligner la belle publicité que ses échanges avec Parizeau ont provoquée. « Vous devez être heureux : la bataille est engagée autour de votre *Juana*, et ces coups de sabre et ces décharges de balles vont vous faire une publicité épatante<sup>79</sup>. » Conscient que Pelletier n'a encore rien publié, Grignon souhaite le voir entrer dans la bataille. « Tant mieux. C'est ce que je souhaite », ajoute-il, « et ne céderai pas d'un pouce<sup>80</sup>. » Mais Pelletier reste silencieux encore dix mois.

De son côté, Bernard s'active à promouvoir son œuvre. Au début de novembre, il inscrit son roman au prix d'Action intellectuelle. Le 4, il le soumet aux éditions Bernard Grasset afin de lancer une édition en France<sup>81</sup>. Mais, le 18 novembre, l'éditeur refuse : « Il est de règle stricte pour nous de ne jamais réimprimer un livre qui a déjà été mis en vente<sup>82</sup>. » Le même jour, il enregistre ses droits d'auteur à Ottawa. Deux jours plus tard, il reproduit de larges extraits de la recension

<sup>79</sup> Claude-Henri Grignon à HB, 20 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> HB à Bernard Grasset, 4 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.

<sup>82</sup> Pierre Tisne à HB, 18 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.



de Valdombre dans *Le Courrier*, avec en sous-titre « Une magnifique appréciation critique de Valdombre<sup>83</sup> ».

Ayant reçu de Joseph-Marie Melançon, alias Lucien Rainier, une lettre le félicitant de son roman *Juana*, malgré quelques tournures grammaticales incorrectes<sup>84</sup>, Bernard profite de l'occasion pour lui mentionner, le lendemain 23 novembre : « Cela ne me fâche pas qu'on m'indique mes fautes. Au contraire, j'essaie toujours de faire mon profit des critiques qui me sont adressées. Ainsi, dans les circonstances, je vous serais reconnaissant de bien me préciser ce que vous m'indiquez dans votre lettre<sup>85</sup>. » Même si le livre se vend bien<sup>86</sup>, Bernard n'envisage pas encore une réimpression, mais souhaite corriger ses erreurs « dans une autre édition, – si jamais, – ...<sup>87</sup> ». Le 26 novembre, Rainier lui transmet ses notes comportant une vingtaine de corrections et termine sa lettre avec humour par la phrase suivante : « ALLEZ EN PAIX ET NE PÉCHEZ PLUS<sup>88</sup>. » Et il faut attendre la réimpression du roman, le 25 mai 1932, pour constater que l'auteur a tenu compte de presque toutes les remarques de Rainier.

Grignon n'a pas terminé son travail de promotion de *Juana*. Sont-ce les conversations avec Pelletier ou le compte rendu fort mitigé,

<sup>83</sup> Cette deuxième version, qui n'avait pas besoin d'être expurgée de ses passages négatifs, est très semblable à la première.

<sup>84</sup> Joseph-Marie Melançon à HB, 22 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.

<sup>85</sup> HB à Joseph-Marie Melançon, 23 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds Sœur Marie-Henriette-de-Jésus, MSS17/03. C'est grâce aux transcriptions d'une partie de la correspondance de Melançon par sœur Marie-Henriette-de-Jésus que nous avons pris connaissance de cette lettre. Voir aussi sœur Marie-Henriette-de-Jésus, *Un ami intime de Nelligan, Lucien Rainier (abbé Joseph-Marie Melançon) : l'homme et l'œuvre*, Montréal, Éditions du Lévrier, 1966.

<sup>86</sup> Selon un communiqué publié par *Le Bien public* en 1947 à la suite d'une nouvelle édition de *Juana*, l'édition originale de 1931 se serait écoulée en deux mois, ce qui nous paraît bien exagéré (« *Juana, mon aimée* par Harry Bernard », 17 avril 1947, p. 5).

<sup>87</sup> HB à Joseph-Marie Melançon, 23 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds Sœur Marie-Henriette-de-Jésus, MSS17/03.

<sup>88</sup> Joseph-Marie Melançon à HB, 26 novembre 1931, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001.



paru dans la revue des étudiants de l'Université de Montréal, *Le Quartier latin*, à la fin de novembre, qui l'incitent à remonter aux barricades<sup>89</sup>? Nous l'ignorons. Empruntant un autre pseudonyme, Des Esseintes, il fait paraître, au début de janvier 1932, un autre long texte dithyrambique dans *La Revue populaire*, dans lequel il se cite lui-même en empruntant un passage à Valdombre : « *Juana mon aimée* est une envoûtante figure et elle ne déparerait point la galerie maintenant célèbre où domine *Maria Chapdelaine*<sup>90</sup>. » Bernard, bien évidemment, s'empresse de reproduire l'article le 8 janvier dans *Le Courrier*, sous le titre « Le beau succès de *Juana, mon aimée*<sup>91</sup> ».

Par la suite, au cours des premiers mois de 1932, paraissent au moins huit comptes rendus favorables. Les Hébert<sup>92</sup>, Bruchési<sup>93</sup>, Dantin<sup>94</sup>, Roy<sup>95</sup> et Thomas-Marie Lamarche<sup>96</sup> y ajoutent leur grain

<sup>89</sup> Vigilantia (pseudonyme), « *Juana, mon aimée* », *Le Quartier latin*, 26 novembre 1931, p. 6. En tout état de cause, ce n'est certainement pas le seul compte rendu négatif publié en novembre qui aurait pu l'inciter à reprendre du collier, car celui que signe Georges-Émile Marquis dans *Le Terroir* reste fort positif, tout comme celui que Frémont reprend et développe dans *La Liberté* du 28 novembre.

<sup>90</sup> Des Esseintes (pseudonyme de Claude-Henri Grignon), « *Juana, mon aimée*, roman par Harry Bernard », *La Revue populaire*, janvier 1932, p. 50.

<sup>91</sup> Des Esseintes, « Le beau succès de *Juana, mon aimée* », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 8 janvier 1932, p. 1.

<sup>92</sup> Maurice Hébert, « Au tournant romanesque de nos lettres », *Le Canada français*, vol. 19, n° 5 (janvier 1932), p. 371-383.

<sup>93</sup> Jean Bruchési, « Dans le monde des lettres : trois romans », *La Revue moderne*, 13<sup>e</sup> année, n° 4 (février 1932), p. 16-17. Bernard le remercie d'ailleurs de cette recension le 3 février (HB à Jean Bruchési, BANQ-VM, Fonds HB, MSS298/044/005).

<sup>94</sup> Louis Dantin (pseudonyme d'Eugène Seers), « *Juana, mon aimée*, roman de M. Harry Bernard », *L'Avenir du Nord*, 26 février 1932, p. 1 et 2.

<sup>95</sup> Camille Roy, « *Juana, mon aimée* », *L'Enseignement secondaire au Canada*, mars 1932, p. 456-463.

<sup>96</sup> Thomas-Marie Lamarche, « Harry Bernard : *Juana, mon aimée* », *Revue dominicaine*, février 1932, p. 124-125. On notera que le responsable de cette publication, son homonyme, le père Marc-Antonin Lamarche, s'est excusé auprès de Bernard de la parution tardive de cette recension, ce qui indique une certaine complicité entre eux (Marc-Antonin Lamarche à HB, 7 janvier 1932, BANQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/001).

de sel. Même Robert Rumilly y trouve quelques qualités<sup>97</sup>. Comme l'indique Dantin le 26 février :

Tout semble avoir été dit sur ce livre, et avec un accord qu'atteint rarement la critique. Quand on voit opiner du même bonnet M. Jean Bruchési et M. Claude Grignon, et des jugements identiques jaillir de cerveaux si divers, on peut se dire que la vérité objective est enfin sortie de son puits et s'est montrée splendidement nue<sup>98</sup>.

### En route vers le prix David

Tout en écrivant un nouveau roman, *Dolorès*, dont Séraphin Marion dira plus tard qu'elle est la sœur jumelle de *Juana*<sup>99</sup>, Bernard accumule les bonnes nouvelles. À la fin d'avril 1932, il remporte un prix d'Action intellectuelle dans la section littérature pour *Juana*<sup>100</sup>. C'est le sixième prix que lui décerne l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, et la somme versée de 100 \$ est une gracieuseté du journal *La Presse*. Sans doute espère-t-il remporter un prix David dont la date de clôture des mises en candidature est le 1<sup>er</sup> mai<sup>101</sup> et où sont inscrits, depuis janvier, ses deux derniers romans<sup>102</sup>.

Ayant épuisé son inventaire et devant le succès critique du roman, Lévesque décide, en mai, de lancer une nouvelle édition et imprime donc 1 000 autres exemplaires aux presses du *Courrier*. Si l'on en juge par le nombre de livres publiés cette année-là, le monde de l'édition québécoise, malgré la crise économique, ne se porte pas aussi

<sup>97</sup> Robert Rumilly, « La vie littéraire : *Juana, mon aimée* », *Le Petit Journal*, 7 février 1932, p. 4. Bernard avait été prévenu par Rumilly de la publication prochaine de cette recension dans une lettre du 17 janvier 1932 (Robert Rumilly à HB, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/047/011).

<sup>98</sup> Louis Dantin, « *Juana, mon aimée* : roman de M. Harry Bernard », *L'Avenir du Nord*, 26 février 1932, p. 1.

<sup>99</sup> Voir Séraphin Marion, « Deux nouveaux romans », *Revue de l'Université d'Ottawa*, avril-juin 1933, p. 229-244. Malgré le titre, Marion s'intéresse en fait dans ce compte rendu à trois livres, soit *Juana*, *Dolorès* et *Cap Blomidon*.

<sup>100</sup> « Les lauréats des prix d'Action intellectuelle », *Le Devoir*, 28 avril 1932.

<sup>101</sup> Albert Lévesque, « Le prix David (1930-31) », *Almanach de la langue française 1932*, Montréal, Albert Lévesque, 1932, p. 251.

<sup>102</sup> HB à Albert Lévesque, 15 janvier 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/046/014.

mal qu'on aurait pu le penser. Comme le soulignent Saint-Jacques et Robert, en ce qui a trait à la production littéraire, « les effets de la crise économique se font finalement sentir [...] après 1933<sup>103</sup> ». Non seulement on réédite le roman, mais Bernard, sans doute avec l'aval de Lévesque, autorise, à partir du mois de mai, sa reproduction intégrale dans *Mon Magazine*<sup>104</sup>. Toutefois, les difficultés financières de la revue interrompent le projet; le numéro de juillet, qui aurait dû contenir le dernier tiers du roman, ne sera jamais publié.

Le succès de *Juana* est tel que *La Presse*, peut-être informée de la mésaventure de *Mon Magazine*, demande à Bernard, le 14 juin<sup>105</sup>, son autorisation pour insérer *Juana* en feuilleton dans le quotidien. Compte tenu de la publicité ainsi apportée au roman, le journal estime inutile le versement d'une compensation financière.

Il nous souvient que MARIA CHAPDELAINE de Louis Hémon, provoqua un immense intérêt au Canada, du jour où *La Presse* le publia dans des conditions à peu près semblables à celles que je vous propose pour votre ouvrage. Bernard Grasset, propriétaire des droits d'auteur de MARIA CHAPDELAINE, consentit volontiers à nous laisser publier gratuitement le chef-d'œuvre de Louis Hémon, en considération de ce que lui vaudrait la publicité de *La Presse*.

Mécontent de l'offre, Bernard refuse la proposition : « Je proteste de toutes mes forces contre votre manière de faire, qui est une véritable exploitation de l'écrivain canadien<sup>106</sup>. » Selon lui, c'est une question

<sup>103</sup> Saint-Jacques et Robert, *La vie littéraire au Québec*, p. 221-222.

<sup>104</sup> Cela s'explique peut-être par le fait qu'un des artisans de cette revue est Jules-Ernest Larivière, critique littéraire et connaissance de longue date de Bernard. Comme Larivière l'écrivait lui-même en janvier 1931 à propos de *La ferme des pins*, « [j]e voudrais n'avoir que du bien à dire du nouveau roman de Bernard [...] parce que l'ami Harry est un brave maskoutain que j'ai connu bambin » (« *La ferme des pins* par Harry Bernard », *Mon Magazine*, p. 3; voir aussi le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/reception-critique-des-oeuvres-de-harry-bernard/17950-2/>] (20 mai 2015)).

<sup>105</sup> Oswald Mayrand à HB, 14 juin 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/002.

<sup>106</sup> HB à Oswald Mayrand, 22 juin 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/002.



de principe<sup>107</sup>, bien plus qu'une question d'argent, car il demande habituellement 25 \$ pour la publication en feuilleton d'une de ses œuvres<sup>108</sup>.

Tout en veillant de près au sort de *Juana*, Bernard milite activement dans la section française de l'Association des auteurs canadiens afin de promouvoir la vente de livres canadiens. En février, il a proposé à Jean Bruchési, président de l'Association, la tenue d'une campagne de presse en faveur de l'achat de livres de récompense canadiens par les commissions scolaires. L'objectif est d'exiger le respect intégral de la loi Choquette, adoptée en 1925, qui oblige, en principe, les commissions scolaires à consacrer la moitié de leur budget à l'achat de livres d'ici<sup>109</sup>. Cette loi, appliquée en partie, aurait eu, malgré tout, des effets déterminants sur le développement de l'institution littéraire québécoise<sup>110</sup>.

Avec l'appui de Bruchési<sup>111</sup>, Bernard lance cette campagne le 1<sup>er</sup> avril en publiant dans *Le Courrier* un premier éditorial consacré à cette question. En deux mois, il publie sur le sujet six articles en

<sup>107</sup> Finalement, ce n'est qu'un an plus tard que Bernard va consentir à faire paraître *Juana* sous forme de feuilleton. *Le Bien public* l'offrira à ses lecteurs du 23 mars au 8 juin 1933, officiellement après avoir versé 25 \$, alors que dans les faits Bernard avait exempté le journal de ce paiement.

<sup>108</sup> Comme il le précise à Clément Marchand du *Bien public* dans une lettre du 17 mars 1933. On pourra lire une bonne partie de la correspondance échangée entre Marchand et Bernard sur le site Web *Les écrits de Harry Bernard*, voir la lettre 16, [<http://harry-bernard.cegepmontpetit.ca/correspondance/la-correspondance-entre-harry-bernard-et-clement-marchand>] (19 mars 2016).

<sup>109</sup> HB à Jean Bruchési, 10 février 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/044/005. Bernard écrit : « Nous pourrions nous combiner, plusieurs journaux et revues, pour lancer le cri. Ce serait le temps, vu que les achats de livres de récompenses, dans les commissions scolaires, se font à partir d'avril. Si ce projet vous intéresse, je suis prêt à attacher le grelot. J'écris à DesRochers, Haines, Harvey, Barrette du *Droit*, etc., leur demandant de suivre. *La Revue moderne* se mettrait de la partie, et sans doute le *Populaire*, *Mon magazine*, etc. Il y aurait moyen, je crois, de faire un beau chahut. »

<sup>110</sup> Saint-Jacques et Robert, *La vie littéraire au Québec*, p. 234.

<sup>111</sup> Jean Bruchési à HB, 12 février 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/044/005. Tout en approuvant cette campagne, Bruchési lui demande de retarder quelque peu son lancement en raison d'un calendrier politique défavorable.



## Figure 1

Une publicité annonçant l'obtention du prix David  
parue dans *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*  
du 4 novembre 1932 au 27 janvier 1933



première page, dont trois éditoriaux. La campagne, à laquelle se joignent effectivement d'autres journaux, aura de nombreuses répercussions et de belles retombées, si l'on en croit Lévesque qui, dans une lettre circulaire, envoyée notamment à Bernard, indique que la démarche a permis à plusieurs livres canadiens d'atteindre une deuxième édition<sup>112</sup>.

### Un autre point tournant : l'intervention de Pelletier

Devant le concert de louanges adressées à *Juana*, Pelletier décide de retenir sa critique jusqu'au dévoilement des prix David le 19 septembre. Cette critique percutante, s'il en est une, paraît finalement trois jours après le dévoilement du nom des lauréats, dans *Le Bien*

<sup>112</sup> Albert Lévesque à HB, 13 juillet 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/044/005.

*public*. Un texte de présentation<sup>113</sup>, signé Clément Marchand, précède la recension.

La critique en général fut laudative pour ce dernier-né de M. Bernard. En raison, « Juana, mon aimée » est une réalisation. Cependant M. Albert Pelletier, auteur de *Carquois*, a sourcillé malicieusement avant de se découvrir. Il nous communiqua en août une magistrale analyse de « Juana » avec note de ne la publier qu'après l'attribution du Prix David. Ce qui prouve que toute idée de nuire est absente de lui. La présente critique s'avère sarcastique, violente mais « RAISONNABLE » par-dessus tout (Albert Pelletier a vécu dans l'Ouest canadien). De nos romanciers canadiens seul Harry Bernard, croyons-nous, est assez fort pour résister à de tels coups de bélier, sans cracher le sang<sup>114</sup>.

Dans ce texte sarcastique et dévastateur, Pelletier confirme, dès la première ligne, le rôle clé joué jusqu'alors par Grignon. Afin de rendre compte de l'ampleur et de la dureté de ses remarques – qui insistent longuement sur les invraisemblances des situations et des attitudes des personnages et sur la méconnaissance des plaines de l'Ouest canadien –, citons-en quelques extraits :

Quand Valdombre veut rendre un service, il a au moins assez de talent pour réussir. Le grelot qu'il attacha à Juana, « mon aimée » entraîna tout le troupeau de nos critiques de bergerie. [...] Tous [...] arrivent à Juana les yeux accrochés aux étoiles et le crâne éclatant d'admiration. C'est que ce grand lyrique, Valdombre, leur a insufflé l'extase ! Il les a tous hypnotisés !

[...]

La Saskatchewan [c']est [...] presque aussi loin que la lune, et voilà pourquoi Juana, mon aimée est un si beau roman. Malheureusement, je connais la Saskatchewan de ce temps-là.

<sup>113</sup> La présence de deux erreurs dans ce texte (le nombre de prix David remportés par Bernard et la date de parution de *Juana*) indique clairement que Bernard n'a pas été consulté sur cette démarche.

<sup>114</sup> Clément Marchand, « *Juana, mon aimée*, d'Harry Bernard : note de la rédaction », *Le Bien public*, 22 septembre 1932, p. 3.

[...] Juana perd beaucoup de son charme et me paraît un livre bien inférieur au précédent roman d'Harry Bernard, *La ferme des pins*.

[...]

[Bernard] déclare que tout le monde s'est trompé, que « la plaine est extrêmement diverse ». (Et il ne note même pas, la littérature gouvernementale n'en faisant pas mention, les rouges, hauts, bien visibles greniers des coopératives qui balisent partout les voies ferrées!) Mais il est encore plus fantaisiste. « Des lacs nombreux apparaissent, vert-bleu ou gris d'argent, dans le lointain... » Mon cher Bernard, ce ne sont pas des lacs que vous avez vus, c'est le mirage, phénomène bien remarquable dans la Prairie, dont vous ne dites pas un mot!

[...]

Je résume mes impressions. Harry Bernard possède un grand défaut d'observation et de style. Qu'il s'agisse de caractères, d'une intrigue, d'un milieu, il n'en aperçoit pas l'ensemble ni, c'est entendu, l'apparence artistique, l'effet total. De là ces invraisemblances des personnes et de leur histoire, ces généralisations ou ces morcellements, outrés jusqu'à la destruction de la vérité, des lieux où on les fait vivre. De là aussi cette maigreur générale du style. La sensibilité et l'imagination de l'auteur s'avèrent myopes. [...] De plus, parce qu'il ne voit que par alinéas ou par pages, il ne remarque pas que l'ensemble du récit manque de chaleur, que Raymond Chatel se montre vraiment trop à court de lyrisme. Défaut d'autant plus remarquable, pourtant, qu'il s'agit d'un roman d'amour, et que ce roman est écrit à la première personne<sup>115</sup>.

En taillant en pièces les arguments des partisans de *Juana*, obnubilés par le caractère exotique de la Saskatchewan, et en calculant bien sa sortie, Pelletier va rapidement imposer un nouveau point de vue qui, depuis, est resté sans appel. Ainsi, deux semaines plus tard, son article est repris intégralement dans *La Revue de Granby*, accompagné d'un titre plus qu'évocateur « Un mauvais quart d'heure

<sup>115</sup> Albert Pelletier, « *Juana, mon aimée* d'Harry Bernard », *Le Bien public*, 22 septembre 1932, p. 3 et 5.

pour *Juana, mon aimée*<sup>116</sup> ». Collaborateur régulier au *Canada*, Pelletier va également y publier sa critique de *Juana* à la fin de novembre<sup>117</sup>. Un nouveau discours dominant allait dorénavant s'installer.

Prévenu de sa parution, Bernard prend connaissance sans surprise de cette critique dévastatrice. En effet, Marchand, dans une lettre du 8 septembre, lui mentionne qu'il a tenté, en vain, de convaincre Pelletier de changer d'idée. « J'ai rendu visite à Pelletier. Il m'a lu sa critique sur *Juana*. Il n'est pas permis de lui ôter sa manière de voir. [...] Il a gardé sa copie. Il ne veut pas la publier avant l'attribution du prix David. Crainte de t'ôter des chances. Pouf! Je te ferai tenir une copie de cette critique avant de la publier, si toutefois je m'y décide<sup>118</sup>. »

On ne connaît pas la réaction de Bernard après l'intervention de Pelletier : la correspondance qu'il entretient avec DesRochers se fait plus rare à ce moment-là tandis que celle avec Marchand reste muette sur le sujet<sup>119</sup>. Une lettre de Harvey au début d'octobre, soit après la publication de la critique de Pelletier, n'y fait pas davantage allusion. Membre du jury du prix David, Harvey le félicite et lui fait une confidence intéressante au sujet des discussions qui se sont déroulées entre les membres du jury du prix David :

Mon cher ami,

Inutile de te dire que j'étais heureux de contribuer à te donner une récompense pour ton travail, surtout pour ton progrès.

La discussion a porté entre toi et Desrosiers (Nord-Sud). Il manquait à ce dernier ce que tu possèdes : l'action<sup>120</sup>.

<sup>116</sup> *La Revue de Granby*, 6 octobre 1932.

<sup>117</sup> *Le Canada*, 25 novembre 1932.

<sup>118</sup> Clément Marchand à HB, 8 septembre 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/002.

<sup>119</sup> « Tu me diras », écrit Marchand le 28 septembre, « ce que la critique d'Albert Pelletier t'a causé d'émotions » (Clément Marchand à HB, 28 septembre 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/046/020).

<sup>120</sup> Jean-Charles Harvey à HB, 5 octobre 1932, BAnQ-VM, Fonds HB, MSS298/011/002.

Le sort que connaîtra le roman par la suite est beaucoup moins reluisant. En effet, deux critiques paraissent en 1933. La première, de Parizeau, revient sur la recension de *Juana* faite par Grignon, que ce dernier a reproduite dans *Ombres et clameurs*. « Mais quelque admiration que j'éprouve pour le lyrisme impérieux de Grignon, quelques-uns de ses jugements critiques me dépassent. Son éloge de *Juana, mon aimée* serait une embarquée d'aveugle si ce n'était en vérité la poésie qu'un excessif a jetée dans un ouvrage médiocre dont les personnages vivent en automates, suivant un déterminisme arbitraire<sup>121</sup>. » L'autre, signée K.C.K., paraît en anglais dans *Books Abroad* et se contente de ce commentaire : « *too slight to be exciting*<sup>122</sup> ».

Que dire de Lévesque qui, en 1934, dénigre *Juana*? En présentant succinctement les romans de Bernard, dans son *Almanach de la langue française*, il fait maintenant sienne l'évaluation de Pelletier : « Avec ses deux derniers romans [*Juana* et *Dolorès*], il s'est essayé dans le roman psychologique. Mais là où il réussit le mieux, c'est dans la peinture de l'habitant canadien, et *La ferme des pins* est considéré à ce point de vue, comme son meilleur roman<sup>123</sup>. » Finalement, quand le roman est réédité en 1947, quelques autres recensions paraissent sans être très favorables<sup>124</sup>.



Il convient maintenant de tirer quelques observations du parcours du roman. Se confiant à Louis Dantin, DesRochers disait à propos de Bernard : « Il commence simplement à s'apercevoir que l'affaire du romancier, c'est de conter une histoire intéressante et non pas de

<sup>121</sup> Lucien Parizeau, « *Ombres et clameurs*, discours critiques de Claude-Henri Grignon », *Le Canada*, 18 mai 1933, p. 2.

<sup>122</sup> K.C.K., « Harry Bernard, *Juana mon aimée* », *Books Abroad*, vol. VII (1933), p. 58.

<sup>123</sup> Albert Lévesque, *Almanach de la langue française*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1934, p. 70.

<sup>124</sup> Voir, par exemple, Émile Bégin, « Notes de lecture : *Juana, mon aimée* », *L'Enseignement secondaire au Canada*, vol. 27, n° 2 (décembre 1947), p. 145-146; Berthelot Brunet, « Monsieur Harry Bernard et son androgyne », *Le Canada français*, 14 octobre 1947, p. 5.

faire le travail de vicaire<sup>125</sup>. » *Juana* marque assurément un point tournant dans la carrière du romancier, qui s'éloigne enfin des romans à thèse.

Le principal intérêt du roman réside peut-être dans sa narration au JE et le monologue intérieur, qui permet l'abandon du narrateur omniscient. En proposant cette structure narrative, encore peu connue au Canada français, Bernard donne un peu d'air au champ littéraire sclérosé par les romans didactiques. En ce sens, *Juana* marque une étape dans l'évolution de la littérature d'ici<sup>126</sup>. Sans qu'on puisse l'associer aux deux courants qui commencent à transformer le champ littéraire au début des années 1930<sup>127</sup>, soit les romans de la « jeune génération » publiés par Lévesque et le renouvellement régionaliste, *Juana* participe à sa manière à cette évolution.

Toutefois, force est d'admettre la place marginale consacrée à ce procédé narratif dans les recensions, de sorte que l'obtention du prix David ne lui en serait nullement redevable. En effet, plusieurs auteurs, les Parizeau, Lamarche, Frémont, Rumilly, n'en font même pas mention, et quand le sujet est abordé, ce n'est que fort brièvement, comme chez Pelletier. Si le procédé a déplu à Hains (« Ah cette manie de monologue intérieur, ce qu'elle peut être rosse parfois! »), et si Hébert demeure dubitatif en le décrivant comme une « technique moderne, mais réfléchie », il a plu à Grignon, qui le présente comme un procédé « que la plupart des romanciers modernes ont accepté ». Mal compris, le procédé en dérouta quelques-uns. Ainsi, Camille Roy hésite à croire que le récit soit purement fictif : c'est « une histoire qui ne lui est peut-être pas arrivée ».

Un roman n'est jamais l'œuvre d'une seule personne. Mentors et amis y participent plus ou moins discrètement et mettent l'épaula à la roue à des degrés divers. Alfred DesRochers a joué un rôle clé dans le succès de *Juana*, et cela à plus d'un titre. Non seulement

<sup>125</sup> Alfred DesRochers à Louis Dantin, 16 novembre 1931, *Émulation littéraire*, p. 385.

<sup>126</sup> Jean-Paul Lamy, « *Juana, mon aimée*, roman de Harry Bernard », dans Lemire (dir.), *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. II : 1900 à 1939, p. 615.

<sup>127</sup> Voir Saint-Jacques et Robert, *La vie littéraire au Québec*, p. 398-402.

commente-t-il à deux reprises le manuscrit, mais il est à l'origine de la visite décisive – et sans doute calculée – que fait Bernard à Grignon. C'est encore lui, sans doute, qui mentionne le nom de Rainier, avec qui il correspond assidûment depuis des années et dont il apprécie la sincérité des remarques<sup>128</sup>. Il a aussi défendu le roman dans les salons où Bernard brille par son absence. Ces salons sont, dans le domaine privé tout autant que la correspondance, des lieux où se développe la critique. Outre le poète de Sherbrooke, il faut mentionner l'intervention non mesurable de Claude Melançon et celle, limitée, de Groulx et de Frémont.

Comme le montre la correspondance de Bernard, le domaine privé du système critique reste indissociable des recensions publiées même si *Juana*, à l'instar des autres romans de cette époque, fait l'objet de nombreux comptes rendus signés par presque tous les principaux ténors de l'époque. À ce chapitre, retenons l'influence de Grignon, qui a insufflé une direction à la critique, comme il le fera d'ailleurs pour *Menaud, maître-draveur*<sup>129</sup>. Pendant dix mois, son point de vue s'impose comme le discours dominant sur l'œuvre au point peut-être de faire taire temporairement Pelletier.

On le sait, un prix David n'est pas nécessairement une garantie de passer à l'histoire, et *Juana* en constitue une belle preuve. Malgré ses qualités, son côté novateur et tous les efforts de Bernard pour faire connaître son roman, *Juana* a disparu des livres d'histoire littéraire. On peut penser que les raisons réelles de cette gloire éphémère sont à chercher du côté de l'intervention calculée et percutante de Pelletier. Reprise par deux journaux et incontestée par la suite, sa critique semble avoir joué un rôle décisif au point de devenir LE discours dominant sur l'œuvre. Comment « résister à de tels coups de bélier, sans cracher le sang », écrivait Marchand. Chartier mentionnait ceci à propos des œuvres qui sont parvenues à faire partie de

<sup>128</sup> Commentaire personnel que nous a livré Richard Giguère lors d'une conversation téléphonique le 5 janvier 2015.

<sup>129</sup> Chartier, *L'émergence des classiques*, p. 119.

l'histoire littéraire : « Souvent, un phénomène particulier, parfois un seul texte [...] détermine l'organisation du système de réception et favorise ou empêche la synthèse des opinions énoncées sur l'œuvre<sup>130</sup>. » Pelletier, non sans raison, aurait beaucoup contribué à écarter *Juana* des œuvres marquantes des années 1930. Il n'y a qu'à comparer les jugements portés sur l'œuvre avant et après son intervention pour s'en convaincre.

En résumant les années 1919 à 1933, Denis Saint-Jacques et Lucie Robert, dans leur ouvrage consacré à la vie littéraire, laissent le lecteur sur ces mots, qui nous permettent de prendre un peu de recul :

Ces années d'après-guerre apparaissent au Canada français comme un moment décisif dans la spécification nationale étendue du champ littéraire. Cette évolution se réalise en une difficile conjonction avec le mouvement qui y fit reconnaître la voix individuelle des créateurs, celui de l'autonomisation littéraire proprement dite. Enfin, une telle confrontation se livre sur le marché littéraire, lui-même en voie de se définir comme un secteur relativement distinct. Trois acteurs illustrent cette intrication des champs, Groulx, l'idéologue, Dantin, l'esthète et Lévesque, l'éditeur : le nationaliste, l'individualiste et le marchand. Le nationaliste emploie d'abord le marchand pour assurer la diffusion de son idéologie, mais celui-ci, cherchant à diversifier sa production, en vient à offrir à l'individualiste et aux siens un lieu de publication. En bref, Lévesque, éditeur de Groulx, assure la fortune de Dantin, l'opposant de Groulx<sup>131</sup>.

Ces trois courants, qui traversent l'institution littéraire, ont assurément été personnifiés par Bernard. Ainsi, après avoir prêté sa plume à une littérature au service de la nation en récoltant deux prix David, il fait entendre avec *Juana* une voix novatrice qui séduit plusieurs critiques, tout en se montrant parallèlement préoccupé par la diffusion du livre canadien, comme le prouve sa lutte intéressée

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>131</sup> Saint-Jacques et Robert, *La vie littéraire au Québec*, p. 519-520.

en faveur des livres de récompense. Somme toute, le travailleur méthodique que fut Harry Bernard était de son temps.

Mais pour passer à l'histoire, peut-être aurait-il fallu qu'il ne soit pas de son temps! Non seulement ce roman a été effacé de l'histoire littéraire, mais c'est toute son œuvre, inscrite dans quatre champs de l'histoire culturelle, qui a subi le même sort. En effet, outre le romancier, il y a le naturaliste Bernard qui a rédigé de nombreux articles sur la faune et la flore, sans compter ce bel essai de vulgarisation scientifique que constitua l'*ABC du petit naturaliste canadien*. Parallèlement, en tant que critique littéraire, il a fait paraître, sous le nom de plume de l'Illettré, plus de 1 500 critiques en une trentaine d'années. Que dire maintenant du journaliste et du rédacteur en chef qui, en un demi-siècle, a publié plus de 2 000 éditoriaux, a été membre fondateur de l'Association des hebdomadaires en 1932 et, en 1933, le premier rédacteur en chef de *L'Action nationale*? Les motifs de son effacement de la mémoire collective, qu'il faudra peut-être chercher ailleurs que dans la seule institution littéraire, demeurent encore obscurs et constituent certainement un défi à relever.



# Du spirituel dans la littérature québécoise et dans l'anticléricalisme en particulier<sup>1</sup>

Vincent Lambert  
Université McGill

Ils disent que nous nions Dieu  
Alors que nous ne cherchons que Dieu  
Que Lui seul Lui.  
ALAIN GRANDBOIS<sup>2</sup>

Quel dur pays pour les mystiques!  
VICTOR-LÉVY BEAULIEU<sup>3</sup>

## Résumé

Cette étude explore les relations possibles entre l'anticléricalisme et le mysticisme dans l'histoire littéraire et intellectuelle du Québec, de 1860 à 1960, à partir d'une affirmation d'Hubert Aquin : « Combattre le clergé ne peut se faire, même inconsciemment, qu'au nom du Dieu qu'il trahit. » Après avoir retracé, chez Jean-Charles Harvey, Jean Le Moyne et quelques autres, la nécessité d'établir une distinction entre Dieu, la religion et le clergé, l'auteur examine une

<sup>1</sup> Cette étude couvre plus d'un siècle de variations sur ce thème, de 1860 à 1960. Une seconde section portera sur la Révolution tranquille, le féminisme et les prolongements contemporains.

<sup>2</sup> Alain Grandbois, *L'étoile pourpre*, Montréal, Les Éditions de l'Hexagone, 1957, p. 24.

<sup>3</sup> Victor-Lévy Beaulieu, *La grande tribu*, Montréal, Éditions du Boréal, coll. « Boréal compact », 2011, p. 269.

constante en vertu de laquelle le rejet du clergé, d'Arthur Buies à Paul-Émile Borduas et André Langevin, est motivé par la possibilité d'une spiritualité hors de l'Église, cherchant à surmonter le dualisme de l'éternel et du temporel qui fondait la religion cléricale.

### ***Abstract***

*This study explores the relationship, from 1860 to 1960, between anticlericalism and mysticism in Quebec's literary and intellectual history. Its starting point is Hubert Aquin's surprising statement that "To struggle against the clergy, even unconsciously, is to do so in the name of a god who has been betrayed." After exploring, in the work of Jean-Charles Harvey, Jean Le Moyne, and some others, the importance of distinguishing between God, religion, and the clergy, the article examines a premise of anticlerical writing, from Arthur Buies to Paul-Émile Borduas and André Langevin, which assumes that spirituality can exist outside of the Church. In this, anticlericals sought to transcend the eternal dualism between the eternal and the temporal which underpinned clericalism.*

En avril 1961, le Mouvement laïque de langue française tenait sa première réunion, la revue *Liberté* publiait un premier numéro sur la laïcité, et Hubert Aquin avait, de l'anticléricalisme, une vision radicalement nuancée : « Combattre le clergé ne peut se faire, même inconsciemment, qu'au nom du Dieu qu'il trahit<sup>4</sup>. » Comment résister à la tentation de vérifier si cette idée intempestive, d'après laquelle toute critique du clergé suppose une contrepartie sinon un fondement spirituel, peut s'appliquer à la « tradition » anticléricale en littérature québécoise ? À quel point les grands anticléricaux étaient-ils, de nuit, des explorateurs de l'absolu ? Si Aquin a tort, alors Pierre Vadeboncoeur a raison : « C'est un fait que, dans cette société ostensiblement catholique, presque personne, ayant perdu Dieu, ne

<sup>4</sup> Hubert Aquin, « Qui mange du curé en meurt », *Liberté*, vol. 3, n° 15-16 (avril-mai 1961), p. 618.

s'est remis à le chercher<sup>5</sup>. » En fait, nous verrons qu'Àquin a déjà une longueur d'avance puisque Vadeboncœur lui-même déplorait cette quête abandonnée. Il pensait d'ailleurs qu'elle n'avait jamais vraiment commencé, d'où un autre paradoxe : « L'expérience religieuse nous a liés sans que nous la traversions<sup>6</sup>... » La réalité des textes suggère plutôt que pour la traverser, pour la vivre, cette grande expérience, la religion cléricale n'était peut-être pas la voie suprême qu'elle prétendait être. Disons même qu'elle nous invitait, malgré elle, à prendre le chemin contraire.

On sait qu'Arthur Buies – cent ans plus tôt – se moquait quotidiennement du clergé et de ses journaux quitte à « mourir d'indigestion sacrée<sup>7</sup> », consterné devant tant d'opulence chez les promoteurs de l'abnégation. La théâtralité des cérémonies religieuses nous a donné les moments les plus enlevants de *La Lanterne*, ce journal pamphlétaire qu'il écrivait à lui seul, près d'un millier de pages enregistrant les « sottises et les ridicules de la presse dévote, assez nombreux pour l'occuper longtemps avec toutes les variétés désirables<sup>8</sup> ». Avec Buies, Louis-Antoine Dessaulles et Louis Fréchette (moins le poète que le polémiste) furent les premiers maillons d'une assez longue et courageuse lignée anticléricale au Québec. La critique moderne a réanimé ces insurgés du passé, précurseurs d'une laïcisation qui se répandrait dans les ministères et les mœurs. En signant *Refus global* en 1948, Paul-Émile Borduas avait payé le prix de son attaque contre les « grands maîtres des méthodes obscurantistes<sup>9</sup> », et sa désobéissance allait le porter aux nues quelques années plus tard. Si la Révolution

<sup>5</sup> Pierre Vadeboncœur, *La ligne du risque*, Montréal, Éditions HMH, [1963] 1969, p. 171.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 167. Le constat de Vadeboncœur est repris par Mathieu Bélisle dans un essai récent sur la tradition religieuse au Québec : « La religion prosaïque », *L'Inconvénient*, n° 59 (hiver 2014-2015), p. 16-22.

<sup>7</sup> Arthur Buies, *La Lanterne*, édition de la Bibliothèque électronique du Québec, coll. « Littérature québécoise », vol. 151, p. 555, [En ligne], [<http://beq.ebooksgratuits.com/pdf/Buies-lanterne.pdf>].

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>9</sup> Paul-Émile Borduas, *Refus global et autres écrits*, édition préparée et présentée par André-G. Bourassa et Gilles Lapointe, Montréal, Typo, 1997, p. 66.

tranquille était un personnage de roman, on l'imagine facilement en Julie de la Trinité, l'héroïne des *Enfants du sabbat* d'Anne Hébert, sorcière déguisée en couventine qui prend plaisir à tondre une communauté d'agneaux « liés par les promesses et les interdictions [...], tenus par la crainte du péché et la peur de l'enfer<sup>10</sup> ». Tout cela semble assez juste et plutôt convenu, et nous pourrions remonter à *Marie Calumet* de Rodolphe Girard, dépouiller *Le Jour* de Jean-Charles Harvey, citer des passages d'*Au pied de la pente douce* de Roger Lemelin (une « quête grasse apaise la colère de Dieu<sup>11</sup> », dit le père Folbèche aux fidèles) ou du *Libraire* de Gérard Bessette, ou rappeler le célèbre blasphème des *Fées ont soif*: « Au nom de la queue, du père et du fils<sup>12</sup>. » Voilà des œuvres qui ont longtemps nourri les histoires émancipatrices de l'imaginaire québécois, affirmant la liberté de vivre contre la mortification et l'immobilisme. Dans son *Manuel de la petite littérature du Québec*, Victor-Lévy Beaulieu a répertorié « tout ce que nous avons eu de misérable, de taré, de maladivement naïf », à commencer par ces « valeurs tellement arbitraires parce qu'imposées d'en haut, dans une manière de grand lessivage des cerveaux<sup>13</sup> ». S'il n'y a « que le choix de la sainteté ou de la folie<sup>14</sup> », écrivait-il, il faut croire que cette sainteté-là avait sombré, qu'elle s'était égarée dans ses images édifiantes, dans une *sanité* obnubilée. Oui, sans doute, si nous pouvions voir de nos propres yeux de quelle Bonne Nouvelle il en retourne, à quelle réalisation convient l'Écriture, les gourous, les chamans de toutes les traditions, on peut penser que ces croyances et consignes enracinées dans l'arrière-pays mental du Québec apparaîtraient comme du religieux qui nous trompait.

<sup>10</sup> Anne Hébert, *Les enfants du sabbat*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 175.

<sup>11</sup> Roger Lemelin, *Au pied de la pente douce*, Montréal, Éditions de l'Arbre, 1944, p. 93.

<sup>12</sup> Denise Boucher, *Les fées ont soif*, Montréal, Éditions Intermède, 1978, p. 92.

<sup>13</sup> Victor-Lévy Beaulieu, *Manuel de la petite littérature du Québec*, Montréal, Éditions de l'Aurore, 1974, p. 18.

<sup>14</sup> Victor-Lévy Beaulieu, « La tentation de la sainteté », dans *Entre la sainteté et le terrorisme*, Montréal, VLB éditeur, 1984, p. 146.

Cette histoire en accéléré de l'anticléricisme, le plus étonnant, c'est qu'elle n'ait jamais été écrite. On a beaucoup parlé de l'audace de quelques têtes fortes, mais assez peu écrit sur ce qui distingue leurs motivations, sur leur possible convergence. Nous abordons ici un véritable lieu commun au point qu'il pourrait sembler inutile d'y revenir, et pourtant, dans les faits, la question de l'anticléricisme a vite été délaissée après les études de Claude Racine sur *L'anticléricisme dans le roman québécois (1940-1965)* et le travail de Philippe Sylvain et de quelques autres sur l'anticléricisme des Rouges, auquel ont donné suite Yvan Lamonde dans sa biographie de Louis-Antoine Dessaulles et Guillaume Durou<sup>15</sup> dans un mémoire. Les historiens révisionnistes ont largement fait cas des anticléricaux pour montrer l'importance de courants et d'espaces laïques avant la Révolution tranquille, fissurant le prétendu monolithisme religieux qui fut longtemps l'échine inflexible de la Grande Noirceur. Sans rompre avec cet important travail de relativisation, des travaux récents – pensons à *Mémoire d'y croire* de Cécile Vanderpelen-Diagre, aux *Origines catholiques de la Révolution tranquille* de Michael Gauvreau ou à *L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille* de E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren – l'ont cependant relativisé lui-même en retraçant une rupture de l'intérieur, de plus en plus nette à partir des années 1950, entre le clergé et des intellectuels et écrivains d'inspiration chrétienne pour qui « le message évangélique est décléricalisé et devient une question personnelle<sup>16</sup> ». De ce dernier point de vue, la remise en question du clergé serait surtout le fait d'écrivains et d'intellectuels animés par l'esprit charitable et militant du personnalisme chrétien, de sorte que la Révolution tranquille serait née d'un esprit religieux dont elle allait se dissocier : « Est-il

<sup>15</sup> Guillaume Durou, *Le pourpre et le rouge : l'anticléricisme canadien-français au XIX<sup>e</sup> siècle*, mémoire de maîtrise (sociologie), Québec, Université Laval, 2011.

<sup>16</sup> Cécile Vanderpelen-Diagre, *Mémoire d'y croire : le monde catholique et la littérature au Québec (1920-1960)*, Québec, Éditions Nota bene, 2007, p. 106.



possible que ce qui ait retardé l'entrée du Québec dans la modernité soit ce qui, d'un même souffle, l'y ait poussé<sup>17</sup>? »

L'audace de cette hypothèse, qui envisage le rapport du Québec moderne au Canada français sous l'angle de la continuité, est de rétablir un lien de cette nature-là, un héritage religieux, vieux père absent qui viendrait réclamer sa paternité. Mais au-delà du malaise qu'elle peut provoquer, doit-on vraiment s'étonner si de nombreux « grands artisans » de la Révolution tranquille furent aussi des croyants, et s'ils ne voyaient pas de contradiction entre leurs convictions religieuses et leur engagement concret dans la communauté? Pour Meunier et Warren, « dans une culture où les mœurs et les institutions étaient normées par le clergé, la révolte ne pouvait, dans un premier temps, que provenir de l'intérieur même de cette référence totalisante que représentait le catholicisme<sup>18</sup> ». C'est dire que le catholicisme aurait été, pendant des décennies, une mythologie si prégnante qu'elle supportait les deux côtés de la dialectique, jouant à la fois le rôle de l'orthodoxe et de l'hérétique. Il n'y aurait longtemps eu que l'appel d'une religion plus authentique pour détrôner une religion corrompue, que Dieu pour remplacer Dieu, peut-on croire. Cela peut sembler difficile à imaginer, mais rappelons que cette « sortie pour ainsi dire religieuse de la religion<sup>19</sup> » n'est évidemment pas unique au Québec. Elle s'applique à la formation même des traditions religieuses – qui tendent à perdre de vue leur vocation, à trahir leurs principes à trop vouloir les imposer, et sont donc continuellement en train de se réapprendre –, mais aussi, au moins depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, aux rapports assez ambivalents des écrivains au sacré. Loin de s'en être désintéressés, ils n'ont cessé de tronquer ses conduits officiels pour le réanimer sous d'autres formes<sup>20</sup>.

<sup>17</sup> E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2002, p. 31.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>20</sup> On lira, à ce sujet, la brillante thèse de Guillaume Asselin, *Entropologiques métamorphoses du sacré dans la littérature contemporaine*, Montréal, Université du



Peut-on en dire autant de nos grands écrivains anticléricaux ? Il paraît difficile de trancher : si les polémistes du XIX<sup>e</sup> siècle étaient assurément chrétiens, les romanciers des années 1940 et 1950, ou encore les Automatistes, sont déjà plus difficiles à situer. La radioscopie de Claude Racine montre bien que, dans les romans de Lemelin, de Bessette et d'autres, la dénonciation ironique et parfois violente de ce « pays de miracles<sup>21</sup> », de cette « théocratie toute puissante, et tout-assurée de sa Vérité<sup>22</sup> » n'implique pas nécessairement une spiritualité de rechange, sinon justement dans le rétablissement d'une vérité – comme ce prêtre du *Feu dans l'amiante* qui avoue sa faute : « J'ai péché contre le peuple dont le Seigneur m'a confié la garde des âmes. J'ai péché par orgueil. J'ai voulu les soumettre à mon autorité, me croyant le divin maître<sup>23</sup>. » Que reprochent ces romans au clergé ? Essentiellement, une doctrine, des actions qui supposent une confusion de ce qu'on appelait, suivant Thomas d'Aquin, le temporel et l'éternel. Et qu'on peut résumer en trois aspects : le contrôle exercé par l'Église sur les institutions et les mœurs, autrement dit « l'envahissement du domaine temporel par le pouvoir hiérarchique<sup>24</sup> » ; le culte de la pureté spirituelle, les joies terrestres étant jugées avec une telle intransigeance que « dans la province de Québec celui des péchés qui surpasse tous les autres en horreur et en punition est celui de la chair<sup>25</sup> » ; enfin, le domaine de Dieu devenu l'apanage du clergé, sa réduction à une fonction judiciaire et une valeur marchande, police montée de l'âme ou « police d'assurance pour l'éternité<sup>26</sup> ». Le clergé aurait donc dénaturé non seulement l'État et les rapports sociaux, le corps et l'univers sensible, mais aussi le rapport même à la trans-

---

Québec à Montréal, 2008. Également, de Pierre Ouellet, *Sacrification : sacralisation et profanation dans l'art et la littérature*, Montréal, VLB éditeur, 2012.

<sup>21</sup> Lemelin, *Au pied de la pente douce*, p. 178.

<sup>22</sup> Gérard Bessette, cité dans Claude Racine, *L'anticléricalisme dans le roman québécois (1940-1965)*, Montréal, Éditions HMH, 1972, p. 40.

<sup>23</sup> Jean-Jules Richard, cité dans *Ibid.*, p. 34.

<sup>24</sup> Maurice Blain, cité dans *Ibid.*, p. 14.

<sup>25</sup> Yves Thériault, cité dans *Ibid.*, p. 97.

<sup>26</sup> François Hertel, cité dans *Ibid.*, p. 114.

condance, monopolisant le christianisme en plus d'éclipser toute autre forme du religieux. La religion qu'il propageait semble, à la fois, trop matérialiste et trop éthérée, fermée au ciel à force de s'arroger un pouvoir terrestre, fermée à la terre à force de la dénigrer au nom du ciel, avec pour résultat ce monde ultrareligieux et pourtant dénué de spiritualité, cette pauvre imitation de la religion que décrit, parmi d'autres, Pierre Vadeboncoeur dans *Cité libre*. Là où régnait le faste religieux, l'obédience inconditionnelle, l'anticléricalisme aurait découvert une religion de façade, obstruant Dieu plus qu'elle ne le véhicule. Alors, évidemment, dans un monde où l'on distinguait mal le sacré du profane, puisque l'Église aurait intimidé ses fidèles pour mieux répondre à leurs aspirations, on peut croire que certains croyants et chercheurs d'absolu aient pu substituer une mystique alternative à cette « mysticité de commérage<sup>27</sup> ». Il faudrait alors envisager que cette véritable tradition spirituelle qui manquerait à l'histoire du Québec se soit largement constituée contre l'autorité du clergé.

Cependant, s'il est plutôt facile d'imaginer une suite d'écrivains et d'intellectuels canadiens-français accusant le clergé d'hypocrisie et d'irréalité, on voit mal comment d'autres voies spirituelles pouvaient naître dans un univers où les prêtres insufflaient dès l'enfance un cortège d'images et de vérités indubitables, comment des brèches pouvaient s'ouvrir dans ce tracé rectiligne et égarer les fidèles dans les spirales d'une autre voie. Aux maîtres assignés, à l'église et au couvent, aux chapelets mille fois récités, à la division de l'éternel et du temporel, qu'opposaient-ils donc ?

Ils s'entendaient, en tout cas, sur une dissociation capitale. La foi des anticléricaux s'appuie, en effet, sur une distinction qu'il a souvent fallu rappeler au fil du temps, entre le divin et la religion, entre la religion et le clergé. « La religion est ici hors de cause<sup>28</sup> », commence la préface de Joseph Doutre aux *Ruines cléricales* d'Aristide Filiatreault

<sup>27</sup> Lemelin, *Au pied de la pente douce*, p. 114.

<sup>28</sup> Joseph Doutre, « Préface », dans [Aristide Filiatreault], *Ruines cléricales*, Montréal, Aristide Filiatreault éditeur, 1893, p. 5.

(journaliste et imprimeur bien connu des censeurs cléricaux) avant de s'en prendre aux « commerçants de religion<sup>29</sup> » : « Nous sommes de cette religion de paix qui n'invoque pas le pouvoir civil pour opprimer, mais pour protéger contre l'oppression<sup>30</sup>. » En témoigne aussi Jean-Charles Harvey, l'auteur des *Demi-civilisés*, roman qui lui valut d'être congédié par *Le Soleil*, dans une importante conférence de 1945 intitulée « La peur » : « Cet hommage que je rends à l'esprit de religion, je refuse de le rendre au cléricisme, qui est le contraire de l'esprit de religion<sup>31</sup>. » D'après Jean Le Moynes, il semble que « manger du curé » (expression fameuse au XIX<sup>e</sup> siècle et jusque dans les années 1960) était en vogue dans les années 1950, et pour une raison similaire : « L'anticléricalisme populaire est d'autant plus violent qu'il est croyant<sup>32</sup>. » Par la suite, quand on commença à chercher les causes de l'aliénation nationale, l'héritage catholique fut immédiatement montré du doigt. Hubert Aquin ne se gênait pas pour recracher « l'eau bénite qui coule, depuis deux siècles, dans nos veines de conquis<sup>33</sup> ». Mais alors que l'anticléricalisme devenait une affaire courante, relayé par un mouvement de laïcisation<sup>34</sup> animé par Jacques Godbout, Maurice Blain et quelques autres, un petit rappel de la valeur spirituelle de l'hérésie semblait justifié. Invoquant Jésus et Luther, Aquin signale que « la crise anticléricale, dans ces deux cas illustres, a été créatrice et a donné naissance à une expérience religieuse nouvelle<sup>35</sup> ». Réjean Ducharme n'écrit pas autre chose dans *Les enfantômes* : « Les hérésies

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>31</sup> Jean-Charles Harvey, *La peur*, préface d'Yves Lavertu, Montréal, Éditions du Boréal, coll. « Boréal compact », 2005, p. 57.

<sup>32</sup> Jean Le Moynes, « L'atmosphère religieuse au Canada français » [1951], dans *Convergences*, Montréal, Éditions HMH, [1961] 1969, p. 51.

<sup>33</sup> Hubert Aquin, *Blocs erratiques : textes (1948-1977)*, Montréal, Les Quinze éditeur, 1982, p. 151.

<sup>34</sup> Voir le mémoire de maîtrise de Nicolas Tessier, *Le Mouvement laïque de langue française : laïcité et identité québécoise dans les années 1960*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2008.

<sup>35</sup> Aquin, « Qui mange du curé en meurt », p. 618.

sont souvent les formes vivantes d'une religion<sup>36</sup> »; pensons aussi à Maître Eckhart, Giordano Bruno et au long procès de l'Homme-Dieu ou, encore, au Bouddha historique, Siddharta Gautama, l'un des nombreux mystiques errants qui opposaient à l'intégrisme des prêtres védiques une spiritualité empirique.

Qu'on soit clerc ou anticlérical, le risque, pour Aquin, est d'ignorer que la « religion n'est pas seulement une affaire de preuve, ni de dogme, ni de rite, ni de morale; c'est d'abord une expérience<sup>37</sup> ». Cette prédilection était le contrepois d'une institution religieuse qui, pour citer le directeur de *La Relève*, avait longtemps encouragé une « littérature moralisatrice » laissant dans l'ombre, avec le problème du mal, la « mystique chrétienne<sup>38</sup> ». « On ne nous a pas montré à voir, ni Dieu, ni rien : rien de réel », écrit Vadeboncœur, « mais surtout l'impératif de la croyance; de sorte que notre foi fut sans le support de la vision, et que le réel, dans notre conscience, ne lui correspondit pas<sup>39</sup>. » Pour simplifier, à trop se contenter d'un « simulacre de foi », ce peuple avait « désappris le sens de l'absolu<sup>40</sup> ». Le dogme clérical aurait donc entravé la fonction même du religieux – relier absolument – en niant qu'une révélation terrestre fût possible : « Vous avez imaginé d'être des chrétiens pour lesquels le surnaturel existe comme une valeur ajoutée, non intégrée à la vie<sup>41</sup> », écrit François Hertel (alors qu'il vient d'être ordonné prêtre), avec pour résultat la propagation d'une foi restreinte à l'observance, sans consentement à l'inconnu ou mystère à scruter. Le curé de *La fin des songes* de Robert Élie est engoncé dans l'habitude : « Il absout à la journée longue depuis trente ans; rien ne l'étonne et il renvoie ses

<sup>36</sup> Réjean Ducharme, *Les enfantômes*, Paris, Éditions Gallimard, 1976, p. 109.

<sup>37</sup> Aquin, « Qui mange du curé en meurt », p. 622.

<sup>38</sup> Robert Charbonneau, « La grandeur dans la littérature », *Culture*, vol. 8 (1947), p. 5.

<sup>39</sup> Vadeboncœur, *La ligne du risque*, p. 44.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>41</sup> François Hertel, *Mondes chimériques*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1940, p. 69.

pénitents ordinaires avec un joli mot pour les anges<sup>42</sup>. » Banalisée de la sorte, cette vocation confortable échoue à « répondre à la sommation de la vie<sup>43</sup> », qui ne demande pas d'apprendre « à compter nos péchés, à mesurer nos chances de survivance, mais [...] à vivre en acceptant les risques de la liberté<sup>44</sup> ». Le prêtre n'est alors d'aucun secours à Marcel, le héros torturé du roman, comme à tous ceux qui cherchent « l'au-delà » au cœur intime de l'existence, engagés dans une aventure de la fidélité prenant moins la forme d'une obéissance aveugle que d'un affranchissement sans fin. À la paix sociale qu'assure l'Église, au modèle de la brebis égarée, ils opposent une autonomie foncière : « L'anticlérical veut être seul avec Dieu<sup>45</sup>. »

Les écrivains qui refusaient le plus radicalement la religion (ou ce qui en tenait lieu) étaient-ils donc de grands spirituels? Je ne prétendrai pas unilatéralement que tous les anticléricaux cherchaient d'autres voies d'accès au *mysterium tremendum*, mais il serait impensable d'écrire une histoire de l'anticléricalisme sans considérer sa doublure spirituelle, sans voir que son indignation visait moins le sacré lui-même que son travestissement, sa limitation. Nombreux furent attirés, requis, par ce que le dogme clérical ne pouvait admettre, et qui ne pouvait être exclu du « divin » tel qu'ils le concevaient, mais aussi tel qu'ils l'ont éprouvé, reconnu.

L'une des tendances fortes de l'anticléricalisme a été de confronter l'Église sur son propre terrain, en montrant à quel point elle peut en arriver à trahir sa vocation. C'était déjà le raisonnement, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'auteur du *Discours sur la tolérance*, le premier ouvrage canadien mis à l'Index par le tribunal de l'Inquisition, à Rome. Louis-Antoine Dessaulles, à la fois « déiste et anticlérical<sup>46</sup> »

<sup>42</sup> Robert Élie, *La fin des songes*, Montréal, Beauchemin, 1950, p. 43-44.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 256.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 203.

<sup>45</sup> Aquin, « Qui mange du curé en meurt », p. 619.

<sup>46</sup> Yvan Lamonde, « Introduction », dans Louis-Antoine Dessaulles, *Écrits*, édition critique par Yvan Lamonde, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, coll. « Bibliothèque du Nouveau Monde », 1994, p. 307.



selon son biographe, doutait de la « justice divine » professée par les ultramontains rassemblés autour de M<sup>gr</sup> Ignace Bourget, l'évêque de Montréal. Il ne s'en prenait pas à Dieu, mais à son détournement, à son instrumentalisation par des « blasphémateurs inconscients du Dieu qu'ils prêchent<sup>47</sup> », donnant « comme imposées par Dieu des choses que Dieu réprouve certainement<sup>48</sup> ». Par exemple, l'idée selon laquelle il n'est de salut possible sans le secours de l'Église : « Un homme vertueux hors du système sera maudit et un homme gardant des imperfections dans le système sera sauvé. N'est-ce pas blasphémer Dieu que de le représenter comme un être injuste<sup>49</sup>? » Pour cette même raison, Louis Fréchette ne craignait pas trop les foudres de l'Inquisition en polémiquant avec le juge Adolphe-Basile Routier, ultramontain notoire : « Voilà un grand principe établi – et la démonstration revêt un caractère de solennité sans précédent : on peut être méconnu, maltraité, persécuté, anathématisé par prêtres et évêques – brûlé même – sans cesser d'être bien avec Dieu<sup>50</sup>. » Fréchette reconnaissait que les « croyances généreuses ont leurs bons côtés », et s'inclinait « avec respect devant les saints » dont il « ne doute pas du pouvoir auprès de Dieu », même qu'il trouvait « donc triste de voir l'abus qu'on fait quelquefois de leur nom<sup>51</sup>! » Il faut toutefois être prudent. Ce n'est pas, en bon rhétoricien, parce qu'on retourne contre l'adversaire ses propres arguments qu'on les endosse soi-même, pas plus que s'attaquer au clergé au nom de la religion ne signifie automatiquement qu'on est porté sur la mystique. Si Dessaulles était assurément très pieux, du moins dans ses lettres d'exil, et si Fréchette

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 309.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 285.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 308.

<sup>50</sup> Louis Fréchette, *Satires et polémiques ou l'École cléricale au Canada*, édition critique par Jacques Blais, Luc Bouvier et Guy Champagne, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, coll. « Bibliothèque du Nouveau Monde », 1993, 2 vol., p. 529.

<sup>51</sup> Cette citation et les précédentes, dans *Ibid.*, p. 765.



était fasciné par le spiritisme et avait gardé un bon souvenir d'enfance<sup>52</sup> d'un illuminé de la campagne lévisienne, leurs écrits portent assez peu de traces d'une passion de l'absolu.

Le cas d'Arthur Buies est plus complexe. À l'époque iconoclaste de *La Lanterne*, il ne manquait pas l'occasion de relever l'imposture qui consiste, pour un prétendu représentant du Christ, à se faire appeler « Sa Grandeur » ou « l'Illustrissime<sup>53</sup> ». Mais Buies est à ce point railleur qu'il est difficile de dégager son véritable point de vue sur la religion. À un moment, toutefois, comme pour s'expliquer, le ton change, et ses motivations s'éclairent :

Je veux que le peuple croie, mais non qu'il soit exploité. Je veux qu'il n'y ait pas de superstition lucrative, et qu'on ne fasse pas de miracles ridicules pour en tirer de l'argent. Ce n'est pas moi qui attaquerai une religion quand elle sera digne de respect. Mais j'attaquerai sans crainte et sans relâche les faux ministres de cette religion qui s'enrichissent en prêchant la pauvreté, qui trafiquent de toutes les pratiques religieuses, qui font servir Dieu constamment à leur ambition, à leur rapacité, à leur esprit d'accaparement et de domination, à leurs haines, à leur fanatisme de commande. Dieu est grand ! dit l'Arabe. Je ne veux pas que vous le fassiez petit, que vous le fassiez à votre image<sup>54</sup>.

À son tour, Buies ne s'attaque pas tant à la religion elle-même qu'à sa contrefaçon. « L'apparence de la religion séduit bien plus le vulgaire que la religion elle-même<sup>55</sup> », dit M. d'Estremont, son interlocuteur dans les *Lettres sur le Canada*. Buies a bien retenu la

<sup>52</sup> Cet épisode est raconté dans *Originaux et détraqués*, au chapitre « Cotton ». Sur la question du spiritisme au Canada français, très peu explorée, voir Laurent-Olivier David, *Croyances et superstitions*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1926.

<sup>53</sup> Buies, *La Lanterne*, p. 543. « Je soutiens que l'évêque de Montréal n'est pas le représentant du Christ. En effet, le Christ, sur la montagne, ne disait-il pas aux pharisiens avides de lui témoigner leur empressement pour sa personne : "Ce ne sont pas ceux qui m'interpellent *Seigneur, Seigneur*, qui iront dans le royaume des élus, mais ceux qui font la volonté de mon père qui est dans les cieux". »

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 217-218.

<sup>55</sup> Cette lettre est reproduite dans Buies, *La Lanterne*, p. 936.

leçon : il distingue « l'art de croire » de « l'art de *paraître* croire », beaucoup plus ardu, qu'il faut cultiver lors d'un stage au journal ultramontain *Le Nouveau Monde*, avant de passer, à *La Minerve*, au « dernier degré de toute ambition intelligente », « l'art de *faire croire*<sup>56</sup> ». D'accord, mais si Buies dénonce une religion factice, devenue elle-même « matière à compromis et à trafic<sup>57</sup> » dans un siècle mercantile, qu'en est-il de ses propres croyances ? À l'époque, il ne prône pas un art de croire véritable et noble (même que « tous les imbéciles viennent au monde perfectionnés dans cet art-là<sup>58</sup> »), et ne formule pas non plus, comme Harvey, le vœu sincère « que le jour viendra où l'on aura remplacé le cléricisme par la religion<sup>59</sup> ». L'impiété de Buies semble céder quelques années à peine après l'aventure de *La Lanterne*, entre 1869 et 1873.

Il y aurait deux Buies difficilement conciliables : le premier libéral, pamphlétaire, athée, l'autre au service du curé Labelle, converti, marié, fustigeant les jeunes poètes symbolistes de l'École littéraire de Montréal. Cette bipolarité n'est pas inexacte, mais de l'hérétique à l'orthodoxe, avant de se ranger dans une foi tranquille, Buies voyage au Québec et aux États-Unis pendant une dizaine d'années, observateur en verve, encore proche de *La Lanterne* en plus désespéré et contemplatif, notant tout sur son passage, y compris quelques moments de grâce. Au Saguenay, sa petitesse coïncide avec l'immensité du fjord : « Devant l'infini, seul, abandonné, misérable, je me sentis des proportions inconnues, [...] et j'éprouvai un dédain sans nom pour toutes les chimères qui avaient fatigué et obscurci ma vie<sup>60</sup>. » Mais c'est vraiment dans la « Chronique d'outre-tombe », à 33 ans, que Buies confie sa *metanoïa* : « Hélas ! j'ai longtemps nié moi-même

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 108.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 407.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 108.

<sup>59</sup> Harvey, *La peur*, p. 51.

<sup>60</sup> Arthur Buies, *Chroniques*, édition critique par Francis Parmentier, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, coll. « Bibliothèque du Nouveau Monde », 1986, t. II, p. 96.

l'immortalité de l'âme, sans réfléchir<sup>61</sup>. » Ce retournement de perspective ne survient pourtant pas par un effort de réflexion, ou par une adhésion repentante au christianisme. Même s'il tient, en bon libéral, la raison et la science en haute estime, Buies ne cherche pas à expliquer la révélation soudaine de son immortalité : « Je ne demande cependant pas de preuves de mon immortalité, parce que je la sens, je la sens, elle me frappe comme l'évidence et résulte à mes yeux de mon existence même<sup>62</sup>. » Il ne s'agit pas ici de croire, mais de sentir, c'est-à-dire d'un savoir sans savoir, intuitif, et néanmoins indubitable : « Cela ne se démontre pas, cela se conçoit<sup>63</sup> », et quelques années plus tard : « Ce qui est divin ne peut se démontrer par des moyens humains ; cela s'impose, éclate par l'évidence. Dieu se manifeste et ne se démontre pas. Si l'on pouvait le discuter, il n'existerait plus<sup>64</sup>. » Il est significatif que le mot « Dieu » n'apparaisse pas dans la « Chronique d'outre-tombe », comme si la prise de conscience avait imposé de suspendre les définitions. La conception qu'il s'en fait par la suite est exactement inverse au Dieu des ultramontains : indémontrable, il se manifeste. On ne peut *faire croire* en lui, se convaincre ou convaincre d'autres de son existence, et pourtant il se montre avec ampleur et fulgurance, comme dans ce haut lieu du sublime qu'est le golfe du Saint-Laurent : « Dieu lui apparaît plus visible, plus éclatant ; il se manifeste dans toute la liberté de sa puissance, et chaque bouffée d'air, qui arrive comme un torrent dans les poumons, est une révélation partielle de l'infini<sup>65</sup>. » Alors que Dessaulles et Fréchette se référaient à Dieu sous l'angle de la moralité, de la justice, Buies délaisse peu à peu cette question après *La Lanterne*. Le Dieu des chroniques attend moins de vertu que d'attention, de disponibilité. Ses intentions importent beaucoup moins que son dévoilement.

<sup>61</sup> *Ibid.*, t. I, p. 394.

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> *Ibid.*, t. I, p. 392.

<sup>64</sup> *Ibid.*, t. II, p. 283.

<sup>65</sup> *Ibid.*, t. I, p. 301.

Autour de 1880, le poète Alfred Garneau parlait aussi d'un Dieu irrationnel et potentiellement visible : « Aux êtres sans raison Dieu se laisse-t-il voir<sup>66</sup>? » C'est ce même Dieu peut-être qu'Angéline de Montbrun ressent devant le fleuve dans sa maison de Charlevoix, sauf qu'elle se retient d'y succomber au nom même de sa vocation : « Mon Dieu, j'aurais besoin d'oublier combien la terre est belle!... Vraiment, j'essaie de regarder le ciel<sup>67</sup>. » Ce dilemme – entre le Dieu panthéiste des romantiques européens ou des transcendentalistes américains, insufflant conscience aux pierres, et un dualisme chrétien plaçant Dieu hors d'un monde désenchanté – est perceptible au Canada français jusque dans les années 1950<sup>68</sup>. L'équivalence posée par Spinoza, *Deus sive Natura*, Dieu ou la Nature, est impensable pour Émile Nelligan, et c'est pourquoi sa poésie est si fantasmatique. Son désir de rompre les « liens impurs de cette terre<sup>69</sup> » pour s'enfuir « loin de la matière et des brutes laideurs<sup>70</sup> » dans le « castel de nos Idéals blancs<sup>71</sup> » est d'un symbolisme contre-nature et aliénant, qui conforte l'orthodoxie chrétienne plutôt que de l'ouvrir, comme en France, à un néoplatonisme éclectique, amalgamant une variété de sources religieuses et philosophiques.

Qu'en est-il maintenant de son mentor et ami, Louis Dantin, « le plus mystique des anticléricaux<sup>72</sup> », selon Michel Biron? S'il avait continué d'écrire, Nelligan aurait peut-être adhéré à cette

<sup>66</sup> Alfred Garneau, *Poésies*, présentation d'Hector Garneau, Montréal, Beauchemin, 1906, p. 24.

<sup>67</sup> Laure Conan, *Angéline de Montbrun*, Montréal, Éditions Fides, coll. « Bibliothèque québécoise », 1980, p. 108.

<sup>68</sup> J'ai abordé cette question dans l'article « Dieu ou la Nature? Une ambivalence canadienne-française », *Québec français*, n° 172 (« La littérature québécoise et le sacré »), 2014, p. 33-35.

<sup>69</sup> Émile Nelligan, *Poésies complètes*, édition critique de Luc Lacoursière, Montréal, Éditions Fides, coll. « Nénuphar », [1952] 1978, p. 142.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>72</sup> Michel Biron, « Qui est l'auteur du "Vaisseau d'or"? », *L'Inconvénient*, n° 57 (été 2014), p. 53.

« mystique sensualiste<sup>73</sup> » qu'admirait Dantin, notamment chez Walt Whitman et François d'Assise : « La splendeur, l'unité, le mystère du cosmos fondu dans une étonnante mystique qui rappelle tout le paganisme et toute la poésie de François d'Assise<sup>74</sup>. » « Ton corps est la chapelle où j'adore et je prie<sup>75</sup> », commence sa « Stance païenne » en 1909. On doit cependant tenir compte de la chronologie : Dantin ne commence à évoquer un divin sensuel qu'après avoir quitté définitivement les ordres, en 1903. Auparavant, au moment d'écrire les poèmes de *Franges d'autel* avec Nelligan, Arthur de Bussières et Lucien Rainier, il se range à « Celui qu'on ne voit pas<sup>76</sup> », le *Deus absconditus* de Thomas d'Aquin et Pascal. Apostat, Dantin n'en est pas moins mystique, mais il l'est autrement, et avec plus d'enthousiasme. Son refus de tout « ascétisme desséchant » ne l'empêche pas d'affirmer d'un même souffle : « Je suis la Force et la Vie<sup>77</sup> ! » Dans un article de 1902 inspiré du mot de Gambetta « Le cléricisme, voilà l'ennemi<sup>78</sup> ! », Dantin cible à son tour la trahison du religieux par ses propres officiants, cette « classe d'hommes qui n'ont vu dans la religion qu'un moyen de domination », faisant « Dieu à leur image », lui prêtant « tous leurs préjugés, toutes leurs haines, toutes leurs rancœurs ». Dantin reprend ensuite le paradoxe aquinien, peut-être pour justifier sa propre hérésie : loin d'être propre au christianisme,

<sup>73</sup> Louis Dantin, cité dans François Hébert, « Présentation : un mystique sensualiste et un rebelle épris d'ordre... », dans Louis Dantin, *La triste histoire de Li-Hung Fong et autres poèmes*, Montréal, Les Herbes rouges, 2004, p. 12.

<sup>74</sup> Louis Dantin, lettre à Alfred DesRochers du 23 mai 1933, dans *La correspondance entre Louis Dantin et Alfred DesRochers*, édition établie par Pierre Hébert, Patricia Godbout et Richard Giguère, avec la collaboration de Stéphanie Pelletier, Montréal, Éditions Fides, 2014, p. 462.

<sup>75</sup> Dantin, *La triste histoire de Li-Hung Fong et autres poèmes*, p. 109.

<sup>76</sup> Serge Ursène, « *Deus absconditus...* », *Petit Messager du Très Saint Sacrement*, juin 1898, p. 182.

<sup>77</sup> Louis Dantin, cité dans Yvette Francoli, *Le naufragé du Vaisseau d'or : les vies secrètes de Louis Dantin*, Montréal, Del Busso éditeur, 2013, p. 88.

<sup>78</sup> Les citations qui suivent sont tirées d'un article de Pierre Vieuxtemps, l'un des nombreux pseudonymes de Dantin (Eugène Seers), selon Yvette Francoli : « L'anticléricalisme, voilà l'ennemi ! », *Les Débats*, 13 juillet 1902, p. 4.

l'anticléricalisme aurait animé les grands « sages » que sont Socrate, Jésus, Galilée et Jeanne d'Arc, sœur lointaine de l'héroïne des *Enfants du sabbat*, « condamnée au bûcher pour avoir eu des visions miraculeuses sans la permission de son ordinaire ». Le même argument est avancé par une contemporaine de Dantin, très proche de lui sur la question religieuse, Éva Circé-Côté : « Les plus grands saints ont été de grands pécheurs, comme dit Baudelaire : “Dans la brute assouvie, un ange se réveille”<sup>79</sup>. » Avant Jean-Charles Harvey, Circé-Côté est sans doute la dernière grande journaliste à avoir dénoncé sans relâche l'imposture cléricale. Certains passages de ses chroniques sont *citélibristes* avant l'heure : « Nous sommes des dévots, mais non pas des croyants. Notre population n'est asservie qu'aux formes extérieures du culte, son âme habite une sorte de limbes, sphères entre ciel et terre, peuplées de fantômes imprécis, gnomes ou dieux qui sont les objets de son adoration<sup>80</sup>. » Mais si cette condition fantomatique est la nôtre, c'est que l'idée de Dieu a été confisquée par ses représentants en titre :

Se mettre dans la manche du bon Dieu c'est adroit et sage, mais fourrer Dieu dans sa manche, réduire l'incommensurable à cette exigüité, a été l'aspiration des fanatiques de tous les temps, des ambitieux et des usurpateurs, qui à l'aide de cet escamotage habile parvenaient à en imposer aux masses, à leur faire prendre des vessies pour des lanternes<sup>81</sup>.

C'est ce qu'elle appelle « l'odieux de l'Éternel traîné à la remorque des exploiters de religion<sup>82</sup> ». Car à l'évidence, elle ne tolère pas ce détournement de fonds, cette fraude au nom de Dieu. S'étonnera-

<sup>79</sup> Éva Circé-Côté, « Les convertis de la dernière heure », *Le Pays*, 24 novembre 1917, p. 1. Sur la religion selon Éva Circé-Côté, voir Andrée Lévesque, *Éva Circé-Côté, libre penseuse 1871-1949*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2010, p. 241-267.

<sup>80</sup> Éva Circé-Côté, « La provenance de nos maux », *Le Pays*, 1<sup>er</sup> décembre 1917, p. 1.

<sup>81</sup> Éva Circé-Côté, « Gott mit uns! Le Kaiser a-t-il voulu rendre Dieu solidaire de ses propres crimes? », *Le Pays*, 12 décembre 1914, p. 7.

<sup>82</sup> *Ibid.*

t-on, alors, si chacune de ses attaques contre le clergé veille à préserver un esprit religieux : « Parce que des fanatiques et des hypocrites en ont dénaturé l'esprit, s'ensuit-il qu'il faille détruire les temples et profaner les autels<sup>83</sup>? » Même quand elle cesse définitivement de se dire chrétienne, Circé-Côté ne renie jamais la ferveur de la jeune écrivaine (sous pseudonyme) qui envoyait, en 1901, son poème « Mystique » au journal *Les Débats*. Elle appartient bel et bien à cette communauté marginale que l'espoir d'une libération a menée hors de l'Église : « Combien ont laissé une religion par indifférence ou pour avoir leurs coudées franches et mener la grande vie sans contrainte! Ce fut pour eux le retour à la foi par la sensualité, au monde mystique<sup>84</sup>. » Et chez elle aussi, la vie spirituelle n'est possible que par la voie sensible, à la rencontre de la nature et des êtres, sous peine « d'arracher Dieu de ses temples naturels<sup>85</sup> ».

Avec Circé-Côté et Dantin, on s'aperçoit que la mystique anticléricale a le sens d'une réconciliation. Elle cherche à réunir ce que le clergé avait séparé, Dieu et le monde, l'esprit et la matière : « Je crois à l'éternité et de la matière et de notre monde, ce qui m'empêche de me faire cette stupide question : Qui l'a créé<sup>86</sup>? » La question est inadéquate, en effet, si l'on considère que la matière même est générée par une activité spirituelle incessante, que toute réalité est la prolifération d'une seule énergie créatrice. Et cette unité, Circé-Côté ne fait pas qu'y croire : « Je sentais un lien invisible rattachant tous les mondes dans l'unité d'une perpétuelle création : cet atome de l'infini que nous habitons<sup>87</sup>. »

De telles idées, de telles sensations, pouvaient-elles surgir du sein même de l'Église? Après la Nouvelle-France, après Marie de l'Incarnation ou Kateri Tekakwitha, hormis Dina Bélanger et le frère

<sup>83</sup> Éva Circé-Côté, « Chronique », *Les Débats*, 17 mars 1901, p. 1.

<sup>84</sup> Circé-Côté, « Les convertis de la dernière heure », p. 1.

<sup>85</sup> Circé-Côté, « Gott mit uns! », p. 7.

<sup>86</sup> Éva Circé-Côté, lettre à Marcel Dugas, citée dans Lévesque, *Éva Circé-Côté, libre penseuse*, p. 247.

<sup>87</sup> Colombine [Éva Circé-Côté], *Bleu, blanc, rouge : poésies, paysages, causeries*, Montréal, Déom frères, éditeurs, 1903, p. 170.

André, l'histoire a gardé peu de traces de mystiques locaux. Ils sont sans doute plus nombreux qu'on ne le croit, mais une chose est sûre : s'il y a très peu de prêtres « authentiquement spirituels<sup>88</sup> » dans cette littérature, comme le remarquait Gilles Marcotte en 1964, c'est que les quelques-uns qui le furent auraient plutôt eu tendance à s'éloigner du clergé, dans un combat mené en soi pour demeurer fidèle à une vocation qui perdait son sens. Après Dantin, il faut attendre les années 1950 avant de voir se multiplier les déserteurs. L'exemple le plus illustre est sans doute un personnage, celui du *Temps des hommes* d'André Langevin, Pierre Dupas, que tout le monde appelle « le Curé » sans se douter qu'il en est vraiment un. Sans défroquer, Dupas a renoncé à toute fonction ecclésiastique, ne supportant plus que le « temporel qui seul l'émouvait ne comptait plus pour rien, n'était plus que poussière dans une économie éternelle<sup>89</sup> ». Il s'enfonça donc pendant dix ans dans les paysages désolés, inhumains des chantiers, un « désert planté d'arbres<sup>90</sup> », mêlé à une « humanité brute : chairs, os et nerfs et, au centre, cette âme qu'on avait isolée, disséquée, désincarnée pour lui pendant tant d'années<sup>91</sup> », habité par le secret désir de « préserver l'étincelle en son cœur<sup>92</sup> », d'aviver la flamme « qui eût tout modifié<sup>93</sup> », mais aussi d'infiltrer cet univers où chacun est « emmuré dans sa solitude, sauf un intrus qui cherchait à percer leurs murailles<sup>94</sup> ». La critique cléricale s'offusqua de ce roman qui semblait « accréditer une erreur assez répandue dans notre monde moderne : on peut aller à Dieu en dehors de toute église<sup>95</sup> ». On peut croire, en effet, que cette erreur s'était propagée, et qu'elle était

<sup>88</sup> Gilles Marcotte, « La religion dans la littérature canadienne-française contemporaine », *Recherches sociographiques*, vol. 5, n° 1-2 (1964), p. 170.

<sup>89</sup> André Langevin, *Le temps des hommes*, Montréal, Cercle du livre de France, [1956] 1970, p. 51.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>95</sup> R. Leclerc, cité dans Vanderpelen-Diagre, *Mémoire d'y croire*, p. 138.

beaucoup plus préjudiciable à Dantin (qui dut s'exiler aux États-Unis) qu'elle ne le fut pour les jeunes prêtres des années 1950. Même s'il ne cessera jamais de fréquenter les mystiques chrétiens, Fernand Ouellette ne commence vraiment sa *vita nuova* qu'au moment où il abandonne le sacerdoce, en 1947 : « J'étais mon peuple se réveillant après avoir cru qu'il avait une mission divine en terre d'Amérique anglo-saxonne. Comme lui, je quittais démuné un enclos spirituel. Certes, je ne deviendrais pas un prêtre, mais la sainteté<sup>96</sup>... » Il lui faut ensuite renoncer à l'angélisme, consentir au corps, relâcher cette « conscience religieuse qui [le] paralysait<sup>97</sup> » sous la forme d'un surmoi intransigeant. Ce n'est qu'alors, en assumant pleinement sa vulnérabilité, qu'un allègement survient : « C'est ainsi qu'un certain jour d'avril 1951 le noyau de mon être éclata, et que je fus inondé de lumière, que je devins lumière pendant quelques heures<sup>98</sup>. » Sans présumer d'une relation de causalité, la coïncidence est quand même ironique : la visée même du christianisme, l'incarnation, le corps de gloire, ne se concrétise qu'après avoir rompu avec une « Élise compromise<sup>99</sup> ». Ouellette découvre ensuite qu'on parle de cette réalisation – être tout en soi – dans les *Upanishad* et le Zen, chez Novalis, Jung, Proust, Claudel ou Henry Miller...

Lorsqu'il quitte son guichet de banque pour le lac Vert, Alexandre Chenevert entrevoit cette plénitude, quand il a pour la première fois le sentiment de « sa véritable demeure<sup>100</sup> ». Ici encore, la révélation survient hors de l'institution religieuse, aussi loin du monde connu que possible, comme si les retrouvailles étaient plus probables en terre étrangère, élémentaire. Elles ne surviennent pas non plus sans épreuve : Alexandre traverse d'abord une nuit de solitude et de dépouillement, sous le regard d'un Dieu redoutable, régnant « dans

<sup>96</sup> Fernand Ouellette, *Journal dénoué*, Montréal, Typo, 1988, p. 25.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 172.

<sup>100</sup> Gabrielle Roy, *Alexandre Chenevert*, Montréal, Éditions du Boréal, coll. « Boréal compact », 2006, p. 170.



son caractère le plus ambigu<sup>101</sup> ». Ce n'est qu'au matin, sans passé et sans avenir, « délivré de Dieu », ignorant maintenant « qui il était », qu'Alexandre s'apaise : « Sans but, inerte et ravi, il flottait<sup>102</sup>. » La prise de conscience est paradoxale : il ne se retrouve qu'en devenant « un étranger pour lui-même<sup>103</sup> », ne conçoit une nouvelle « certitude de Dieu<sup>104</sup> » qu'en échappant à son emprise. Le Dieu qu'il découvre ensuite n'a rien du juge de la veille. Il est empreint d'une « maternelle sollicitude<sup>105</sup> », s'éprouve à proximité des hommes et des choses, dans la nature, de soi-même à soi. À son retour, sur son lit de mort à l'hôpital, Alexandre se confie à un prêtre, qui l'invite à « se mettre en règle avec notre Juge », plaçant Dieu loin du monde et des hommes, au Paradis, sinon dans ses églises, si bien que « tout à coup, l'Éternité lui apparaissait-elle comme une autre Banque d'Économie, située sur le plus haut pic du monde<sup>106</sup> ». Alexandre n'est pas tant outré que confus, blessé, devant l'un de « ces prêtres qui, plutôt qu'en alliés des hommes, se posent comme la police de Dieu<sup>107</sup> ». Le problème est, évidemment, qu'il n'arrive pas à reconnaître, chez ce représentant de Dieu, le Dieu du lac Vert. C'est ce même conflit qu'Angéline de Montbrun a intériorisé, qui survient maintenant entre Alexandre et son confesseur, ce refus d'imaginer un Dieu accessible aux sens, une possible harmonie terrestre : « Est-ce que tout de même le ciel ne se ferait pas petit à petit sur la terre? – Non, assura l'aumônier; c'était là une idée fausse. Les hommes ne seraient jamais mûrs pour le ciel sur la terre<sup>108</sup>. » Mais voilà que l'assurance du prêtre est ébranlée, dans les dernières pages du roman. Son intransigeance envers les questions d'Alexandre le porte à douter de sa propre capacité de compassion : son « indépendance de liens trop humains », il a soudain

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 157.

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 161.

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 168.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 240.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 244.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 268.



« la tentation d'en faire grief à Dieu<sup>109</sup> ». Même si Alexandre est affaibli, perplexe, on peut croire que les rôles sont au bord de s'inverser, qu'il pourrait montrer au prêtre ces « intentions de Dieu » qu'il avait devinées à un moment, à savoir que « les êtres jamais ne seraient vraiment séparés<sup>110</sup>... ». Il n'a cependant pas l'effronterie de Tit-Coq, qui ne se gêne pas pour lancer au Padre : « Et l'amour, qu'est-ce que vous en faites<sup>111</sup>? »

C'est aussi pour faire place à l'amour – à l'amour, aux nécessités, à la magie et aux mystères objectifs, pour être exact – que Borduas s'en prend au clergé. Il ne fait pas de doute à ses yeux que « l'efficacité du blocus spirituel<sup>112</sup> » érigé par des « soutanes restées les seules dépositaires de la foi<sup>113</sup> » a occulté une dimension spirituelle qu'il a retrouvée, pour sa part, dans l'atelier de son maître Ozias Leduc, celui qui « revivifie le vieux sommeil canadien : le sommeil de l'esprit en Amérique<sup>114</sup> ». On trouve dans son manifeste un argument anticlérical éprouvé, selon lequel le clergé aurait falsifié les fondements du christianisme. Le problème est qu'il en est justement le *seul dépositaire*, et qu'il faut donc outrepasser sa religion pour y accéder : « Par delà le christianisme nous touchons à la brûlante fraternité humaine dont il est devenu la porte fermée<sup>115</sup>. » Je ne m'aventurerai pas à rapprocher le jeune Borduas du renouveau catholique de son temps, comme l'a fait Jean-Philippe Warren en l'associant au fantôme d'un « art vivant ». Ces rapprochements sont, à mon avis, possibles et justifiés. Toutefois, la mystique de Borduas a justement ceci de renversant qu'elle s'est développée consciemment (et autant que possible) en-dehors du référent religieux. À la différence de l'anticléricalisme antérieur, Borduas n'attaque pas le clergé au nom de Dieu ou d'un renouvellement du

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 285.

<sup>111</sup> Gratien Gélinas, *Tit-Coq*, Montréal, Typo, 1994, p. 189.

<sup>112</sup> Borduas, *Refus global et autres écrits*, p. 66.

<sup>113</sup> *Ibid.*, p. 65.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 201.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 67.



christianisme. Il invite même à « ramener ce terme de liberté sur terre » en évitant de fonder quelque « espoir sur les valeurs surnaturelles, spirituelles<sup>116</sup> ». Les *Projections libérantes* de 1949 sont claires à propos de sa rupture : « Pour nous la foi est strictement humaine : Dieu ne pouvant se justifier sous quelques aspects que nous l'imaginions<sup>117</sup>. » Mais comment Borduas l'imagine-t-il, ce Dieu injustifiable ? S'il s'en détourne au nom des hommes, d'une fraternité terrestre qu'il décrit, par ailleurs, comme une « nouvelle forme collective religieuse<sup>118</sup> », c'est qu'il refuse au fond de se rendre à une autorité qui ne serait pas de ce monde, d'aspirer à un *au-delà* qui, à ses yeux, confine à une négation de la réalité présente. Borduas est athée, en ce sens. On pourrait dire avec lui que sa « spiritualité » demande du temps pour se concevoir, le « temps que met l'intelligence à préciser l'objet de sa foi, de son amour<sup>119</sup> ». Car tout en se méfiant du christianisme et du surnaturel, Borduas est engagé dans une aventure de la restauration, celle d'un obscur « objet spirituel éternel<sup>120</sup> ». Il y participe en peinture, par l'enseignement, mais c'est aussi là pour lui une aventure civilisationnelle, canadienne-française et globale, en plus d'être cyclique, au bout de laquelle « l'unification, la centralisation du pouvoir éclatera de nouveau pour retomber en étincelles sur les têtes les plus ardentes, les moins rationnelles<sup>121</sup> ». Il y a quelque chose d'ésotérique dans cette représentation de l'Histoire. Quand Borduas réfléchit sur l'art, il le fait sur le fond d'une vision élargie du devenir humain, d'après un état de civilisation perdue et à venir où l'expérience humaine aura retrouvé sa plénitude, c'est-à-dire que la scission qui le définit depuis quelques siècles sera de nouveau résolue. C'est pourquoi la déclaration du « sauvage besoin de libération » qui clôt le manifeste n'a d'égal

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>118</sup> *Ibid.*

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 170.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>121</sup> *Ibid.*



qu'un « urgent besoin de l'union<sup>122</sup> ». Son rejet d'un *au-delà* ne prend sens que dans cette recherche d'une confluence entre ces *facultés*, ces *règnes* qu'avait opposés un christianisme décadent (sans parler du matérialisme scientifique, qu'il semble mettre sur un même pied) : la raison et l'intuition, et, bien sûr, la matière et l'esprit. En refusant l'idée de Dieu, Borduas refuse en fait de perpétuer ce dualisme. Il imagine plutôt, en des termes proches de Saint-Denys Garneau, une « possession de l'univers » qui exige d'« aimer davantage dans l'humilité d'une communion profonde et dynamique<sup>123</sup> ». Tout l'effort de Borduas est tendu vers et par l'amour ; c'est un effort pour voir ensemble ce qu'on aurait tendance à diviser, dans l'espoir souvent réitéré d'une « communion profonde d'un seul être avec le reste de l'univers<sup>124</sup> ». Tel qu'il en parle à ses élèves, l'art dépasse la question esthétique pour laisser paraître une foi – « Seule une foi [...] peut justifier notre espoir et notre ardeur<sup>125</sup> » – dont la portée est cosmique, totalisante :

Certitude faite de l'accord de toutes les puissances de connaître dans un élan joyeux vers la possession de l'univers. Joie cérébrale de faire craquer la toile sous le poids de l'objet peint, joie charnelle, visuelle, de plus en plus précise ; un seul et même désir : posséder l'impossédé, réaliser la plénitude émotive du présent sans cesse plus exigeante<sup>126</sup>.

À d'autres occasions, Borduas voudrait réfréner cet « espoir d'un dynamisme irrésistible » qui l'entraîne « au tourbillon des périlleuses aventures spirituelles », le vouant aux « certitudes trompeuses – toujours retardées – d'un amour désormais parfait dans une connaissance complète, d'un embrasement sans voile avec la réalité présente<sup>127</sup> ». Est-ce encore de l'athéisme ? Peut-être, mais je vois mal comment on pourrait nier ici le vœu d'une épiphanie, la perspective

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 76-77.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 105.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 81.



d'un accord général, d'une participation au mouvement d'ensemble. Aussi, l'athéisme de Borduas n'a rien de matérialiste ; il n'oppose à Dieu aucune matière brute et sans vie, au contraire. La quête de Borduas est celle d'une réalité dont la concordance échappe à nos concepts compartimentés, pour laquelle on doit imaginer un « Esprit-Matière<sup>128</sup> ». Dans la cosmologie des Automatistes, le monde pourrait bien être composé d'une seule substance magique, que l'amour fait apparaître comme une « matière mystérieusement animée<sup>129</sup> ».

Ce matérialisme spirituel n'est pas nouveau au Canada français. Outre Buies, Dantin et Circé-Côté, on le retrouve dans la poésie d'Alphonse Beaugregard au début du siècle, criant son « impuissance aux formidables forces / De la matière en marche, éternelle, infinie<sup>130</sup> » ou, encore, dans la tentation panthéiste de Saint-Denys Garneau de « se rejoindre à travers les choses<sup>131</sup> ». L'anticléricisme de Borduas n'est pas sans rappeler celui de ses aînés, qui ne rejettent pourtant pas l'idée de Dieu : dans tous les cas, le clergé est perçu comme un générateur d'irréalité, proposant une moralité en contradiction avec l'existence, des croyances qui entraînent au déni de soi et du monde, sans ouverture pour la totalité du réel. Chaque fois aussi est réitérée la possibilité d'une spiritualité hors de l'Église, qui pourrait même se passer de Dieu, si croire en Dieu suppose de se détourner de la matière, de se croire, avec Nelligan, exilé sur terre.

On comprend alors que la littérature des années 1950 soit animée par l'exigence d'une rencontre longtemps reportée avec l'étrangeté du réel. Rétrospectivement, la culture canadienne-française apparaît comme un monde angélique à ramener sur le plancher des vaches. Ouellette l'a bien vu : l'évolution intérieure qui l'ouvre à une expérience libératrice est aussi celle d'un peuple se déprenant d'un vieil idéalisme.

<sup>128</sup> Paul-Émile Borduas, cité dans Jean-Philippe Warren, *L'art vivant : autour de Paul-Émile Borduas*, Montréal, Éditions du Boréal, 2011, p. 58.

<sup>129</sup> *Ibid.*

<sup>130</sup> Alphonse Beaugregard, *Les alternances*, Montréal, Roger Maillet, 1921, p. 100.

<sup>131</sup> Hector de Saint-Denys Garneau, *Œuvres*, édition critique de Jacques Brault et Benoît Lacroix, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1971, p. 356.



« N'étions-nous pas que des ombres ayant perdu tout contact avec le réel<sup>132</sup> ? » Il ne pense pas ici au Réel absolu des Romantiques allemands. Il est simplement à la recherche d'êtres « en accord avec la prairie, avec les arbres, avec les maisons<sup>133</sup> », comme si l'utopie, l'autre monde inatteignable avait été, pour ce peuple et pour lui-même, ce qu'on appelle ingénument le monde ordinaire. L'ambition n'est point de voir au-delà des apparences ou de prêter l'oreille à la musique des sphères, mais avant tout d'être là où l'on est, de *se présenter*, pourrait-on dire. C'est pourquoi Claude Savoie, le prêtre du *Poids de Dieu* de Gilles Marcotte, finit par dire qu'il « faut croire à la vie avant de croire en Dieu<sup>134</sup> », à une époque où « les prêtres savaient tout et ne savaient qu'une chose : qu'il faut condamner le monde, et le fuir<sup>135</sup> ». Un autre parcours exemplaire en ce sens est celui de Mathieu, le personnage de Françoise Loranger, jeune rebelle aux lunettes fumées qui ose une pointe sacrilège contre le clergé dans un journal de Montréal. Il quitte sa famille pour le Nord, dans un camp sportif où il renoue avec son corps, et reprend vie. L'histoire est connue, mais on omet souvent la lettre qui clôt le roman, dans laquelle il annonce à son amie qu'il est un « néophyte converti à la joie<sup>136</sup> ». Sa résolution finale n'est pas sans laisser paraître une sorte d'enthousiasme ascétique : elle exige de « se vaincre pour que jaillisse la lumière. C'est dire que pour l'homme il n'y a qu'une seule solution : être un saint<sup>137</sup> ! » Son aventure apparaît donc à la toute fin du roman, avec le recul, comme une pratique du dénuement, un affranchissement créateur, inauguré par le rejet d'une religiosité autoritaire, inculquée dès l'enfance. À l'instar de Pierre Dupas, mais sans trop s'en rendre compte, Mathieu prend la voie inverse de l'Église, la voie désacralisée, charnelle, ce que Gaston Miron

<sup>132</sup> Ouellette, *Journal dénoué*, p. 34.

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> Gilles Marcotte, *Le poids de Dieu*, Paris, Flammarion, 1962, p. 206.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 155.

<sup>136</sup> Françoise Loranger, *Mathieu*, Montréal, Cercle du livre de France, 1949, p. 347.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 340-341.



appelle, dans une note personnelle de 1953, « le chemin du concret<sup>138</sup> ». Il n'est pas si déconcertant alors que l'idée de Dieu, auparavant inconciliable avec la nature pour Laure Conan ou Nelligan, rejoigne maintenant les couches les plus prosaïques de l'existence : « Et je suis étonné, et immensément ému : je constate que je crois toujours en Dieu, que Dieu est la grande évidence de ce vide, de ma vie, et du monde courant. Je constate, je sens, je VOIS. Dieu est du solide. Sa présence crie sur toute la surface de la pierre nue<sup>139</sup>. »

Avec la Révolution tranquille, l'impression justement d'une révolution à l'œuvre, d'un grand passage, a donné lieu à des partages plutôt réducteurs, comme chez Jean-Charles Falardeau : « Notre roman traduit les drames d'une trajectoire, qui va du sacré au profane, de l'intemporel au temporel, du mythique à l'incarnation dans le monde [...] pour en arriver à pénétrer, enfin, dans "le temps des hommes"<sup>140</sup>. » Un tel antagonisme est assez commun à partir de 1960, et l'on peut douter de son assurance. Sans minimiser l'impression généralisée d'une prise de conscience déterminante, régénératrice, ce passage salutaire (« enfin », écrit-il) du sacré au profane est assez contradictoire. La désaffection du sacré ne se fait-elle pas au nom d'une « incarnation » ? Voilà certainement l'un des mots-phares de l'époque. Jean Le Moyne en fait une ligne directrice dans les essais de *Convergences* : « L'Incarnation, restauration de la totalité plus admirable encore que la création, achèvera de scandaliser la mentalité dualiste et consommera pour elle le divorce entre les réalités spirituelles et charnelles<sup>141</sup>. » Et c'est ainsi que le dogme central de la théologie chrétienne en vient à neutraliser, à résoudre la prescription religieuse infligée de longue date aux Canadiens français, cette « conception

<sup>138</sup> Gaston Miron, « Poussière de mots », présentation de Pierre Nepveu, *Contre-jour*, n° 5 (2005), p. 18.

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> Jean-Charles Falardeau, *Imaginaire social et littérature*, Montréal, Éditions Hurtubise, 1974, p. 60.

<sup>141</sup> Le Moyne, « L'atmosphère religieuse au Canada français », p. 56.



du monde et de l'homme nettement dualiste<sup>142</sup> », opposant le corps et l'âme, le temporel et l'éternel, l'intériorité et l'extériorité. « Hérésie fondamentale, névrose planétaire », selon Le Moynes, car elle « comporte invariablement une attitude défectueuse devant la matière et la chair<sup>143</sup> ». Il en serait résulté une « dissociation de la totalité temporelle<sup>144</sup> » dont la littérature des années 1950 – au moment où Le Moynes rend son diagnostic – aurait témoigné par sa névrose. Citons un roman moins connu, *Le destin de frère Thomas* de René Carbonneau, l'histoire d'un autre prêtre sur le chemin de la sécularisation, plutôt dur envers l'idéalisme clérical : « Nous vivons dans la peur morbide de la création, comme s'il y avait une inimitié foncière entre la vie intérieure et la prise de conscience de notre séjour dans l'univers de Dieu<sup>145</sup>. » Le destin du frère Thomas n'est pas seulement le sien ; c'est aussi celui de Buies, Dantin, Circé-Côté, Ouellette, et de Marcel, Pierre, Alexandre et Claude. De chair ou de papier, tous subissent comme un outrage la promotion institutionnalisée de l'intemporel, plongés dans ce « monde où nous avons perdu notre unité<sup>146</sup> » dont parle Borduas, cherchant à la recréer par la voie nocturne de la solitude et du risque, avec en tête un Dieu dans le monde, ressenti dans l'intimité du corps. N'est-ce pas ce même parcours que retrace *Une littérature qui se fait* dans l'histoire littéraire du Québec ? Marcotte retourne au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle exhumer l'exil intérieur et la dépossession, les œuvres cathartiques d'Anne Hébert et de Roland Giguère laissant entrevoir une libération qui ne peut que rappeler le *satori* du jeune Ouellette : « Il rêve d'un éclatement de lui-même et du monde qui serait une immense purification<sup>147</sup>. » La longue traversée de la nuit canadienne-française est donc interprétée

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>143</sup> *Ibid.*

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> René Carbonneau, *Le destin de frère Thomas*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1963, p. 92.

<sup>146</sup> Borduas, *Refus global et autres écrits*, p. 71.

<sup>147</sup> Gilles Marcotte, *Une littérature qui se fait*, Montréal, Éditions HMMH, 1962, p. 286.

*a posteriori* comme un prélude : « Car au bout de cette course au désastre, apparaît une espérance, et l'on s'aperçoit que l'aventure avait un sens de résurrection<sup>148</sup>. »

Communion, incarnation, et maintenant résurrection... On pouvait donc se détourner du clergé, et même du christianisme, sans renier son langage. Que cette récupération ait lieu en toute conscience ou non, à mesure que ce langage était engagé dans une « dynamique » à la Borduas, intériorisé dans des démarches au présent, il semble que le clergé ne soit plus totalement maître de son message, comme si l'on reprenait à son compte ce qu'il avait de mieux à offrir – une carte, des récits, une terminologie de la réalisation – et qu'il aurait failli à transmettre à force de l'accaparer, d'en faire un instrument de pouvoir.

L'usurpation du pouvoir, c'est bien ce que dénonce cette tradition anticléricale ; une sécurité étouffante, ce que ces écrivains, ces personnages ont refusé. Au fond, la question qui sous-tend la démonstration n'est-elle pas celle-ci : que fait subir la littérature à la religion ? À quelle épreuve la soumet-elle ? Mon impression est qu'elle la pousse à sortir d'elle-même, quitte à ne jamais se réintégrer. Elle la rappelle à une responsabilité, au souci du temps ordinaire, l'engageant à refuser tout idéalisme, comme si l'expérience religieuse n'était possible qu'en assumant cette condition terrestre dont elle voudrait nous libérer. Ce chemin de perte, il est bien sûr possible de s'y aventurer en reclus, désolidarisé du moins en apparence, mais ces écrivains insistent pour que le chercheur consente à « l'univers démuné, exposé des hommes<sup>149</sup> ». C'est là aussi sa vaillance, sa responsabilité, même si cette option – oxymorique pour le clergé : « Aller à Dieu par les hommes<sup>150</sup> » –, la seule viable pour le curé du roman de Langevin, laisse finalement Dupas aussi isolé qu'auparavant : « Il était difficile et périlleux d'aimer dans la solitude, sans l'appui d'un système connu où tout était prévu, mal et remède, de servir

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 287.

<sup>149</sup> Langevin, *Le temps des hommes*, p. 122.

<sup>150</sup> *Ibid.*

hors des rangs, les mains vides, dans le dénuement des hommes<sup>151</sup>. » L'erreur serait de voir dans ce « temps des hommes » un âge d'or, une ère à faire advenir, alors que Langevin désigne une temporalité proprement humaine, un mode particulier d'être au monde, et sans doute aussi de ne pas en être. Ce temps-là est défini en opposition au temps *intemporel* du clergé, la cloche de verre du séminaire que Dupas quitte pour les bars silencieux et la boue glacée des chemins forestiers. Quoi de mieux qu'un roman pour faire passer au sacré le test du prosaïsme ? Ça sent les petits pieds dans *La Scouine* et *Marie Calumet*, le curé dort sur une couche moite, les gens s'interrogent : « Ousqu'on va mette la sainte pisse à Monseigneur<sup>152</sup> ? » La spiritualité de Mathieu dépend de son potentiel athlétique, les romans mystiques imaginés par Saint-Denys Garneau finissent dans la dépravation... Il semble inconcevable pour ces écrivains d'imaginer un Dieu qui ne pourrait pas inclure l'impureté, le mal. Une foi « séparée du sens du réel<sup>153</sup> » leur apparaît comme un non-sens.

Et néanmoins, le monde « réaliste » qu'ils nous proposent est-il moins irréel, plus *vrai* que l'univers aseptisé du clergé ? Fernand Dumont en doutait, dès la fin des années 1950 : voilà « deux formes de conscience malheureuse : la défense de l'univers mythique, et son rejet qui n'est que l'envers de la première<sup>154</sup> ». Là est justement le risque que ces écrivains, ces personnages sont prêts à assumer : quitter l'Église pouvait aussi bien ne pas les y ramener. Pierre Dupas, lui, ne sort pas réconcilié du temps des hommes : « Un lien venait d'être coupé entre la vie et lui. Il ballotait au gré du vent. Il dérivait. Il perdait son âme, grain par grain<sup>155</sup>. » L'intemporalité tranquille du

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>152</sup> C'est le titre du dixième chapitre de *Marie Calumet* (1904), roman qui incita *La Presse* à congédier Rodolphe Girard, même si ce dernier avait désavoué publiquement son œuvre.

<sup>153</sup> Vadeboncœur, *La ligne du risque*, p. 45.

<sup>154</sup> Fernand Dumont, « De quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français », *Cité libre*, n° 19, (janvier 1958), p. 25.

<sup>155</sup> Langevin, *Le temps des hommes*, p. 189.

clergé l'étouffait, c'était une éternité fabriquée de toutes pièces, dissociée de la nature et des êtres, et le voici plongé dans un autre temps qui finit par l'absorber, le déréaliser.

D'autres récits laissent croire que cette perte même aurait un sens, qu'on pourrait passer directement d'abîme en pic, de deuil en deuil jusqu'au centre blanc qui contient tout. Rien n'est sûr avec la grâce, si même les prestigieux curés d'antan n'y accédaient pas autrement qu'à la Saint-Jean, auréolés du feu des chars allégoriques. Tout indique, en tout cas, que l'Église avait besoin qu'on la déserte, car pour découvrir ce que c'est vraiment que l'intemporel, sans doute fallait-il commencer par en sortir.

## Comptes rendus

**Réal Bélanger.** *Henri Bourassa : le fascinant destin d'un homme libre (1868-1914)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 552 p.

La biographie est un genre littéraire souvent pratiqué par les historiens professionnels, qui y découvrent un moyen de réunir d'une manière condensée les grandes tendances sociales et les idées qui font une époque. La vie d'un homme ou d'une femme, surtout quand il s'agit d'un personnage reconnu, et qui a influencé son temps, offre des balises temporelles et spatiales fort commodes pour discourir sur les grands courants politiques et intellectuels d'une société donnée. Parce qu'elles ont été portées par un individu en particulier, la parole et la pensée deviennent ainsi un peu plus concrètes et leurs retombées plus visibles à plusieurs siècles ou à plusieurs décennies de distance. Qui n'a pas ressenti en étudiant le passé – même récent – ce sentiment d'étrangeté et de distance insurmontable par rapport aux événements et aux circonstances d'une autre ère historique. Qu'ils aient été portés par des êtres humains et qu'ils aient été incarnés dans des individus de chair, ces derniers rendent les grands débats d'autrefois plus accessibles et leurs conséquences plus palpables. Plusieurs auteurs se tournent aussi vers la biographie – et je ne fais pas exception à cette règle – parce qu'ils ressentent un attachement profond envers celui ou celle qu'ils ont côtoyée pendant de nombreuses années de labeur historique. Consulter des photographies familiales – si l'époque n'est pas trop lointaine –, lire des correspondances privées et se familiariser avec l'intimité d'une personne produit des réactions, parfois contre son propre gré, de sympathie et de proximité affective. Après tout, qui en sait plus sur le détail d'une existence que l'historien qui s'est penché sur son sujet avec diligence et attention? Combien de fois me suis-je retrouvé en présence des proches de Jacob-Isaac Segal, bien

*Mens*, vol. XV, n° 2 (printemps 2015)

plus au fait qu'eux de la vie du célèbre poète yiddish montréalais? Il y a longtemps que je ne fais plus étalage de mes connaissances biographiques dans le milieu juif canadien, par crainte de surprendre et d'embarrasser les descendants des plus connus des leaders communautaires, et de devoir les corriger devant tout le monde.

Ce qui nous amène à porter un jugement sur un ouvrage biographique de première importance paru en 2013 aux Presses de l'Université Laval et consacré à Henri Bourassa. Personnage central de l'histoire de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle canadien, député à la Chambre des communes pendant de nombreuses années et fondateur du quotidien *Le Devoir*, l'homme occupe une place enviable dans l'historiographie de ce pays. Pendant plusieurs décennies, Bourassa s'est exprimé avec force et conviction dans l'arène politique canadienne et il y a peu d'enjeux décisifs qui n'aient été abordés de front par ce grand tribun. Son héritage intellectuel et moral se perpétue d'ailleurs jusqu'à nous – même si nous n'en sommes pas toujours conscients – par l'entremise de la loi fédérale sur les langues officielles, de la souveraineté canadienne désormais affirmée avec force et d'une presse de langue française haute en exigences professionnelles. Conscient de cet héritage exceptionnel et de la valeur de l'homme politique, Réal Bélanger a voulu parcourir en détail la vie de Bourassa pour livrer une nouvelle biographie couvrant les quarante-six premières années de son existence, soit de sa naissance en 1868 au début de la Première Guerre mondiale. L'auteur n'est certes pas le premier venu. On lui doit des ouvrages de fond sur Wilfrid Laurier, Albert Sévigny et Paul-Émile Lamarche, autant de personnalités politiques marquantes du tournant du siècle au Canada. Il est aussi, depuis 1998, le codirecteur de langue française du *Dictionnaire biographique du Canada*, dont la mission consiste précisément à diffuser des connaissances sur la trajectoire des principales figures qui ont marqué l'histoire du pays à différentes époques. En ce sens, la biographique de Bourassa se situe en droite ligne de cette tradition de recherche et d'écriture centrée sur un personnage historique en particulier, et qui valorise l'action de l'individu au sein de sa société d'appartenance.

Comme on est en droit de s'y attendre, la biographie de Bourassa signée par Réal Bélanger est impeccable sur le plan de la recherche. Elle plonge très profondément dans la vie de l'homme politique pour en faire ressortir, grâce aux archives très complètes préservées par la famille de Bourassa, le sens de cette vie et ses principales péripéties. L'auteur, d'ailleurs, trace dès le départ dans son avant-propos le cheminement parcouru par l'historien au cours des ans : « Il va sans dire que je l'ai côtoyé aussi en lisant minutieusement ses fonds d'archives et tous ses écrits de diverses natures – et ils sont nombreux. En parcourant aussi les multiples fonds d'archives de ses amis ou de ses adversaires » (p. ix). Issu d'une tradition politique éminente qui remonte à la grande figure de Louis-Joseph Papineau, Bourassa prend conscience très jeune de sa situation et il exerce des responsabilités importantes avant même d'avoir atteint l'âge de trente ans. Il se présente tôt devant l'électorat, pratique le métier de journaliste et n'hésite pas à faire connaître ses idées, plutôt originales pour l'époque. Il y a donc là une riche matière pour l'historien et le témoignage d'une existence exceptionnelle sur tous les plans. Pratiquement tout chez Bourassa prend un relief démesuré : son éloquence devant la foule ou à la Chambre des communes, sa plume au *Devoir*, son indépendance d'esprit dans l'arène politique et son sens élevé de l'éthique. En somme, Bourassa présente une vie et une carrière taillées sur mesure pour un biographe de talent, avantage dont sait très bien tirer parti Réal Bélanger dans son ouvrage. Car parfois il existe aussi des personnages falots et sans envergure dont l'histoire retient le nom, mais qui ne sauraient inspirer pareille saga. En revanche, la biographie ne saurait tout expliquer ou servir de point de référence obligé aux évolutions sociales d'importance. Les grandes idées et les courants collectifs de l'époque moderne restent souvent sans paternité précise et même s'il se trouve des personnes de calibre exceptionnel pour témoigner du rythme avec lequel se déroule l'histoire contemporaine, bien des évolutions fondamentales ne trouvent pas racine dans une biographie exhaustive ou dans le geste d'un individu. De la même manière, certaines découvertes scientifiques de premier plan sont

restées de longues périodes sans retombées concrètes dans l'industrie ou dans la vie quotidienne des citoyens, au point où tout lien avec le génie de l'inventeur s'est perdu irrémédiablement.

Mais revenons à la biographie de Bourassa. L'œuvre est immense et le savoir encyclopédique, mais on peut aussi faire le reproche à l'auteur de ne pas avoir suffisamment hiérarchisé les différents éléments présentés au fil des pages. La vie de l'homme politique frôle parfois la démesure et ses accomplissements sont immenses, mais il aurait peut-être été préférable parfois de simplifier le récit de son existence et de dégager les matériaux plus importants de leur gangue. Tout ne peut pas être abordé avec un égal bonheur dans le quotidien d'une personnalité publique et quelquefois le lecteur est submergé de détails mineurs et de propos secondaires. Par moments, Réal Bélanger agit comme s'il fallait consigner et préserver la plus grande masse possible de renseignements quant au cheminement exceptionnel de Bourassa. N'aurait-il pas été plus utile de faire des choix, d'orienter le lecteur vers des moments clés et d'aborder la matière avec un peu plus de recul ? Une analyse globale de la contribution du fondateur du *Devoir* jusqu'en 1914 aurait aussi beaucoup ajouté à l'ouvrage, de même que des considérations générales sur son originalité, sur les grandes lignes de sa pensée et sur ses choix politiques. À quoi ressemblerait le *Dictionnaire biographique du Canada* si chaque biographie contenait des dizaines de pages densément rédigées et si tout ce qui a été écrit à propos d'un personnage en particulier se retrouvait consigné ? Il y a fort à parier que dans un tel contexte le *Dictionnaire* cesserait tout simplement d'être consulté, sauf par de grands spécialistes en quête de détails inédits. Bourassa avait déjà fait l'objet de biographies monumentales, dont celle aujourd'hui pratiquement illisible de Robert Rumilly, tant son approche a vieilli. Joseph Levitt et René Durocher y sont aussi allés de solides analyses à propos de Bourassa, sans oublier Susan Mann, Ramsey Cook et plusieurs études fouillées sur *Le Devoir*. On peut aussi faire reproche à Réal Bélanger d'avoir choisi d'illustrer la période la plus sereine et la plus harmonieuse de la vie de Bourassa, soit avant la crise de la conscription de 1917.

Entre 1896 et le début de la Première Guerre mondiale, l'homme politique connaît la gloire au Parlement d'Ottawa, tire avantage de la force du gouvernement Laurier et est invité sur toutes les tribunes du pays. Il connaît, de plus, une vie familiale remplie et jouit de l'estime générale, surtout quand il s'attaque à l'injustice du Règlement XVII et pourfend l'intolérance à l'endroit des francophones au pays. Tout cela bascule quand le Canada entre en guerre et qu'il s'agit de défendre l'Empire britannique contre un ennemi mortel. Or ce basculement ne se trouve pas dans le livre de Réal Bélanger, ni l'opposition très vive que suscitera le directeur du *Devoir* dans certains milieux nationalistes canadiens-français.

La résistance farouche à la conscription obligatoire imposée par Borden coûte à Bourassa la plupart de ses amitiés au Canada anglais. Le combat politique dans lequel s'engage alors le député de Labelle est au-dessus de ses forces et il cesse pendant de longs mois, après l'émeute de mars 1918 à Québec, d'écrire dans *Le Devoir*. C'est une prise de position certes très courageuse, mais qui aura des répercussions négatives prolongées sur sa carrière. Pire encore, son épouse meurt peu après la fin de la guerre, en janvier 1919, lui laissant huit enfants en bas âge. Le décès de Joséphine Papineau bouleverse la vie de l'homme politique et l'oblige à quitter pour un temps le devant de la scène. À partir de ce moment, le directeur du *Devoir* plonge peu à peu dans une contemplation scrupuleuse de la foi catholique, ce qui l'empêche de juger de la chose politique de la même manière qu'auparavant. Les dix dernières années qu'il passe à la tête du journal qu'il avait fondé se révèlent très difficiles sur le plan strictement matériel et ses prises de position attirent de moins en moins de sympathie. À cette époque, des voix s'élèvent fréquemment pour dénoncer son intransigeance et sa fidélité rigide à la hiérarchie épiscopale dans la conduite des affaires temporelles, notamment dans le cas de la crise sentinelliste de 1929. En 1932, il est chassé du *Devoir* en raison d'une situation financière catastrophique et d'une baisse vertigineuse du lectorat. C'en est pratiquement fini de la carrière publique du grand homme politique. Il aurait mieux valu de la part de l'auteur faire une

place dans son ouvrage à ces péripéties et à ces événements postérieurs à 1914, et combien importants, quitte à élaguer pour ce qui est de la première partie de son existence. Cela donne l'impression que Réal Bélanger ne s'est pas vraiment soucié des années difficiles qu'a connues Bourassa après la crise de la conscription, et qu'il a négligé de s'intéresser au versant sombre de sa biographie.

— *Pierre Anctil*  
*Université d'Ottawa*

**Mathieu Lapointe. *Nettoyer Montréal : les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, Éditions du Septentrion, 2014, 395 p.**

Il est rare que la parution d'un ouvrage d'histoire soit aussi bien arrimée à l'actualité. Pourtant, le premier livre de Mathieu Lapointe traite non seulement d'un épisode qui appartient – de l'aveu même de l'auteur – à la « légende de Montréal » (p. 11), mais il arrive également à point nommé pour offrir à ses lecteurs une vaste contextualisation historique des débats qui entourent les travaux et le rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, présidée par la juge France Charbonneau (à laquelle a d'ailleurs collaboré l'auteur). Fruit des recherches doctorales de Lapointe, le livre traite des campagnes de moralité publique qui sont menées dans la métropole montréalaise entre 1940 et 1954 et qui culminent avec l'enquête Caron et la première élection de Jean Drapeau à la mairie de Montréal. Ces campagnes, qui s'inscrivent plus largement dans la mouvance réformiste, visent d'abord et avant tout à combattre la corruption ou, du moins, la tolérance au sein des forces policières à l'égard des vices commercialisés (essentiellement le jeu et la prostitution). Lapointe s'intéresse ainsi à un chapitre particulier d'une histoire plus longue, ou à une phase distincte du phénomène pratiquement cyclique des commissions d'enquête sur la corruption et l'immoralité à Montréal.

C'est d'ailleurs un phénomène qui n'est pas propre à cette métropole, mais qui touche la plupart des grandes villes nord-américaines. L'auteur le saisit bien et l'inscription du cas montréalais dans le contexte continental est une des grandes qualités historiographiques de l'ouvrage. Par exemple, dès le premier chapitre, consacré à la mise en contexte du Montréal de la période 1940-1954, Lapointe est en mesure de montrer non seulement que la persistance du quartier du *Red Light* de Montréal représente une exception singulière à l'échelle du continent, mais également que les campagnes qu'il étudie s'expliquent moins par un « raidissement du catholicisme québécois » (p. 37) que par leur inscription dans un courant qui dépasse les frontières de la province. Dans ce chapitre et les suivants, l'auteur montre d'ailleurs une excellente maîtrise non seulement de l'historiographie québécoise, mais aussi des historiographies française, américaine et canadienne-anglaise sur le sujet.

La démonstration en tant que telle se fait en deux temps. Dans une première partie, l'auteur s'attarde aux origines des efforts qui aboutiront à l'enquête Caron et les situe résolument dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Il s'intéresse, en particulier, aux discours qui permettent de construire une « moralité de guerre », opposée à l'immoralité qui caractériserait la métropole au moment où les soldats canadiens sont appelés à faire de nobles sacrifices sur les champs de bataille de l'Europe. Ici aussi d'ailleurs, c'est une immoralité associée notamment à la culture américaine qui est combattue à l'aide de moyens qui s'inspirent des croisades menées dans la république voisine, et notamment à New York, même si le nationalisme canadien-français vient colorer ces débats. L'auteur montre bien comment la guerre fut « une période de conscientisation intense à de nombreux problèmes sociaux » (p. 96). Il étudie ensuite la réaction – étonnante – de différents mouvements de jeunesse qui se mobilisent contre le vice ainsi que les répercussions politiques de cette panique morale, entre autres, l'enquête Surveyor qui porte sur Hull, mais qui a d'importantes répercussions à l'échelle provinciale. Elle est en quelque sorte le modèle qu'on essaiera de reproduire à

Montréal, un projet que porte sans succès la Ligue de vigilance sociale dans les années 1944-1946. Lapointe offre un portrait aussi détaillé que possible de ce groupe peu connu et relève les obstacles politiques importants qui se trouvent sur son chemin. Ainsi, il montre sans l'ombre d'un doute que l'enquête Caron ne peut être comprise sans prendre en compte cette phase initiale qui s'achève par le renvoi de Pacifique « Pax » Plante de la police de Montréal.

La deuxième partie de la démonstration s'ouvre d'ailleurs sur les interventions incendiaires de Plante dans les pages du *Devoir* à partir de 1949 et porte, plus spécifiquement, sur la mise sur pied de l'enquête Caron et son influence, notamment sur le plan politique. Lapointe y explore la formation et le fonctionnement du Comité de moralité publique, au-delà des figures bien connues que sont Plante et Jean Drapeau, ainsi que les moyens variés qu'utilise le Comité pour obtenir une enquête sur la corruption au sein de la police et de l'administration municipale montréalaises. Ici aussi, l'auteur accorde une attention particulière aux discours et aux idées du Comité de même qu'à ceux de ses alliés et de ses adversaires, ce qui lui permet de retracer d'importantes transformations dans la façon dont sont considérés, à l'époque, hommes, femmes et jeunes dans la Cité. Son analyse de la façon dont le Comité s'attaque à l'idée que la prostitution et le jeu sont des maux nécessaires est particulièrement intéressante. Finalement, il montre comment ce mouvement est parvenu à concilier christianisme, libéralisme économique et nationalisme canadien-français pour accoucher d'une enquête – l'enquête Caron – qui, sans mettre fin aux vices criminalisés à Montréal, allait au moins ébranler les services policiers et l'administration municipale, ouvrant ainsi la porte à l'élection de Jean Drapeau en 1954. En fait, le chapitre final, qui traite de l'enquête Caron, devient essentiellement l'épilogue d'une étude plus vaste sur les campagnes de moralité publique à Montréal et le climat intellectuel et culturel qui les a rendues possibles.

Sur le plan historiographique, l'ouvrage représente une riche contribution à l'histoire politique et culturelle de Montréal. Lapointe choisit, sagement, de s'écarter des cadres théoriques contraignants

qui ont eu tendance à réduire ces campagnes à des exercices de régulation morale ou de contrôle social orchestrés par les classes dominantes, pour les inscrire plus finement dans leurs contextes social, politique et culturel. On l'a souligné, mais il est important de le répéter : l'ouvrage se distingue également par les efforts faits par l'auteur pour situer sa démonstration non seulement dans le contexte québécois, mais plus largement dans le contexte nord-américain. Lapointe ne perd de vue ni l'un ni l'autre, et tire de ce double regard une analyse originale de cet épisode pourtant assez bien connu de la « légende de Montréal ». Ajoutons, pour terminer, que l'ouvrage est abondamment et magnifiquement illustré. L'auteur a pu profiter des recherches menées par le Centre d'histoire de Montréal, dans le cadre de l'exposition *Scandale! Vice, crime et moralité à Montréal, 1940-1960*, pour mettre la main sur toute une série d'illustrations qui enrichissent significativement le livre.

— Harold Bérubé  
Université de Sherbrooke

**Hans-Jürgen Lüsebrink. « *Le livre aimé du peuple* » : les almanachs québécois de 1777 à nos jours, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, 500 p.**

Alors que nous croyons savoir ce qu'est un almanach, notamment parce qu'il fait partie de nos traditions folkloriques et familiales, l'ouvrage de Hans-Jürgen Lüsebrink a le grand mérite de nous faire comprendre que ce type d'imprimé reste d'abord et avant tout « une sorte d'encyclopédie populaire évolutive » (p. 13) dont on ne saurait négliger l'influence sur l'avènement de la modernité au Québec. Les publicités qu'il contenait permettant de faire connaître les produits les plus récents, « l'almanach constitua [par exemple] un puissant vecteur de diffusion sociale et mentale de la nouvelle culture de masse au Canada » (p. 53). « *Le livre aimé du peuple* » : les almanachs québécois de 1777 à nos jours repose ainsi sur l'idée que l'almanach, un imprimé de type périodique qui agit autant *dans* que *sur* la

mémoire collective, n'en reste pas moins moderne, cela d'autant qu'il est notamment « largement orienté vers la scène internationale et les sociétés et cultures étrangères au Canada français » (p. 247). Nous y apprenons donc que l'Amérique du Sud, Haïti, l'Asie et l'Afrique sont présents dans les pages des almanachs canadiens-français, selon les crises et les conjonctures qui ont ponctué la vie politique de ces aires géographiques. Embrassant pleinement cette idée d'une modernité de l'almanach, Hans-Jürgen Lüsebrink en vient même à conclure que « les rédacteurs des almanachs canadiens-français, sans jamais formuler de critique directe concernant l'Église catholique, ont cependant sensiblement contribué, mais de façon indirecte, à ouvrir la voie vers la laïcisation de la société québécoise en élargissant l'horizon culturel de leurs lecteurs au monde entier et en transformant ainsi leur mode de pensée traditionnel » (p. 375). Voilà qui n'est pas une mince affaire pour un type d'imprimé qu'on a souvent tendance à reléguer aux confins d'un folklore servant de repoussoir à notre posture contemporaine.

Par-delà cette hypothèse audacieuse d'une modernité « laïcisante » de l'almanach, laquelle reste habilement déployée au fil des pages, l'ouvrage de Lüsebrink apparaît indispensable à quiconque voudra mieux comprendre nos traditions culturelles et sociales. Reposant sur une grande et vaste érudition, ce livre révèle un travail rigoureux et patient dans les archives, qui gagnent d'évidence à être mises en lumière. Écrit dans une langue souple, il permet au lecteur d'absorber une quantité phénoménale d'informations sur l'histoire non seulement éditoriale et journalistique, mais aussi plus largement intellectuelle du Canada français. S'arrêtant à des cas exemplaires (Ludger Duvernay, Paul-Marc Sauvalle, Sylva Clapin, Louis Fréchette, Albert Tessier, Robertine Barry, Marie-Claire Daveluy) qui lui permettent de montrer les stratégies intellectuelles et éditoriales qui fondent la complexité de l'almanach, Lüsebrink reconstitue les trajectoires de ces personnages, parfois aujourd'hui oubliés, dont on ne saurait pourtant nier l'apport considérable au développement des idées au Canada français. Qu'il s'agisse, donc, de Sauvalle, un penseur libéral et républicain,

de Clapin, un lexicographe et « voyageur cosmopolite » (p. 103) ou de Robertine Barry, notre « première journaliste professionnelle et femme de lettres » (p. 135), chaque collaborateur des almanachs apparaît comme un véritable passeur culturel ayant l'heur de montrer que l'almanach constitue le lieu livresque d'une sociabilité et d'une conscience culturelles insoupçonnées.

À cette érudition s'ajoute la capacité de l'auteur à bien montrer ce qu'est l'« almanach » alors que le terme sert à désigner un type d'imprimé hétérogène, tant sur le plan de la forme que sur le plan du contenu : « Les almanachs canadiens-français, comme l'almanach en général, représentent une forme journalistique hétéroclite et multiforme, fondée sur quelques composantes de base (le calendrier, les éphémérides, la partie informative, les "variétés", son mode de parution annuel), et constituée de genres textuels très divers, allant de l'anecdote à l'horoscope en passant par des cartes, des tableaux de statistiques, des portraits de personnages historiques, de courtes pièces de théâtre ou encore des contes » (p. 63). L'almanach s'inscrit, par ailleurs, dans une histoire de l'imprimé périodique où les noms qui peuvent le désigner renvoient aussi à des traditions culturelles diverses : « *almanak* », « *calendar* », « *directory* » et « *day-book* », qui ont été employés au Canada anglais et aux États-Unis, « éphémérides » et « étrennes », qui lui sont associées au Canada français, constituent ainsi autant de noms d'un genre qui renvoie à des usages précis, où la fonction utilitaire prédomine même parfois. Hans-Jürgen Lüsebrink embrasse cette vaste production pour offrir une synthèse phénoménale de ses enjeux.

En brossant un tableau empirique de questions diverses, trop nombreuses pour les énumérer toutes ici, mais parmi lesquelles on trouve celles du lectorat et du public, celles du rapport à l'identité (linguistique ou nationale) et à la figure de l'Autre ou, encore, celle du rapport au savoir, l'auteur donne donc à lire un pan occulté de l'histoire du livre et de l'imprimé au Canada français, qui stimulera sans doute bon nombre d'études puisque l'ampleur du portrait dressé ouvre, par l'exposition qu'elle en fait, nombre d'enjeux critiques et

comparatifs. Ainsi, à propos du conte, lequel serait sans conteste « le genre dominant de la partie littéraire des almanachs canadiens-français » (p. 327), Lüsebrink évoque les processus de *scripturalisation* et d'*oralisation* que le genre met paradoxalement en place. Si « la mise en écriture de contes oraux – et le travail littéraire qui l'accompagne – est à la base de nombre de contes publiés dans les almanachs canadiens-français, qui puisèrent abondamment dans les traditions orales populaires » (p. 327), il n'en demeure pas moins que « les rapports entre l'écrit et l'oral dans les almanachs sont caractérisés par une seconde dynamique, contraire à la première » où la forme écrite du conte se voit oralisée « par la pratique de la lecture à haute voix de l'almanach » (p. 328).

L'argumentation, pour probante qu'elle soit, permet rapidement de constater que la dynamique générique décrite par l'auteur est aussi celle des contes publiés dans les journaux et les gazettes de l'époque, appelant conséquemment plusieurs questions sur la spécificité de l'almanach en tant que lieu de publication *littéraire*. On ne saurait, bien entendu, reprocher sérieusement à Hans-Jürgen Lüsebrink de ne pas procéder à une telle démonstration, l'enjeu principal de son ouvrage se trouvant ailleurs. Généreux et abondant par la quantité d'informations qui s'y trouvent magistralement livrées, « *Le livre aimé du peuple* » fait ainsi connaître un corpus dont on constatera qu'il est encore trop largement inexploité; ce faisant, il apparaît comme un outil indispensable à quiconque souhaitera s'informer sur ce genre de publication et l'histoire éditoriale de la période qu'il couvre.

— Luc Bonenfant  
*Université du Québec à Montréal*

**Michel Lacroix. *L'invention du retour d'Europe : réseaux transatlantiques et transferts culturels au début du XX<sup>e</sup> siècle, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, 344 p.***

Alors que se multiplient les études sur les réseaux culturels transnationaux, l'ouvrage de Michel Lacroix convient d'être rangé parmi

les plus fouillées d'entre elles sur le plan documentaire et les plus lucides sur les effets de mode autour de la notion de transnational. Son principal mérite est d'éclairer des angles morts de l'histoire culturelle en s'attachant à l'ensemble des significations – et des non-dits – que revêt la figure du « retour d'Europe », en ce qu'elle témoigne, pour un laps de temps relativement long, de l'évolution des échanges et des transferts entre le Québec et la France : « L'invention du retour d'Europe est la conséquence de l'intensification sans précédent des réseaux franco-québécois au cours des années 1910-1920, et plus particulièrement du rôle qu'ont joué les exotiques dans ces échanges » (p. 19).

Afin d'expliquer la genèse de cette figure, Lacroix remonte aux premiers séjours des futurs exotiques à Paris en 1910, pour retenir ensuite deux bornes décisives : 1914, l'année de leur retour au Québec à cause de la guerre, puis le moment où ils constituent un véritable groupe littéraire avec la création, en 1918, du *Nigog*. Entre-temps se tissent, au détour de cette chronologie, les mailles et le canevas d'une aventure collective : « Ils partirent étudiants, ils revinrent écrivains. Plus encore, ce fut un *groupe* d'écrivains, pourvu d'une identité partagée et publique, qui en revint » (p. 81).

Les retours d'Europe sont, en effet, étroitement identifiés, dans la phase où se diffuse cette expression, au mouvement littéraire et artistique des exotiques. Les premiers d'entre eux – Marcel Dugas, René Chopin, Paul Morin et Guy Delahaye – forment, entre 1910 et 1912, une tête de pont canadienne-française à Paris, à laquelle va se joindre peu après Léo-Pol Morin. Les tenants influents de l'école régionaliste (Alfred DesRochers, Claude-Henri Grignon, Albert Pelletier, Léo-Paul Desrosiers, Émile Coderre, Robert Choquette, etc.) leur reprochent de s'être laissé éblouir par la Ville Lumière. C'est pourquoi la figure du retour d'Europe sera elle-même, par ricochet, dépréciée.

La force de la démonstration tient à la capacité de l'auteur de donner chair et consistance au principe méthodologique selon lequel « il n'y a pas de transferts culturels sans réseaux, pas d'échanges sans

canaux » (p. 5). C'est seulement par l'exploration patiente des réseaux parisiens des exotiques et de leurs canaux transatlantiques que l'on peut comprendre comment est née au Québec la figure polémique du retour d'Europe, comment elle a pu entrer et se maintenir durablement dans le langage commun. André Laurendeau y revenait encore durant les années 1960 dans un texte réflexif intitulé « Il y a l'Europe du plaisir ou celle, vécue comme un malaise, des "retours d'Europe" ». Cette figure, le rédacteur en chef du *Devoir* l'incarnait à sa manière, à la fois ironique et distante. Lacroix la remet en contexte en déployant un ensemble de matériaux relatifs au fonctionnement de la vie littéraire, à ses réseaux, aux cursus universitaires et profils de carrière des exotiques, sans oublier les notations textuelles et paratextuelles qui nourrissent l'imaginaire de cette figure. Car dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, elle devient topos romanesque et scénario auctorial, illustrant une sociabilité propre, foncièrement mondaine.

Si le toponyme continental s'impose aux termes d'emblée péjoratifs de « francisçons » et de « parisianistes », cela tient surtout au cosmopolitisme sectoriel, partiel et identitaire, dont se prévalent les exotiques. Ce positionnement se traduit par des liens triangulaires non seulement avec l'Europe, mais aussi avec l'Amérique latine : Lacroix plonge ici le lecteur dans ce qui précède et prépare les liens intellectuels et diplomatiques noués à Paris dans l'entre-deux-guerres, liens étudiés antérieurement par l'auteur.

Pour faciliter cette plongée, une cartographie est dressée des deux champs littéraires dans le premier tiers du xx<sup>e</sup> siècle : au Québec, les éditeurs solides sont peu nombreux ; il n'y a pas d'exportation d'œuvres susceptibles de légitimer un champ littéraire local, ni d'appareil institutionnel surplombant, d'où la nécessité et l'opérationnalité des réseaux ; en France, outre un puissant appareil éditorial et institutionnel, doté de prestige (académies, prix, critique journalistique, etc.), fourmillent des avant-gardes autoproclamées. Mais Lacroix ne se contente pas d'un panorama comparatif et du constat de l'asymétrie des deux champs. Il cherche surtout à cerner, à partir de leurs éléments de convergence et de divergence, à la fois les modalités des échanges

concrets et les motifs qui expliquent les nœuds de blocage. Il prend soin de noter les évolutions respectives des deux champs, sans quoi ne pourraient se comprendre les conditions de leur croisement : il s'agit de décrire un processus en marche, loin de toute vision statique. C'est pourquoi les décalages synchroniques et diachroniques entre les deux champs ne sont pas seulement l'expression d'un retard ou d'un rattrapage dans l'édification d'une littérature nationale. Ils sont constitutifs des formes mêmes de l'échange, des directions que ce dernier peut prendre ou des impasses auquel il peut mener. Le vaste jeu des possibles dans lequel s'inscrivent les canaux de passage entre écrivains français et québécois n'est pas illimité : les probabilités de rencontres et de connivences ne sont pas égales.

Le plus frappant à la lecture de cet ouvrage, c'est cependant l'absence d'une thèse unilatérale qui s'imposerait, de force ou subrepticement, au lecteur. Certes, Lacroix offre les fruits de sa recherche comme autant de pièces à conviction, mais c'est au lecteur de juger. Ainsi, les exotiques ne sont pas décrits comme des êtres isolés et incompris. Rien ne permet, explique-t-il, d'en faire les héros d'une avant-garde esthétique indifférente aux gratifications matérielles et symboliques :

Le retour d'Europe, en somme, veut s'intégrer (quoique dans les couches supérieures de la société seulement) à l'aller comme au retour, il entend être un pont entre la culture canadienne-française et la culture française, dans toute la richesse de cette dernière. Les difficultés mêmes de ces intégrations comme de ce passage hantent les discours sur le retour d'Europe, elles le définissent, mais, du coup, elles l'opposent à la posture avant-gardiste (p. 199).

Les futurs exotiques ont initialement cultivé des liens avec le nationalisme libéral (Olivar Asselin et Jules Fournier), autrement dit « l'aile gauche du camp nationaliste » (p. 66). Ils frayent avec les cercles mondains et les milieux d'affaires montréalais, proches du Parti libéral, qui entrent en lutte ouverte avec l'Église et ses soutiens politiques pour la gestion du système scolaire. En l'absence de telles relations, une luxueuse revue comme *Le Nigog* n'aurait pu voir le jour. On peut

d'ailleurs considérer l'Association des anciens étudiants d'Europe (1928) et son expression, la revue *Opinions* (1929-1934), comme le prolongement de la visée cosmopolite selon d'autres modalités.

Mais les exotiques n'ont pas non plus toute latitude, et le retour (ou le départ) en Europe de la plupart d'entre eux au lendemain de la Première Guerre mondiale montre que leur posture hautaine et farouche ne facilite pas le compromis et les pousse à renoncer à la lutte directe, dès qu'elle tourne à leur désavantage. Lacroix ne prétend donc pas tout expliquer par leurs origines bourgeoises, ce qui reviendrait à les réduire, à l'aune d'un modèle trop déterministe, au seul objectif de faire fructifier la plus-value culturelle que représentent les séjours parisiens.

Leur quête de (re)connaissance est orientée par des conceptions essentiellement classiques : les exotiques ne sont des rebelles ni sur le plan esthétique ni sur le plan idéologique ni sur le plan social. Cela explique pourquoi leur champ de fréquentation à Paris s'établit à partir d'« un terreau imprégné de catholicisme » (p. 117), de salons désuets (celui des Pomairols et celui de Louise Read), pour s'élargir peu à peu à des cercles plus prestigieux et plus juvéniles, autour de Francis Carco, Fernand Divoire et André Thérive, et même à un salon avant-gardiste comme celui de Valentine de Saint-Point, grâce auquel les futurs exotiques découvrent les Ballets russes, la musique d'Igor Stravinsky, croisent Jean Cocteau et Maurice Ravel. Lacroix les décrit cependant davantage comme des témoins plus ou moins conquis que comme des acteurs de ce dernier salon.

Plus fermes paraissent leurs liens avec la revue d'avant-garde *Montjoie!*, à laquelle collaborent, entre autres, Guillaume Apollinaire et Blaise Cendrars, et qui semble avoir servi de modèle typographique au *Nigog*. En lisant le livre de Lacroix, on découvre ainsi des connexions et des correspondances surprenantes. L'une des plus déconcertantes se trouve dans les rapports entre le directeur italien de *Montjoie!*, Ricciotto Canudo, théoricien du « septième art », tenant à tous crins de l'innovation et proche compagnon d'Apollinaire, et Marcel Dugas,

lui-même féru de cinéma. La référence à cette nouvelle forme d'expression – dont le fondement artistique est alors fortement contesté – n'a rien d'anodin chez lui : elle montre, parmi d'autres indices, que l'expérience parisienne des exotiques précipite leur mue vers une identité collective et pluridisciplinaire qu'ils afficheront en « opposition de plus en plus frontale au régionalisme » (p. 223).

La complexité des réseaux parisiens des exotiques n'empêche pas leurs accointances nationalistes, mais elle témoigne de l'absence de ruptures idéologiques nettes entre les milieux fréquentés. Le caractère éclectique de leurs positions révèle qu'il y a rarement de correspondances directes entre les formes symboliques et l'idéologie de leurs créateurs, que ce soit au sein d'un espace national ou d'un continent à l'autre.

Le positionnement éclectique et pluridisciplinaire des exotiques s'explique non pas seulement comme une errance entre modernité et tradition, mais surtout comme la résultante d'une curiosité provoquée par le foisonnement de la vie parisienne et des sociabilités qui en découlent. Bénéficiant à Paris d'une plus ample liberté dans leurs activités et leurs choix esthétiques, ces jeunes gens venus du Québec ne semblent pas s'inquiéter des écarts esthétiques et idéologiques entre les salons et les revues dans lesquels ils ont leurs entrées. Lacroix insiste sur le fait que les futurs exotiques, loin de se cantonner à la culture littéraire, s'intègrent à d'autres milieux artistiques, du fait notamment de la présence parmi eux du concertiste Léo-Pol Morin, ce qui leur ouvre de nouveaux horizons. Leur intérêt embrasse aussi bien la musique, la sculpture, la peinture, l'architecture, l'urbanisme et les arts décoratifs, comme en témoigneront *Le Nigog*, les articles et les pratiques de ses membres.

Lacroix achève son ouvrage en ouvrant une piste de recherche stimulante qui conduit à repenser les rapports qu'entretiennent aussi bien les régionalistes que les exotiques avec la France. Loin d'être de pâles et serviles imitateurs, ces derniers puisent à des sources variées, hétérogènes, car ils se trouvent physiquement et mentalement au cœur d'une « complexification des échanges » (p. 281) qui modifie

définitivement le rapport de tout le champ culturel québécois à la France : la pluralité des maîtres va désormais atténuer, relativiser, voire contrecarrer, le tropisme hexagonal.

— *Gérard Fabre*

*Institut Marcel Mauss (Paris), CNRS/EHESS*

**Linda Cardinal, Simon Jolivet et Isabelle Matte (dir.).  
*Le Québec et l'Irlande : culture, histoire, identité*, Québec,  
Éditions du Septentrion, 2014, 291 p.**

Trois des chercheurs francophones les plus engagés dans la recherche irlando-canadienne, Simon Jolivet, Isabelle Matte et Linda Cardinal, nous offrent ici un recueil de dix essais et une postface provenant d'une multitude de disciplines et d'horizons afin d'élargir ce qu'ils considèrent comme le pan québécois de leur sphère de recherche.

Dans un ouvrage au titre admirablement vague, *Le Québec et l'Irlande : culture, histoire, identité*, mais qui reflète finalement la grande diversité des essais proposés, les trois universitaires souhaitent apporter leur contribution aux études irlando-québécoises et, par le fait même, aux études canado-irlandaises en langue française. Cet aspect, « la prise en compte du point de vue francophone à travers ses propres archives » (p. 17), est l'une des réussites de ce recueil qui interroge de nouvelles sources, en langue française, pour faire la lumière sur des pans de l'histoire irlando-canadienne et pour soutenir une meilleure comparaison entre ces deux régions, qui ont maintes fois été comparées politiquement, socialement et culturellement. Regroupant des études comparatives allant de la politique à la littérature ainsi que des analyses sociohistoriques de la présence irlandaise au Québec, les auteurs qui ont participé à ce nouveau recueil prouvent que l'intérêt pour l'« irlandicité » du Québec est maintenant bien ancré dans le champ grandissant des études irlandaises.

L'introduction, rédigée par deux des trois directeurs du recueil, est l'un des éléments les moins solides de cet ouvrage. D'abord, la question posée par les deux universitaires – « Les études irlando-

québécoises, un nouvel objet d'étude? » – est somme toute précieuse. Puisqu'ils représentent eux-mêmes des auteurs ayant déjà œuvré dans le domaine des études irlando-québécoises, Cardinal et Jolivet ne peuvent nier que leurs efforts bâtissent sur des bases jetées depuis plusieurs décennies. On peut donc s'interroger sur la nécessité de se pencher sur la naissance de ce pan des études irlandaises. S'il y a une justification à donner à la publication de cet ouvrage, nul n'a besoin de chercher très loin : l'intérêt grandissant pour la diaspora irlandaise depuis le début de la période du *Celtic Tiger* ainsi que l'intérêt renouvelé que porte le milieu universitaire aux *cultural studies* suffisent à justifier la parution de l'ouvrage.

D'autres axes de questionnement, sur la lecture postcoloniale du Québec et de l'Irlande par exemple, que certains auteurs du recueil ont déjà abordés dans leurs propres travaux, auraient été plus salutaires à la contextualisation de la recherche présentée ici. De plus, en faisant des études irlando-québécoises une exception, les directeurs de l'ouvrage font fi des développements dans le domaine des études canado-irlandaises et nord-américaines. Nul ne peut nier les liens coloniaux, linguistiques et politiques qui unissent le Québec et l'Irlande, ni contester le fait que l'expérience irlandaise au Québec est particulière dans le contexte nord-américain. Cependant, il faut aussi prendre conscience que les efforts de tous les auteurs de ce collectif pour saisir la diversité et l'exemplarité de cette expérience vont de pair avec les efforts d'autres chercheurs dans le domaine qui, depuis trois décennies, tentent de faire valoir que l'expérience irlandaise au Canada et aux États-Unis est surtout régionale.

Une définition claire de ce que sont les études *irlando-québécoises* manque donc dans ce livre, qui sort parfois même du cadre géographique du Québec pour analyser, par ailleurs, l'expérience canadienne-française. Dans un tel contexte, on peut se demander si l'autarcie presque volontaire dont les auteurs semblent vouloir faire preuve est réellement nécessaire et avantageuse au moment où s'effondrent les barrières disciplinaires. Peut-être faut-il inscrire cette étude dans le champ plus vaste des études *canado-irlandaises*, un domaine de

recherche qui *tente* d'incorporer l'expérience unique du Québec. Dans ce cas, les chercheurs francophones, de concert avec leurs homologues anglophones, pourraient contribuer à l'expansion de la recherche canadienne, tout en mettant le Québec en relation avec le reste du continent.

Si les prémisses du livre ne reflètent pas la qualité première du travail de Cardinal, Jolivet et Matte, c'est que la force de ce recueil est de rassembler d'excellents auteurs, certains connus dans les cercles académiques canado-irlandais et d'autres nouveaux venus, amateurs du sujet, qui apportent une nouvelle lecture de la situation des Irlandais au Québec et de la comparaison entre les deux peuples / nations.

Peter Bishoff, dans la foulée de son travail sur les débardeurs de Québec, offre ici une analyse détaillée du rôle joué par les Irlandais dans l'implantation du syndicat des Chevaliers du travail à Montréal à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et prouve ainsi que l'apport des Irlandais dans les changements sociaux au Québec mérite davantage d'attention. Matteo Sanfilippo analyse, de son côté, les liens religieux entre Canadiens français et Irlandais. À la lumière des archives vaticanes, Sanfilippo fait la preuve que l'entente entre coreligionnaires n'est pas aussi simple que le laissent entendre les auteurs de l'introduction et qu'elle mérite d'être examinée sous l'angle des différences linguistiques.

Grâce à une analyse des journaux francophones de l'époque, Mary Haslam montre, de son côté, que le Québec, à partir des années 1820, est conscient de son « irlandicité politique » et de sa position similaire à celle de la colonie outre-Atlantique. C'est une union intellectuelle entre Irlandais et Canadiens français que Haslam décrit ici pour la première fois du point de vue francophone. Dans un essai qui déborde le cadre géographique du Québec, Linda Cardinal et Simon Jolivet scrutent, pour leur part, les relations tendues et la prise de conscience identitaire des Canadiens français et des Irlandais à la suite de la crise des écoles bilingues en Ontario.

Dans une analyse qui sort cette fois du cadre historique, Isabelle Matte examine comment la question identitaire et la question linguistique québécoises, vues à travers le prisme irlandais offert par le

personnage hibernien d'André Forcier dans le film *Je me souviens*, trouvent réellement leur plein sens. Cet usage de l'« irlandicité » du Québec est enfin repris par Marc Chevrier, qui analyse pas à pas le monstre littéraire que représente Victor-Lévy Beaulieu, et son intérêt pour James Joyce. Encore une fois l'idée d'un Québec hibernien, comme l'écrit Chevrier, est récurrente. Qu'elle soit réelle, intellectuelle ou inventée, la verte Irlande, par son influence, plane sur l'imaginaire collectif québécois.

Les autres essais du recueil analysent cette présence. D'abord, André Poulin, dans un article comparant l'Irlande du Nord au Québec dans les années 1960, trace leurs trajectoires politiques parallèles et divergentes pendant les années charnières qui virent l'éclatement des violences en Irlande du Nord et la mise en place du mouvement indépendantiste au Québec. S'intéressant également à la question politique, Jerry White présente une analyse de l'œuvre de Jacques Ferron, *Le salut de l'Irlande*. L'universitaire met en relief, en particulier, l'identité hibernienne dans l'œuvre de Ferron, cette « irlandicité » du Québec qui devient le véhicule d'une identité québécoise indépendantiste.

Dans un autre essai interdisciplinaire, Kester Dyer analyse les œuvres cinématographiques de Gilles Carle (*La vraie nature de Bernadette*) et de Neil Jordan (*The Butcher Boy*) pour montrer comment la religion catholique, cette pierre angulaire de l'identité québécoise et irlandaise par ses miracles et ses mythes, a été transformée et représentée à des moments cruciaux de l'histoire religieuse des deux nations. En complément des aspects historiques, littéraires et cinématographiques de la comparaison entre l'Irlande et le Québec, Gearóid Ó hAllmhuráin met en évidence leurs similitudes ethnomusicales. Traçant un portrait des habitudes musicales dans les campagnes irlandaises et québécoises, son article « Démons violoneux contre prêtres vociférants : espace musical et hégémonie morale dans les campagnes irlandaises et québécoises » dévoile les prémisses d'une étude plus importante portant sur la tradition musicale dans les campagnes et son encadrement par l'Église catholique.

En conclusion, les dix essais rassemblés et présentés ici par Linda Cardinal, Simon Jolivet et Isabelle Matte fournissent d'excellents exemples de la vitalité du pan québécois des études canado-irlandaises. À travers les prismes de l'histoire, de l'anthropologie, de la littérature, du cinéma, de l'ethnomusicologie et de la science politique, les chercheurs ayant contribué à l'ouvrage *Le Québec et l'Irlande : culture, histoire, identité* réussissent le pari d'illustrer la diversité des perspectives sur le sujet et de poser les assises de recherches ultérieures sur l'expérience irlandaise au Québec et la comparaison informée entre les deux nations. Si nous aurions souhaité voir davantage de liens entre certains essais, ce qui aurait enrichi le dialogue offert par ce collectif, il n'en demeure pas moins que la contribution des auteurs ouvrira sans nul doute la voie à de nouvelles recherches sur le Québec et l'Irlande dans la langue de Molière.

— *Camille Harrigan*  
*Université Concordia*

**Gérard Bouchard. *Raison et déraison du mythe : au cœur des imaginaires collectifs*, Montréal, Éditions du Boréal, 2014, 232 p.**

Dans le langage commun et dans plusieurs sciences humaines, le « mythe » sert en général de repoussoir pour caractériser un manque de réalisme ou une construction fautive ou pernicieuse. Ce sont à ces préjugés que Gérard Bouchard s'attaque dans cet essai qui cherche à montrer que les mythes, sous la forme d'un « mécanisme sociologique universel » (p. 176), sont partie prenante de toutes les aventures collectives. La griffe de l'auteur est apparente dès les premières pages : sociohistoire comparative et imaginaires sociaux sont mis à contribution pour illustrer la prégnance du mythe dans les sociétés actuelles.

Dans les deux premiers chapitres, Gérard Bouchard ne ferme d'emblée aucune porte : il entend cerner le mythe sous toutes ses coutures en montrant ses liens avec la culture, les valeurs, le sacré, les idéologies, les paradigmes scientifiques, l'imaginaire, les traditions,

la littérature, et j'en passe. Le lecteur découvre vite que dans ce livre, le mythe, comme les pieuvres géantes des anime japonais, s'étend et empiète un peu partout. L'enjeu qui se pose vite à l'auteur est d'en définir les contours et d'en surveiller les avenues, tâche titanesque considérant l'immense corpus auquel s'attaque l'auteur. Pour différencier le mythe et, en quelque sorte, lui octroyer une certaine suprématie, Bouchard le pose comme origine : il précède le reste. Et pourtant, il est aussi produit par les acteurs, reconduit ou éconduit. L'objectif sera alors d'explorer comment les mythes s'incarnent dans la vie sociale et nationale, comment ils se manifestent, par quels mécanismes et à travers quelles mises en récit.

Les mythes identifiés par l'auteur forcent le lecteur à réviser certaines idées reçues et à évaluer quelle grille d'analyse permettra de rendre compte de mythes aussi divers que ceux de l'homme supérieur à la femme, de la faute originelle, de la hiérarchie des races, du mouvement linéaire en histoire, du jacobinisme, du rêve américain ou de la Conquête de 1763 – pour n'en donner qu'un échantillon. Assumant pleinement l'éclatement de son objet, Bouchard multiplie les angles et les questions tout en cherchant, au fur et à mesure, à structurer les progrès de sa démarche à l'aide d'une panoplie de nomenclatures et de classifications, certaines bricolées par l'auteur, certaines empruntées à d'autres. Le lecteur commence bien vite à se douter que Sisyphe, dans un si petit ouvrage, ne viendra peut-être pas à bout de sa tâche.

Qu'à cela ne tienne, le mérite de l'essai ne tient pas à son architecture théorique, mais au nombre de pistes qu'il ouvre. Bouchard possède un flair remarquable pour les comparaisons fructueuses, ce qui lui permet de croiser le Québec avec d'autres sociétés et de cerner les particularités de son rapport au mythe et à la mémoire. Exigeant à lire sous la forme d'un essai, le livre se rapproche davantage d'un *reader*, où sont passées en revue théories et approches, de l'anthropologie à l'histoire en passant par la sociologie. C'est un livre propice au pillage. Dans cette recherche tâtonnante, l'auteur confronte à tout moment des interprétations qui mettent en jeu de nombreuses tradi-

tions de pensée. Par exemple, est-ce la puissance symbolique et émotive du mythe qui l'emporte, ou la rationalité des acteurs, leurs stratégies ? Le mythe peut-il être mieux cerné à l'échelle internationale, nationale, ou locale ? Mais Bouchard esquive les polarités et les prises de position épistémologiques fermes. Son art de la fugue peut impatienter le lecteur, mais c'est la rançon de son érudition : il y a tant de théories et de concepts abordés que l'auteur se transforme vite en arbitre, triant de son mieux parmi le matériel disponible.

L'un des apports conceptuels les plus intéressants du livre est celui d'« ancrage », qui sert à expliquer l'implantation et la postérité des mythes. En fait, le troisième chapitre (« Le processus de mythification ») m'a semblé le plus stimulant : l'auteur délaisse la définition du mythe en général pour se concentrer sur les « mythes sociaux », leur activation et leur maintien à travers des mécanismes de sacralisation et des techniques de persuasion. La tension est habilement rendue entre le travail sur le mythe et le travail à partir du mythe. Le quatrième chapitre (« Les conditions d'efficacité du mythe ») porte davantage sur l'incarnation et la performativité des mythes dans la société, leur ambiguïté et la diversité de leurs formes et de leurs vecteurs. Bouchard propose seize facteurs dont il faut tenir compte pour comprendre la prégnance et l'adaptabilité de certains mythes, de la polyvalence du mythe à sa pertinence, en passant par la mobilisation des symboles, la création d'adversaires et le pouvoir de sanction.

Le cinquième chapitre (« Les mythes sociaux : une structure pyramidale ») tente de boucler la réflexion en proposant un nouveau concept, celui de « mythes directeurs », sortes de super-mythes qui engloberaient les autres. Il donne comme exemple la condition minoritaire et le destin inachevé du Québec à la suite de la Conquête. C'est d'ailleurs dans ce chapitre que la province est mise en évidence ; Bouchard tente d'y mesurer la vitalité des mythes, leur pertinence ou même les culs-de-sac où ils peuvent mener, n'hésitant pas à aborder leurs métamorphoses les plus actuelles. À ce propos, l'auteur n'évite pas, à l'occasion, le piège normatif de la vérité-illusion vers lequel peut tendre le travail d'arbitrage auquel il se prête. Il se donne ainsi

le mandat de débusquer les « distorsions et faussetés » que les sociétés entretiennent en recourant aux mythes, mais précise du même souffle qu'il ne veut pas opposer « imaginaire et réalité ». En fait, comme il le dit lui-même un peu plus justement, le mythe « promeut et promet plus qu'il ne reflète le réel » (p. 39).

Malgré ses efforts, Sisyphe ne parvient pas à rouler son rocher en haut de la colline, mais il offre un essai tout à fait original qui, davantage dans ses parties que dans son tout, vaut le détour. Il y a certainement des suggestions, catégories et expressions que tout chercheur pourra braconner dans l'ouvrage. Disons, enfin, que la réhabilitation du mythe qui y est à l'œuvre est aussi un (autre) témoignage issu du régime d'historicité du présentisme et, *a contrario*, l'attente d'une sortie. Après tout, ne convient-il pas de réhabiliter, dans nos sociétés désenchantées, le mythe et ses truchements : « l'imagination, le rêve, la recherche d'absolu et de merveilleux, les croyances et les idéaux, la quête identitaire » (p. 70)?

— Daniel Poitras

*Laboratoire Printemps (CNRS/UVSQ)*

RS

**RECHERCHES  
SOCIOGRAPHIQUES**

*Revue pluridisciplinaire  
exclusivement consacrée à l'étude  
de la société québécoise et du Canada français*

Recherches sociographiques, Faculté des sciences sociales, Département de sociologie  
1030, av. des Sciences-Humaines, bureau 3465, Université Laval, Québec QC G1V 0A6  
Téléphone : 418-656-3544 • Télécopieur : 418-656-7390 • rechsoc@soc.ulaval.ca

Paiement en ligne : [www.soc.ulaval.ca/recherchessociographiques/](http://www.soc.ulaval.ca/recherchessociographiques/)

**DANS CHAQUE NUMÉRO**

Des études empiriques inédites sur des sujets très variés  
Des essais critiques pour stimuler les débats et la réflexion théorique  
Des comptes rendus couvrant systématiquement l'essentiel des parutions récentes  
Des approches pluridisciplinaires de l'histoire à l'économie,  
en passant par la sociologie, la science politique et la littérature





## ABONNEMENT À

# MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

La revue *Mens* est vouée à l'étude de l'histoire intellectuelle et culturelle de l'Amérique française. Elle paraît sur une base semestrielle, les printemps et automne de chaque année. Pour s'abonner, il suffit de remplir ce bon et de l'envoyer avec son paiement à l'adresse suivante :

**Revue *Mens*  
CRCCF  
Université d'Ottawa  
Pavillon Morisset  
65, rue Université, pièce 040  
Ottawa (On) K1N 6N5**

---

Nom, Prénom / Institution

---

Adresse

---

Ville

Province / État

Code postal

---

Courriel

Téléphone

Pour les abonnements à la version numérique, les institutions, les consortiums et les agences d'abonnements doivent communiquer avec Érudit :

Tél. : 514 343-6111, poste 5500

Courriel : [client@erudit.org](mailto:client@erudit.org)

### **Type d'abonnement**

(Tarif + 5 % de TPS pour le Canada)

- Étudiant (23 + 1,15 = 24,15 \$)
- Étudiant – 2 ans (38 + 1,90 = 39,90 \$)
- Régulier (28 + 1,40 = 29,40 \$)
- Régulier – 2 ans (48 + 2,40 = 50,40 \$)
- Institution (38 + 1,90 = 39,90 \$)
- Soutien (50 \$ ou autre \_\_\_\_ \$)
- Régulier – étranger (46 \$ USD)
- Institution – étranger (51 \$ USD)

Paiement par chèque libellé à l'ordre de  
**Revue *Mens***

- Cochez pour obtenir un reçu

N° d'enregistrement TPS : R119278877



